

## **INDIGO GROUP**

Société par actions simplifiée

Tour Voltaire

1, place des Degrés

92800 Puteaux La Défense

---

### **Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2019

**PROXIMA**

21, rue du Cirque  
75008 Paris

SARL au capital de 50 000 €  
402 387 997 RCS Paris

**DELOITTE & ASSOCIES**

6, place de la Pyramide  
92908 Paris-La Défense Cedex

S.A.S. au capital de 2 188 160 €  
572 028 041 RCS Nanterre

**INDIGO GROUP**

Société par actions simplifiée

Tour Voltaire  
1 Place des Degrés  
92800 Puteaux La Défense

---

**Rapport des Commissaires aux Comptes  
sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2019

---

Aux Associés de la société INDIGO GROUP,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Associé Unique, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société INDIGO GROUP relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'Audit.

## **Fondement de l'opinion**

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux Comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes.

## **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 4 de l'annexe aux comptes consolidés, qui expose le changement de méthode comptable relatif à l'application au 1<sup>er</sup> janvier 2019 de la norme IFRS 16 « Contrats de location ».

## **Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

**Evaluation des actifs long terme non financiers (goodwill, immobilisations incorporelles du domaine concédé, immobilisations corporelles, immobilisations corporelles du domaine concédé et des titres mis en équivalence)**

*(Notes 3.3.1, 3.3.17 et 9.6 de l'annexe aux comptes consolidés)*

*Description du risque*

Les goodwill, les immobilisations incorporelles du domaine concédé, les immobilisations corporelles, les immobilisations corporelles du domaine concédé et les titres mis en équivalence présentent des valeurs nettes comptables significatives au 31 décembre 2019 de respectivement 828 millions d'euros, 1 139 millions d'euros, 714 millions d'euros, 167 millions d'euros et 111 millions d'euros. Ces goodwill, ces immobilisations et ces titres peuvent présenter un risque de dépréciation lié à des facteurs internes ou externes, comme par exemple la détérioration de la performance, l'évolution de l'environnement économique, des conditions de marché défavorables, l'évolution du trafic et des changements de législations ou de réglementations.

Pour les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie et les goodwill, le Groupe réalise un test de perte de valeur au minimum une fois par an, et à chaque fois qu'un indice de perte de valeur apparaît. Pour les autres immobilisations, le Groupe réalise un test de perte de valeur lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît. Lors de la réalisation de ces tests, le Groupe détermine la valeur recouvrable de ces actifs, regroupés au sein d'unités génératrices de trésorerie (UGT), sur la base d'un calcul de valeur d'utilité, lui-même basé sur des prévisions de flux de trésorerie futurs actualisés. La détermination de la valeur recouvrable de ces actifs et des éventuelles pertes de valeur constitue un point clé de l'audit, compte tenu du caractère potentiellement significatif d'éventuelles dépréciations et du degré élevé d'estimation et de jugement requis de la Direction sur des hypothèses telles que la performance opérationnelle, le trafic futur, les taux de croissance long terme et les taux d'actualisation retenus.

*Notre réponse au risque*

Pour les UGT significatives ou présentant un risque spécifique, nous avons :

- vérifié la pertinence de l'approche retenue pour déterminer les UGT, au niveau desquelles sont réalisés les tests de perte de valeur des actifs ;
- analysé et vérifié les modalités de mise en œuvre de ces tests et notamment les processus de validation de la Direction ;
- rapproché la valeur nette comptable des UGT testées avec les montants figurant en comptabilité,
- vérifié les fichiers de calculs portant notamment sur les actifs testés ainsi que sur la détermination de leur valeur d'utilité,
- apprécié le caractère raisonnable des principales hypothèses retenues, en particulier l'évolution de la performance opérationnelle et du trafic, les taux de croissance long terme et les taux d'actualisation retenus, et ce notamment en comparant ces taux avec nos bases de données internes.

S'agissant des goodwill, nous avons vérifié le caractère approprié des informations données dans la note 9.6 de l'annexe aux comptes consolidés, notamment sur les hypothèses sous-jacentes et les analyses de sensibilité, au regard des dispositions de la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs ».

**Provisions liées aux contrats et litiges**

*(Notes 3.3.1, 3.3.17, 3.3.22, 9.6.2 et 9.12 de l'annexe aux comptes consolidés)*

*Description du risque*

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est exposé à différents risques, notamment des risques juridiques, des litiges et contentieux, ainsi que des contrats présentant un risque de perte. Le Groupe identifie et analyse régulièrement les risques auxquels il peut être confronté et évalue et comptabilise, le cas échéant, des provisions sur la base de sa meilleure estimation à la date de clôture :

- de la sortie de ressources attendue pour éteindre l'obligation (cas des contrats déficitaires),
- de l'impact de ces litiges sur la valeur recouvrable de ses actifs.

Ces estimations prennent en considération l'information disponible et l'ensemble des résultats possibles.

Ces risques et litiges font, le cas échéant, l'objet de provisions établies conformément aux normes comptables appropriées, notamment les normes IAS 37 et IAS 36, et sont évalués par le Groupe en fonction de sa connaissance des dossiers.

Ces provisions pour risques et litiges sont présentées sur la ligne « Provisions pour autres risques non courants » ou en diminution de la valeur comptable des actifs concernés lorsque ces provisions concernent la valeur recouvrable des actifs du Groupe.

L'identification des risques associés aux litiges et l'évaluation des provisions comptabilisées au titre des risques et litiges constituent un point clé de l'audit, compte tenu des montants en jeu et du degré élevé d'estimation et de jugement requis de la Direction pour la détermination de ces provisions.

*Notre réponse au risque*

Afin d'obtenir une compréhension des litiges existants et des éléments de jugement y afférents, nous nous sommes entretenus avec les Directions juridique et financière du Groupe. Pour chacun des principaux litiges identifiés, nous avons :

- examiné et vérifié les procédures mises en œuvre par le Groupe pour procéder à l'identification des risques ainsi qu'à l'évaluation et l'approbation des dépréciations d'actifs et des provisions pour risques correspondantes ;
- corroboré le niveau de provisions comptabilisées avec les réponses d'avocats à nos demandes d'information ;
- fait une revue critique des analyses internes relatives à la probabilité et à l'incidence possible de chaque risque, en examinant les éléments de procédure (courriers, réclamations, jugements, notifications, etc.) disponibles. Nous avons notamment exercé notre jugement professionnel afin d'apprécier les positions retenues par la Direction au sein de fourchettes d'évaluation des risques et la cohérence de l'évolution dans le temps de ces positions.

Par ailleurs, s'agissant des contrats déficitaires, nous avons vérifié les fichiers de calculs utilisés dans la détermination des prévisions de flux de trésorerie futurs actualisés et vérifié le caractère raisonnable des principales hypothèses retenues, en particulier l'évolution de la performance opérationnelle et du trafic, les taux de croissance long terme et les taux d'actualisation retenus, et ce notamment en comparant ces taux avec nos bases de données internes.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

### **Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**

#### **Désignation des Commissaires aux Comptes**

Nous avons été nommés Commissaires aux Comptes de la société INDIGO GROUP par l'Associé unique le 26 mars 2014 pour le cabinet Deloitte & Associés et le 15 octobre 2014 pour le cabinet Proxima.

Au 31 décembre 2019, Deloitte & Associés était dans la 7<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet Proxima dans la 6<sup>ème</sup> année, dont 6 exercices pour les deux cabinets depuis que des titres de créance de la société ont été admis sur un marché réglementé.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'Audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

## Responsabilités des Commissaires aux Comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

### Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

### Rapport au Comité d'Audit

Nous remettons au Comité d'Audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'Audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'Audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'Audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

A Paris et Paris La Défense, le 23 mars 2020

Les Commissaires aux Comptes

PROXIMA



Vincent Molinié

DELOITTE & ASSOCIES



Marc de Villartay



# **Indigo Group**

Société par actions simplifiée au capital de 160 044 282 euros

Siège social : 1, Place des Degrés – TSA 43214

92919 La Défense Cedex

RCS Nanterre 800 348 146

## **COMPTES CONSOLIDES**

**31 Décembre 2019**

## SOMMAIRE DES COMPTES CONSOLIDES

<b>Compte de résultat consolidé .....</b>	<b>1</b>
<b>Etat du résultat global consolidé .....</b>	<b>2</b>
<b>Bilan consolidé.....</b>	<b>3</b>
<b>Tableau des flux de trésorerie consolidés .....</b>	<b>4</b>
<b>Variation des capitaux propres consolidés .....</b>	<b>5</b>

## ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

<b>1. PRESENTATION DU GROUPE ET DU CONTEXTE DE PREPARATION DES COMPTES.....</b>	<b>11</b>
1.1 Présentation du Groupe .....	11
1.2 Contexte de préparation des états financiers consolidés du Groupe.....	11
<b>2. FAITS MARQUANTS.....</b>	<b>12</b>
2.1 Faits marquants de la période.....	12
2.2 Faits marquants de la période précédente .....	16
<b>3. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION .....</b>	<b>18</b>
3.1 Principes généraux .....	18
3.2 Méthodes de consolidation .....	19
3.3 Règles et méthodes d'évaluation .....	22
3.4 Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS utilisés par le Groupe.....	35
<b>4. CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE .....</b>	<b>37</b>
<b>5. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES .....</b>	<b>40</b>
5.1 Acquisitions de la période.....	40
5.2 Acquisitions de l'exercice précédent.....	42
<b>6. INFORMATIONS SECTORIELLES .....</b>	<b>43</b>
<b>7. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT .....</b>	<b>46</b>
7.1 Charges opérationnelles courantes.....	46
7.2 Dotations aux amortissements .....	46
7.3 Dotations nettes aux provisions et dépréciations d'actifs non courants .....	46
7.4 Autres éléments opérationnels.....	47
7.5 Paiements en actions (IFRS 2).....	47
7.6 Charges et produits financiers.....	47
7.7 Impôts sur les bénéfices.....	49
7.8 Résultat par action .....	51
<b>8. NOTES RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE .....</b>	<b>52</b>
8.1 Passage de l'EBITDA au <i>Free Cash-Flow</i> .....	52
8.2 Cash Conversion Ratio.....	52
8.3 Analyse des flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement .....	52
8.4 Impact relatif au traitement des redevances fixes payées aux concédants dans le cadre de contrats de concession .....	53
8.5 Impact relatif au traitement des loyers fixes dans le cadre du changement de méthode IFRS 16 .....	53
<b>9. NOTES RELATIVES AU BILAN .....</b>	<b>54</b>
9.1 Immobilisations incorporelles du domaine concédé.....	54
9.2 Immobilisations du domaine concédé en location-financement.....	54
9.3 Goodwill.....	55
9.4 Autres immobilisations incorporelles .....	56
9.5 Immobilisations corporelles .....	57
9.6 Tests de valeur sur autres actifs immobilisés .....	58
9.7 Participations dans les sociétés mises en équivalence.....	59
9.8 Actifs financiers non courants.....	63
9.9 Actifs financiers de gestion de trésorerie et disponibilités .....	65
9.10 Capitaux propres .....	65
9.11 Engagements de retraites et autres avantages au personnel.....	67
9.12 Autres provisions.....	69
9.13 Autres passifs non courants.....	70
9.14 Besoin en fonds de roulement .....	71

9.15	Informations relatives à l'endettement financier net .....	72
9.16	Informations relatives à la gestion des risques financiers.....	77
9.17	Risque de crédit et contrepartie .....	80
<b>10.</b>	<b>NOTES SUR LES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES CONTRATS DE CONCESSION .....</b>	<b>81</b>
10.1	Contrats de concession – Modèle de l'actif incorporel.....	81
10.2	Contrats de concession – Modèle de la créance financière.....	81
<b>11.</b>	<b>AUTRES NOTES .....</b>	<b>83</b>
11.1	Transactions avec les parties liées .....	83
11.2	Rémunération des principaux dirigeants.....	83
11.3	Engagements hors bilan .....	84
11.4	Effectifs .....	85
<b>12.</b>	<b>HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES .....</b>	<b>86</b>
<b>13.</b>	<b>EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.....</b>	<b>87</b>
<b>14.</b>	<b>LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES AU 31 décembre 2019 .....</b>	<b>89</b>

## Compte de résultat consolidé

	Notes	31/12/2019	31/12/2018
<i>(en millions d'euros)</i>			
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES (*)</b>		<b>694,7</b>	<b>737,0</b>
Chiffre d'affaires construction des filiales concessionnaires		14,6	28,0
Total chiffre d'affaires		709,4	765,0
Produits des activités annexes		8,9	9,7
Charges opérationnelles courantes	7.1	(395,8)	(479,1)
<b>EBITDA</b>		<b>322,4</b>	<b>295,5</b>
Dotations aux amortissements	7.2	(224,9)	(193,0)
Dotations nettes aux provisions et dépréciations d'actifs non courants	7.3	(10,1)	(16,2)
Autres éléments opérationnels	7.4	(0,8)	25,1
Paielements en actions (IFRS 2)	7.5	(3,7)	(2,8)
Résultat des sociétés mises en équivalence	9.7.1	(23,0)	(15,8)
Perte de valeur des <i>goodwill</i>	9.3	0,0	0,0
Effet de périmètre et résultat de cession de titres		6,1	99,6
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>		<b>66,0</b>	<b>192,4</b>
Coût de l'endettement financier brut		(49,5)	(61,7)
Produits financiers des placements de trésorerie		1,0	1,1
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	7.7	<b>(48,5)</b>	<b>(60,5)</b>
Autres produits financiers	7.7	2,4	2,0
Autres charges financières	7.7	(4,7)	(8,4)
Impôts sur les bénéfices	7.8	(10,5)	(42,3)
<b>RESULTAT NET DE LA PERIODE</b>		<b>4,7</b>	<b>83,2</b>
Résultat net de la période - part des intérêts minoritaires		0,8	1,0
<b>RESULTAT NET DE LA PERIODE - PART DU GROUPE</b>		<b>3,9</b>	<b>82,2</b>
<b>Résultat net par action part du Groupe</b>	7.9		
Résultat net par action (en euros)		0,02	0,51
Résultat net dilué par action (en euros)		0,02	0,51

(\*) Hors chiffre d'affaires construction des filiales concessionnaires.

## Etat du résultat global

(en millions d'euros)	31/12/2019			31/12/2018		
	Part du Groupe	Part des intérêts minoritaires	Total	Part du Groupe	Part des intérêts minoritaires	Total
<b>Résultat net</b>	<b>3,9</b>	<b>0,8</b>	<b>4,7</b>	<b>82,2</b>	<b>1,0</b>	<b>83,2</b>
Variations de juste valeur des instruments de couverture de flux de trésorerie (*)	0,0	-	0,0	(0,0)	-	(0,0)
Écarts de conversion	5,8	0,8	6,6	7,9	(0,3)	7,7
Impôts (**)	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0
Quote-part des sociétés mises en équivalence, nets	1,3	-	1,3	(0,2)	-	(0,2)
<b>Autres éléments du résultat global recyclables ultérieurement en résultat net</b>	<b>7,0</b>	<b>0,8</b>	<b>7,8</b>	<b>7,8</b>	<b>(0,3)</b>	<b>7,5</b>
Gains et pertes actuariels sur engagements de retraite	2,3	0,0	2,3	2,7	0,0	2,7
Impôts	(0,8)	(0,0)	(0,8)	(0,9)	(0,0)	(0,9)
Quote-part des sociétés mises en équivalence, nets	-	-	-	-	-	0,0
<b>Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat net</b>	<b>1,5</b>	<b>0,0</b>	<b>1,5</b>	<b>1,8</b>	<b>0,0</b>	<b>1,8</b>
<b>Total autres éléments du résultat global comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>8,5</b>	<b>0,8</b>	<b>9,3</b>	<b>9,6</b>	<b>(0,3)</b>	<b>9,3</b>
<b>Résultat global</b>	<b>12,4</b>	<b>1,6</b>	<b>14,0</b>	<b>91,7</b>	<b>0,7</b>	<b>92,5</b>

(\*) Les variations de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie (couvertures de taux principalement) sont comptabilisées en capitaux propres pour la part efficace de la couverture. Les gains et pertes accumulés en capitaux propres sont rapportés en résultat au moment où le flux de trésorerie couvert affecte le résultat.

(\*\*) Effets d'impôt liés aux variations de juste valeur des instruments financiers de couverture de flux de trésorerie (part efficace)

## Bilan Consolidé

### Actif

(en millions d'euros)

	Notes	31/12/2019	31/12/2018
<b>Actifs non courants</b>			
Immobilisations incorporelles du domaine concédé	9.1	1 138,9	1 051,4
Goodwill net	9.3	828,3	772,4
Autres immobilisations incorporelles	9.4	62,6	46,8
Immobilisations corporelles	9.5	713,9	475,5
Immobilisations corporelles du domaine concédé	9.5	167,3	163,6
Immeubles de placement		0,3	0,3
Participations dans les sociétés mises en équivalence	9.7	110,8	113,4
Créances financières - Concessions (part à + 1 an)	9.8	20,1	27,4
Autres actifs financiers non courants	9.8	7,9	7,7
Juste valeur des produits dérivés actifs non courants	9.8	5,9	3,0
Impôts différés actifs	7.8.3	59,7	45,4
<b>Total actifs non courants</b>		<b>3 115,8</b>	<b>2 706,9</b>

<b>Actifs courants</b>			
Stocks et travaux en cours	9.14	1,8	1,2
Clients	9.14	114,1	97,3
Autres actifs courants d'exploitation	9.14	95,4	98,3
Autres actifs courants hors exploitation		1,8	6,6
Actifs d'impôt exigible		33,3	9,9
Créances financières - Concessions (part à - 1 an)		0,7	0,6
Autres actifs financiers courants		2,6	24,0
Juste valeur des produits dérivés actifs courants		1,0	0,6
Actifs financiers de gestion de trésorerie	9.9	0,6	1,5
Disponibilités et équivalents de trésorerie	9.9	351,0	327,9
Actifs liés aux activités abandonnées et titres de participation		-	-
<b>Total actifs courants</b>		<b>602,4</b>	<b>568,0</b>

<b>TOTAL ACTIFS</b>		<b>3 718,2</b>	<b>3 274,9</b>
---------------------	--	----------------	----------------

## Bilan Consolidé

### Passif

(en millions d'euros)

	Notes	31/12/2019	31/12/2018
<b>Capitaux propres</b>	<b>9.10</b>		
Capital social		160,0	160,0
Primes liées au Capital		283,6	338,0
Réserves consolidées		86,0	43,4
Réserves de conversion		15,3	9,3
Résultat net - Part du Groupe		3,9	82,2
Opérations enregistrées directement en capitaux propres		6,3	3,7
<b>Capitaux propres - Part du Groupe</b>		<b>555,1</b>	<b>636,6</b>
Intérêts minoritaires		10,4	11,4
<b>Total capitaux propres</b>		<b>565,5</b>	<b>648,1</b>

<b>Passifs non courants</b>			
Provisions pour retraites et autres avantages du personnel	9.11	21,0	22,0
Provisions non courantes	9.12	28,7	25,0
Emprunts obligataires	9.15	1 813,4	1 566,5
Autres emprunts et dettes financières	9.15	542,5	308,8
Juste valeur des produits dérivés passifs non courants	9.15	2,7	2,1
Autres passifs non courants	9.13	15,4	24,0
Impôts différés passifs	7.8.3	155,7	148,3
<b>Total passifs non courants</b>		<b>2 579,5</b>	<b>2 096,6</b>

<b>Passifs courants</b>			
Provisions courantes	9.12	25,0	29,8
Fournisseurs	9.14	62,8	74,5
Autres passifs courants d'exploitation	9.14	296,4	281,2
Autres passifs courants hors exploitation	9.16	37,0	44,9
Passifs d'impôt exigible		6,6	11,2
Juste valeur des produits dérivés passifs courants	9.15	0,8	0,2
Dettes financières courantes	9.15	144,7	88,5
Passifs liés aux activités abandonnées et autres passifs disponibles à la vente		-	-
<b>Total passifs courants</b>		<b>573,2</b>	<b>530,2</b>

<b>TOTAL PASSIFS &amp; CAPITAUX PROPRES</b>		<b>3 718,2</b>	<b>3 274,9</b>
---	--	----------------	----------------

## Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)

	Notes	31/12/2019	31/12/2018
<b>Résultat net de la période (y compris les minoritaires)</b>		<b>4,7</b>	<b>83,2</b>
Dotations nettes aux amortissements	7.2	224,9	193,0
Dotations nettes aux provisions (*)		12,2	17,1
Paiements en actions (IFRS 2) et autres retraitements		(0,7)	(15,7)
Résultat sur cessions		(15,2)	(107,3)
Pertes et profits de change latents		0,1	(0,2)
Impact d'actualisation des créances & dettes non courantes		2,5	5,9
Variation de la juste valeur des instruments financiers		-	-
Perte durable (AFS) et/ou variation de valeur des titres (acquis par étape)		-	-
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence et dividendes des sociétés non consolidées		34,7	16,0
Coûts d'emprunt immobilisés		(0,6)	(0,6)
Coût de l'endettement financier net comptabilisé		48,5	60,5
Charges d'impôt (y compris impôts différés) comptabilisées		10,5	42,3
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de financement et impôts</b>	<b>8.1</b>	<b>321,7</b>	<b>294,2</b>
Variations du BFR et des provisions courantes	9.14	(9,3)	13,8
Impôts payés		(65,1)	(48,6)
Intérêts financiers nets payés		(41,2)	(39,8)
- dont impact relatif au traitement comptable des redevances fixes (IFRIC 12)		(6,6)	(7,9)
- dont impact relatif au traitement comptable des loyers fixes (IFRS 16)		(3,4)	-
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		13,0	11,9
<b>Flux de trésorerie liés à l'activité</b>	<b>I</b>	<b>219,1</b>	<b>231,6</b>

Investissements en immobilisations corporelles et incorporelles	8.3	(87,3)	(73,6)
- dont impact relatif au traitement comptable des loyers fixes (IFRS 16)		(16,8)	
Cession des immobilisations corporelles et incorporelles	8.3	0,8	1,5
- dont impact relatif au traitement comptable des loyers fixes (IFRS 16)		(0,0)	
Investissements en immobilisations du domaine concédés (net de subventions reçues)	8.3	(128,6)	(120,2)
- dont impact relatif au traitement comptable des redevances fixes (IFRIC 12)		(77,6)	(60,4)
- dont impact relatif au traitement comptable des redevances fixes sur portefeuille existant (IFRIC 12)		(3,4)	1,6
Variation des créances financières sur Concessions	8.3	7,4	0,6
<b>Investissements opérationnels (nets de cession)</b>	<b>8.3</b>	<b>(207,7)</b>	<b>(191,7)</b>
<b>Cash-flow libre (après investissements)</b>		<b>11,5</b>	<b>39,9</b>
Acquisition de titres de participation (consolidés et non consolidés)	5.1	(114,7)	(56,0)
Cession de titres de participation (consolidés et non consolidés)		4,9	176,5
Incidence nette des variations de périmètre		11,3	(2,3)
<b>Investissements financiers nets</b>		<b>(98,5)</b>	<b>118,2</b>
Dividendes reçus des sociétés non consolidées		(0,5)	(0,2)
Autres		(18,2)	(36,1)
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements</b>	<b>II</b>	<b>(324,8)</b>	<b>(109,7)</b>

Augmentation de capital	9.10	-	-
Augmentations de capital des filiales souscrites par des tiers		(0,0)	1,9
Acquisitions/cessions d'intérêts minoritaires (sans prise/perte de contrôle)		-	-
Sommes encaissées lors de l'exercice des stocks options		-	-
Distributions versées		(93,5)	(80,9)
- aux actionnaires		(92,8)	(80,0)
- aux minoritaires des sociétés intégrées		(0,7)	(0,9)
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	9.15	363,7	796,9
- dont impact relatif au traitement comptable des redevances fixes sur nouveaux contrats (IFRIC 12)		77,6	60,4
- dont impact relatif au traitement comptable des loyers fixes (IFRS 16)		16,3	
Remboursements d'emprunts		(149,6)	(589,0)
- dont impact relatif au traitement comptable des redevances fixes sur portefeuille existant (IFRIC 12)		(57,7)	(50,3)
- dont impact relatif au traitement comptable des loyers fixes (IFRS 16)		(29,0)	
Variation des emprunts avec la société mère		(0,0)	(100,0)
Variation des lignes de crédit		-	-
Variation des actifs de gestion de trésorerie (**)		0,0	0,8
Variation des dérivés sur la trésorerie		-	-
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>III</b>	<b>120,5</b>	<b>29,8</b>
Autres variations (dont incidence des variations des cours de devises)	IV	0,0	4,1

<b>Variation nette de trésorerie nette</b>	<b>I + II + III + IV</b>	<b>14,9</b>	<b>155,7</b>
--	--------------------------	-------------	--------------

<b>Trésorerie nette à l'ouverture</b>		<b>327,5</b>	<b>171,9</b>
<b>Trésorerie nette à la clôture</b>		<b>342,4</b>	<b>327,5</b>

(\*) Y compris les variations des provisions pour retraites et autres avantages au personnel.

(\*\*) Données retraitées des comptes courants financiers actifs (cf. Note 9.15 « Information relatives à l'endettement financier net »)



## Variation des capitaux propres consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2019

<i>(en millions d'euros)</i>	Capital social	Primes liées au capital	Autres instruments de capitaux propres	Réserves consolidées	Résultat net	Réserves de conversion	Opérations reconnues directement en capitaux propres	Total part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
<b>Capitaux propres au 31/12/2018</b>	<b>160,0</b>	<b>338,0</b>	<b>0,0</b>	<b>43,4</b>	<b>82,2</b>	<b>9,3</b>	<b>3,7</b>	<b>636,6</b>	<b>11,4</b>	<b>648,1</b>
Résultat net de la période	-	-	-	-	3,9	-	-	3,9	0,8	4,7
Autres éléments du résultat global comptabilisés directement en capitaux propres des sociétés contrôlées	-	-	-	-	-	6,0	1,3	7,3	0,8	8,1
Autres éléments du résultat global comptabilisés directement en capitaux propres des sociétés mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	1,3	1,3	0,0	1,3
<b>Résultat global de la période</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>3,9</b>	<b>6,0</b>	<b>2,5</b>	<b>12,4</b>	<b>1,6</b>	<b>14,0</b>
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	0,0	-	0,0
Réduction de capital et rachat d'autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	0,0	-	0,0
Affectation du résultat et dividendes distribués	-	(54,4)	-	43,8	(82,2)	-	-	(92,8)	(0,7)	(93,5)
Paievements en actions (IFRS 2)	-	-	-	-	-	-	-	0,0	-	0,0
Incidence des acquisitions ou cessions d'intérêts minoritaires postérieures à la prise de contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
Variations de périmètre	-	-	-	(3,7)	-	0,0	0,0	(3,7)	(2,0)	(5,7)
Divers	-	-	-	2,5	-	-	(0,0)	2,5	0,0	2,5
<b>Capitaux propres au 31/12/2019</b>	<b>160,0</b>	<b>283,6</b>	<b>0,0</b>	<b>86,0</b>	<b>3,9</b>	<b>15,3</b>	<b>6,3</b>	<b>555,1</b>	<b>10,3</b>	<b>565,5</b>

## Variation des capitaux propres consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018

(en millions d'euros)	Capital social	Primes liées au capital	Autres instruments de capitaux propres	Réserves consolidées	Résultat net	Réserves de conversion	Opérations reconnues directement en capitaux propres	Total part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
<b>Capitaux propres au 31/12/2017</b>	<b>160,0</b>	<b>381,2</b>	<b>0,0</b>	<b>19,4</b>	<b>58,9</b>	<b>1,2</b>	<b>2,6</b>	<b>623,4</b>	<b>11,3</b>	<b>634,7</b>
Résultat net de la période	-	-	-	-	82,2	-	-	82,2	1,0	83,2
Autres éléments du résultat global comptabilisés directement en capitaux propres des sociétés contrôlées	-	-	-	-	-	7,9	1,8	9,7	(0,3)	9,4
Autres éléments du résultat global comptabilisés directement en capitaux propres des sociétés mises en équivalence	-	-	-	(0,0)	-	-	(0,2)	(0,2)	0,0	(0,2)
<b>Résultat global de la période</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>(0,0)</b>	<b>82,2</b>	<b>7,9</b>	<b>1,6</b>	<b>91,7</b>	<b>0,7</b>	<b>92,4</b>
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	0,0	-	0,0
Réduction de capital et rachat d'autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	0,0	-	0,0
Affectation du résultat et dividendes distribués	-	(43,2)	-	22,2	(59,0)	-	-	(80,0)	(0,9)	(80,9)
Palements en actions (IFRS 2)	-	-	-	-	-	-	-	0,0	-	0,0
Incidence des acquisitions ou cessions d'intérêts minoritaires postérieures à la prise de contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
Variations de périmètre	-	-	-	0,3	-	0,1	(0,6)	(0,2)	2,1	1,9
Divers	-	-	-	1,6	-	-	0,1	1,6	(1,8)	(0,1)
<b>Capitaux propres au 31/12/2018</b>	<b>160,0</b>	<b>338,0</b>	<b>0,0</b>	<b>43,4</b>	<b>82,2</b>	<b>9,3</b>	<b>3,7</b>	<b>636,6</b>	<b>11,4</b>	<b>648,1</b>

## ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

### **1. PRESENTATION DU GROUPE ET DU CONTEXTE DE PREPARATION DES COMPTES**

#### **1.1 Présentation du Groupe**

La société Indigo Group (la « Société ») est une société par actions simplifiée de droit français, dont le siège social est situé au 1, Place des Degrés – TSA 43214 – 92919 La Défense Cedex. Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 800 348 146.

Le 13 juin 2016, Ardian Infrastructure et Crédit Agricole Assurances ont signé un accord avec Vinci Concessions en vue de l'acquisition, à parts égales, de sa participation de 24,61% au capital d'Infra Foch Topco. Cette transaction, soumise à l'approbation des autorités de la concurrence, a été finalisée au cours du troisième trimestre 2016.

Au 31 décembre 2018, Infra Foch Topco qui elle-même détenait 100% d'Indigo Group, était ainsi détenue à hauteur de 49,2% par Ardian Infrastructure, à hauteur de 49,2% par Crédit Agricole Assurances via sa filiale Prédica et à hauteur de 1,6% par le management du Groupe.

Le 17 septembre 2019, Ardian, actionnaire à 49,2% d'Infra Foch Topco, a annoncé avoir finalisé la cession de sa participation à des fonds gérés par Vauban Infrastructure Partners, société de gestion dédiée à l'investissement durable ainsi que MEAG, gestionnaire des actifs de Munich Re et Ergo. Infra Foch Topco est maintenant détenue à 47,15% par Crédit Agricole Assurances, 32,91% par Vauban Infrastructure Partners, 14,24% par MEAG, 5,21% par le Management et 0,5% en auto-détention. Indigo Group est détenue à 99,77% par Infra Foch Topco, les actions restantes étant détenues par les salariés au travers d'un nouveau FCPE (voir note 2.1).

Le Groupe formé par Indigo Group et ses filiales (ci-après « Indigo Group » ou le « Groupe ») est un acteur mondial et global du stationnement et de la mobilité urbaine qui gère plus de 2 millions de places de stationnement et leurs services associés dans 10 pays.

Le Groupe est le partenaire de différents acteurs privés et publics (collectivités, hôpitaux, gares, aéroports, centres commerciaux, stades, lieux de loisirs, de tourisme, résidences, entreprises, universités, administrations, etc.) pour concevoir, construire, financer et exploiter des solutions de stationnement sur voirie ou en ouvrage en pleine propriété, concession, bail ou prestations de services.

Le Groupe exerce par ailleurs une activité dans le domaine de la mobilité et du digital, via sa filiale Mobility and Digital Solutions Group qui gère les marques OPnGO et Indigo Weel.

#### **1.2 Contexte de préparation des états financiers consolidés du Groupe**

Les présents états financiers consolidés ont été préparés dans le cadre de la clôture annuelle au 31 décembre 2019.

Dans le respect des dispositions des normes IAS 1 « Présentation des états financiers », le Groupe a présenté dans les états financiers consolidés de la période clôturée au 31 décembre 2019, les périodes suivantes :

- le bilan consolidé au 31 décembre 2019 et le bilan consolidé au 31 décembre 2018;
- le compte de résultat consolidé et l'état du résultat global consolidé au 31 décembre 2019 ainsi que le compte de résultat consolidé et l'état du résultat global consolidé au 31 décembre 2018 ;
- l'état des variations des capitaux propres sur l'exercice considéré (soit du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 31 décembre 2019), ainsi que celui de l'exercice précédent (soit du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018) ;
- le tableau des flux de trésorerie cumulés sur l'exercice considéré (soit du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 31 décembre 2019), et un état comparatif pour l'exercice précédent (soit du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018).

Le Groupe utilise pour la mesure de sa performance un certain nombre d'indicateurs non définis par les normes IFRS, utilisés notamment pour ses besoins en matière de communication financière et dont les définitions sont présentées en Note 3.4.

## 2. FAITS MARQUANTS

### 2.1 Faits marquants de la période

- EVOLUTION DE LA STRUCTURE ACTIONNAIRE

Le 17 septembre 2019, Vauban Infrastructure Partners (ex Mirova) (au travers de Core Infrastructure Fund II et de son véhicule de co-investissement), société de gestion dédiée à l'investissement durable, et MEAG, société de Munich Re gestionnaire des actifs de Munich Re et Ergo, ont finalisé l'acquisition de la participation d'Ardian dans Infra Foch Topco, qui elle-même détient 99,77% d'Indigo Group (0,23% détenu par les salariés au travers d'un FCPE), suite à l'information consultation du Comité Social et Economique français d'Indigo ainsi qu'à l'approbation de l'opération par les autorités de concurrence compétentes.

- DEVELOPPEMENT – VIE DES CONTRATS

L'exercice clos le 31 décembre 2019 a principalement connu les succès suivants :

- En France

Conformément à son axe stratégique de renforcer son modèle concessif long terme et pleine propriété ainsi que de diversifier les générateurs de trafic, Indigo a remporté plusieurs appels d'offres significatif de concession greenfield en 2019. Deux à Paris avec le parking de la Porte Maillot (durée de 20 ans – avec rénovation complète) et celui de Place de la Bastille (durée de 18 ans– avec rénovation complète), mais aussi des concessions yellowfield en région sur des segments variés comme à Meaux avec 5 parcs en ouvrage dont un ouvrage neuf à construire et de la voirie (durée de 20 ans), à Saint-Cloud un parc en ouvrage et de la voirie (durée de 20 ans), à Rueil-Malmaison un contrat de 12 parcs en ouvrage dont 1 à construire (durée de 17,5 années) et dans le secteur hospitalier à Amiens et Cambrai avec à chaque fois un ouvrage à financer, construire et exploiter pour des durées respectives de 21 et 35 années.

Indigo a également fait l'acquisition de trois parcs stratégiques en pleine propriété en centre-ville, un à Lyon (Opéra), un à Lille (Rues Piétonnes) et un à Bordeaux (Halle Boca-Paludate).

Enfin, Indigo a acquis la société Spie-Autocité auprès du groupe Spie-Batignolles, ce qui lui a permis d'étoffer son portefeuille de 29 parcs essentiellement à Paris, Lille, Montrouge et Lyon. Cette acquisition a permis un renforcement de son empreinte géographique actuelle en France et la mise en œuvre de synergies.

- A l'international

En Belgique, Indigo Group a fortement renforcé son portefeuille infra et sa présence dans la région de Bruxelles avec le contrat de fourniture et de gestion des horodateurs de Bruxelles via un partenariat avec Apcoa dans la co-entreprise Parcbrux détenue à parts égales, les signatures des contrats Wavre, Zeedijk et 8 autres prestations de services et le démarrage de l'exploitation de son parc en pleine propriété de la Gare du Midi. Le groupe s'est aussi déployé dans le reste du pays via le gain de nombreux contrats, parmi lesquels celui de la voirie à Coxyde. Enfin, les équipes ont poursuivi l'intégration de Besix, acquis en 2018, (fusion de l'entité holding avec Indigo Park Belgium) permettant une forte densification sur le territoire et qui apparaît en année pleine dans les comptes 2019.

Au Luxembourg, Indigo Group a enregistré le gain de la concession de Neipperg, de plusieurs prestations de service et l'achat en pleine propriété du futur parc d'entrée de ville de Differdange permettant d'allonger la durée moyenne de son portefeuille infra.

En Suisse, les équipes ont participé à de nombreux appels d'offres privés et ont gagné la concession greenfield de Morges permettant d'allonger la durée moyenne de son portefeuille concessif et de s'étendre géographiquement en dehors de Lausanne.

Aux Etats-Unis, Indigo, au travers de sa Joint-Venture LAZ Parking, a renforcé son expérience et sa présence dans les opérations de navettes grâce à l'acquisition de Professional Parking qui complète son offre de stationnement et de mobilité aux secteurs aéroportuaire, universitaire et de la santé.

La Joint-Venture a également remporté de nombreux succès dans le secteur aéroportuaire (contrat LAXit à Los Angeles, CA, Tulsa, OK et Teterboro, NJ) et a obtenu des opérations prestigieuses auprès de propriétaires privés telles que le portefeuille JP Morgan Chase, le complexe Nationwide à Columbus, OH, Infinite Energy Center dans le grand Atlanta, GA mais aussi avec de nombreux clients publics tels que Kansas City (nouveau territoire) pour leurs actifs de stationnement en ouvrage et en voirie, la ville d'Inglewood pour leurs nouvelles opérations de stade, la ville de Baton Rouge permettant à LAZ de démarrer ses opérations dans l'état de Louisiane. Enfin, Indigo s'est déployé dans d'autres nouveaux territoires comme la Virginie occidentale et l'Oklahoma. Cette formidable performance se reflète dans le taux de rétention en 2019 qui a atteint 95,6 points, soit 100 points de base de mieux qu'en 2018 (94,6 points).

Au Canada, Indigo a concentré ses priorités sur le segment des aéroports et l'expansion géographique. Ainsi, le Groupe a renforcé son leadership dans le secteur aéroportuaire (62 000 places desservant 95 millions de PAX sur 7 aéroports) en assurant la continuité de son partenariat avec l'aéroport international Pearson de Toronto (YYZ), et en démarrant des contrats avec deux aéroports canadiens : l'aéroport international de Calgary (YYC) et l'aéroport international de Hamilton (YHM) qui est l'un des 7 aéroports nord-américains exploités par le Vantage Airport Group. De plus, Indigo a renforcé sa position dans l'Ouest canadien en sécurisant plus de 150 nouveaux contrats en 2019, notamment à travers sa Joint-venture WestPark, élargissant ainsi sa présence dans tous les principaux marchés et segments et déployant son offre numérique et de veille économique dans plus de 400 emplacements.

En Espagne, Indigo a poursuivi son développement dans les pleines propriétés avec l'acquisition du parking Triana (12 étages et 1 551 places de stationnement) à Las Palmas au Gran Canarie et dans les concessions notamment à Barcelone avec le contrat de concession des parcs Plaza Wagner (jusqu'en 2060) et Mercado de la Mercè (jusqu'en 2056). Ces succès répondent parfaitement à la stratégie de croissance développée par le Groupe de consolidation de son business model infrastructure.

Au Brésil, Indigo continue sa croissance et a signé plus de 10 nouveaux contrats en 2019 dans les segments hospitaliers, universitaires et centres commerciaux avec notamment le contrat du shopping center « Smart Outlet » à Sao Paulo d'une capacité de 2 250 places et pour une durée de 15 ans ce qui correspond pleinement à la stratégie consistant à augmenter la durée moyenne des contrats dans ce pays combinée à la diversification du portefeuille des contrats. Indigo Brésil a également lancé avec succès l'exploitation du contrat Tenco (10 centres commerciaux) signé fin 2018.

En Colombie, City Parking, la Joint-Venture d'Indigo, a connu un développement soutenu en 2019 avec la signature de plus de 25 nouveaux contrats dont plus de 10 en dehors de Bogota en cohérence avec la stratégie de maillage du pays, alors que City Parking était à l'origine présente principalement dans la capitale. Par ailleurs, en partenariat avec d'autres investisseurs, City Parking a remporté deux projets de concessions à Bogota, Calle 100 et 136 pour une durée de 28 ans (parcs à construire). C'est la preuve qu'Indigo est capable d'exporter son modèle commercial de concession en dehors de l'Europe.

- MDS (Mobility and Digital Solutions)

OPnGO poursuit son développement et propose ainsi son service dans plus de 68 voiries et plus de 560 parcs. Avec cet important réseau, la stratégie consiste désormais à se concentrer sur le yield management et le marketing.

INDIGO® weel est opérationnel à fin 2019 dans 5 villes (Metz, Bordeaux, Toulouse, Tours et Angers) où près de 3 200 vélos sont mis à disposition des usagers. Fin 2018, INDIGO® weel a proposé ses premiers scooters électriques aux habitants de Toulouse et à fin décembre 2019, avait déployé plus de 1 000 scooters à Toulouse et Bordeaux. La stratégie commerciale de 2019 s'est concentrée sur les marchés BTB et BTG avec des offres de nouvelles mobilités qui peuvent également être proposées conjointement aux offres de stationnement en partenariat avec Indigo.

Smovengo a installé 1 385 stations Velib' dans Paris ainsi qu'en proche banlieue et enregistré environ 25 millions de locations en 2019. Au cours de l'année, les retards rencontrés l'année passée ont été rattrapés et le déploiement est désormais conforme au contrat avec la ville de Paris. Des pistes d'amélioration (en termes de gestion des opérations et de la maintenance ayant un impact direct sur les coûts ou de nouvelles sources de chiffres d'affaire potentielles) ont été identifiées et des plans d'actions ont été définis et sont actuellement en cours de mise en œuvre.

- **RECENTRAGE GEOGRAPHIQUE ET CONSOLIDATION DU MARCHÉ DU STATIONNEMENT**

Conformément à la stratégie confirmée en mars 2018, qui consiste à concentrer son activité et à participer à la consolidation du marché dans les pays dans lesquels le Groupe peut acquérir une position de leader ou de co-leader, le Groupe a procédé aux opérations suivantes en 2019 :

- Cession de la filiale d'Indigo Group en République Tchèque

Indigo Group a clôturé le 24 janvier 2019 la cession de sa filiale en République Tchèque à SABA Infraestructuras.

- Acquisition de la société APARCAMIENTOS TRIANA SA en Espagne (pleine propriété)

Indigo Group a procédé à l'acquisition, le 28 février 2019, via sa filiale Indigo Infra Espagne, de 99,06% du capital de la société Aparcamientos Triana (Atrisa), propriétaire d'un parking de 1 551 places aux Canaries en Espagne.

- Prise de contrôle de WESTPARK Parking Services au Canada

Indigo Group s'est portée acquéreuse, le 31 mai 2019, via sa filiale Indigo Park Canada, d'une action de WestPark Parking Services (West Park), dont elle détenait conjointement le contrôle jusqu'à cette date.

Conformément au pacte d'actionnaires qui liait Indigo Park Canada et la société 7292309 Canada Inc., tous deux actionnaires jusqu'à cette date à 50% de West Park, cette acquisition d'une action confère désormais le contrôle exclusif à Indigo Park Canada, et engage cette dernière à acquérir l'intégralité de la participation résiduelle détenue par la société 7292309 Canada Inc., par tranches de 24,5%, en 2020 et en 2021, sur la base d'une formule de valorisation préétablie.

- Acquisition de Spie Autocité

Indigo Group a finalisé le 3 juin 2019 la conclusion de l'acquisition du pôle stationnement de Spie Batignolles concessions, opéré sous la marque Spie Autocité, à la suite de la levée des conditions suspensives.

Cette acquisition, qui présente une forte complémentarité avec les activités du Groupe, lui permet de poursuivre le développement de son portefeuille de concessions longues et de densifier sa présence en France en intégrant des parcs bénéficiant de localisations géographiques de qualité notamment à Paris et en 1ère couronne (La Garenne Colombes, Montrouge, Conflans-Sainte-Honorine, Achères), ainsi qu'à Lille et Lyon.

En 2018, le pôle stationnement de Spie Batignolles concessions a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 33 millions d'euros.

Indigo confirme ainsi son positionnement en tant qu'interlocuteur privilégié des villes pour les solutions de stationnement et de mobilité individuelle, ainsi que sa stratégie de croissance forte et rentable dans les pays dans lesquels il détient une position prépondérante, sur le long-terme et dans le respect de sa notation financière BBB par Standard & Poor's, tout en poursuivant sa politique d'innovation et de qualité centrée sur ses clients.

- Acquisition de la société Parc Opéra à Lyon en France (pleine propriété)

Indigo Group a procédé à l'acquisition, le 25 juillet 2019, via sa filiale Indigo Infra, de 100,0% du capital de la société Parc Opéra à Lyon, propriétaire d'un parking de 304 places dans le centre-ville de Lyon en France.

- Développement d'une activité en Chine

Le 16 septembre 2019, Indigo Infra China HK Ltd, filiale du groupe Indigo, a signé un accord de partenariat stratégique (Joint-venture) avec Sunsea Parking, une société privée leader en tant qu'opérateur de stationnement en Chine. Cette Joint-venture a été constituée à Hong Kong le 5 novembre et sera pleinement effective après l'intégration en cours de ses filiales chinoises qui seront basées à Shanghai.

L'entreprise commune se concentre sur les autorités locales chinoises, les aidant à optimiser leur politique de stationnement et de mobilité intelligente. L'entreprise commune développe des contrats à long terme avec le secteur public impliquant à la fois le stationnement sur voirie et hors voirie, en tirant parti de l'expertise, de l'innovation et de l'expérience et de l'envergure mondiales apportées par Sunsea et Indigo. Cette stratégie s'appuie sur un business model avec des investissements légers en termes d'immobilisations et sur un mécanisme de protection contre la baisse des revenus.

Sunsea et Indigo se sont engagées à investir près de 30 millions d'euros, ce qui, conjugué à l'endettement et aux capitaux supplémentaires des investisseurs locaux, permettra à l'entreprise commune d'investir dans des dizaines de milliers de places de parking.

Sunsea détient une participation de 60 % dans l'entreprise commune, Indigo détenant les 40% restants de l'entité de Hong-Kong; elle est structurée de manière à permettre à des investisseurs locaux tiers potentiels d'investir en Chine au moyen de structures d'accueil spéciales.

- Prise de participation de 100% du capital d'AGE

En accord avec son co-actionnaire et avec 1 an d'avance sur ses engagements, Indigo Group a acquis, le 20 décembre 2019 via sa filiale Indigo Estacionamento Ltda, les derniers 20% du capital d'AGE, sa filiale brésilienne, dont elle contrôle désormais 100% du capital.

- **DEUX NOUVELLES EMISSIONS SUR LES MARCHES OBLIGATAIRES**

Indigo Group a finalisé le 19 juin 2019 le succès du pricing de deux nouvelles émissions sur les marchés obligataires :

- Abondement de 100 millions d'euros sur une souche obligataire existante :

Une émission de 100 millions d'euros a été réalisée sous forme d'un abondement de la souche initiale de 700 millions d'euros de maturité 19 Avril 2028 et de coupon 1,625%.

- Placement privé de 150 millions d'euros :

Un placement privé de 150 millions d'euros a été émis dans un format NSV allemand de maturité 20 ans (4 Juillet 2039) portant un coupon annuel de 2,250%.

Ces deux transactions permettent à Indigo Group d'accroître sa liquidité en vue de poursuivre le développement de son portefeuille long-terme. Avec ces nouvelles émissions, le groupe diversifie ses sources de financement et étend le profil de maturité de sa dette avec des placements à long terme tout en bénéficiant de conditions de marché attractives.

- **S&P GLOBAL RATINGS A CONFIRME LA NOTATION BBB D'INDIGO GROUP AVEC PERSPECTIVE STABLE**

Le 20 septembre 2019, S&P Global Ratings a confirmé le maintien de la notation BBB d'Indigo Group avec perspective stable.

Cette confirmation de la notation souligne la bonne performance du Groupe en 2018.

Indigo Group, leader mondial du stationnement et de la mobilité individuelle, réaffirme sa stratégie de croissance rentable dans l'ensemble des zones où le groupe est implanté, tout en respectant sa solide notation BBB, garante de flexibilité financière et stratégique.

- **MISE EN PLACE D'UN FCPE INDIGO GROUP**

Suite à l'acquisition par Vauban Infrastructure Partners (ex Mirova) et MEAG de la participation d'Ardian dans Infra Foch Topco, qui détient 100% d'Indigo Group, les collaborateurs français ont eu la possibilité d'acheter des actions Indigo Group via un fonds offert dans le cadre du plan d'épargne salariale et appelé "Actions Indigo Group" avec des versements abondés par l'employeur selon un barème dégressif. La période de souscription s'est déroulée du 14 novembre au 28 novembre 2019.

Ce plan a été un succès avec 815 salariés (46% des salariés éligibles) qui ont investi 3,8 millions d'euros dans le fonds (y compris l'abondement versé par l'employeur).

## 2.2 Faits marquants de la période précédente

- **INFRA PARK DEVIENT INDIGO GROUP**

Infra Park S.A.S a adopté le 15 octobre 2018 une nouvelle dénomination sociale « Indigo Group S.A.S. », afin d'améliorer la visibilité de son positionnement en tant qu'interlocuteur privilégié des villes.

- **RECENTRAGE GEOGRAPHIQUE ET CONSOLIDATION DU MARCHÉ DU STATIONNEMENT**

- Cession des activités du Groupe au Qatar et en Russie

Le Groupe a cédé le 7 février 2018 l'intégralité des actions détenues dans le capital de la société de droit qatari QDVP P.Q.S.C. au profit de son coactionnaire qatari QDVC Q.S.C., sans impact significatif sur les comptes du Groupe, et, en avril 2018, son parking en Russie détenu indirectement par la co-entreprise Russia Parkinvest, dont le Groupe est actionnaire à 50,13%. Cette cession s'est traduite par un impact positif de 2,7 millions d'euros en 2019, présenté sous la ligne de résultat des sociétés mises en équivalence.

- Acquisition de Besix Park NV

Indigo Group a conclu en juin 2018 un accord concernant l'acquisition de 100% du capital de Besix Park NV, un acteur important du marché du stationnement en Belgique, gérant environ 17% des places de stationnement du pays pour des revenus de plus de 12 millions d'euros. Cette opération, finalisée le 4 juillet 2018, permet au Groupe de devenir l'acteur numéro 1 sur le marché belge du stationnement en nombre de places gérées et de se rapprocher du numéro 2 en chiffre d'affaires.

- Création d'une filiale commune avec MOBIMO en Suisse

Le 17 septembre 2018, Indigo a renforcé sa position en Suisse en s'associant avec MOBIMO, un leader du marché immobilier dans ce pays, dont le siège est situé à Küsnacht (canton de Zürich).

Indigo et Mobimo, déjà associés dans la concession du « Parking du Centre » à Lausanne, dans le quartier du Flon, ont repris en direct la gestion de ce parc en septembre et ont pour ambition de développer de nouveaux projets en Suisse.

- Cession des filiales du Groupe au Royaume-Uni, en Allemagne, en République Tchèque et en Slovaquie

Le Groupe a conclu le 11 décembre 2018 la cession de ses filiales au Royaume-Uni, en Allemagne, en République Tchèque et en Slovaquie à SABA Infraestructuras. La cession a pris effet immédiatement pour le Royaume-Uni, l'Allemagne et la Slovaquie et le 24 janvier 2019 pour la République Tchèque. L'ensemble de ces filiales représentait moins de 6% de l'EBITDA du Groupe en 2017.

- **SUCCES DU REFINANCEMENT DU GROUPE ET OPERATION DE COUVERTURE**

Indigo Group a lancé le 19 avril 2018 une nouvelle émission obligataire d'un montant de 700 millions d'euros et d'une maturité de 10 ans (avril 2028), portant un coupon fixe de 1,625%.

Le livre d'ordres a dépassé 1,4 milliard d'euros, soit une sursouscription supérieure à deux fois le montant de l'émission, confirmant la confiance du marché dans la robustesse à long terme du *business model* d'Indigo Group.

Les fonds ainsi levés ont permis à Indigo Group de rembourser par anticipation, en mai 2018, son obligation de 500 millions d'euros arrivant à échéance en 2020, par l'exercice de sa clause de *make-whole*, ainsi que le prêt d'actionnaire de 100 millions d'euros contracté auprès de sa société-mère Infra Foch Topco.

Cette opération a été suivie, en novembre 2018 par la conclusion de contrats dérivés permettant de variabiliser partiellement les taux d'intérêt sur la dette du Groupe à hauteur de 150 millions d'euros.



- **CONFIRMATION DE LA NOTATION BBB DU GROUPE**

Le 10 avril 2018, Standard & Poor's a confirmé le maintien de la notation BBB d'Indigo Group tout en passant l'*outlook* de *positive* à *stable*.

Cette confirmation de la notation BBB souligne la bonne performance du Groupe en 2018 ainsi que la solidité de son modèle infrastructure et de ses ratios de crédit, tout en tirant les conséquences de l'opération de refinancement présentée plus haut.

Le 24 juillet 2018, Standard & Poor's a confirmé le maintien de la notation BBB/stable d'Indigo Group.

- **NOTATION EXTRA-FINANCIERE D'INDIGO GROUP**

Indigo Group s'est vu attribuer en mars 2018 par l'agence de notation extra-financière VIGEO la note de 61/100, positionnant ainsi le Groupe au 1<sup>er</sup> rang européen des entreprises de son secteur. Cette notation illustre l'engagement du Groupe en matière sociale, sociétale et environnementale.

- **PRISE DE PARTICIPATION ADDITIONNELLE DE 10% AU CAPITAL D'AGE**

Conformément à ses engagements, Indigo Group a acquis, le 11 octobre 2018, via sa filiale Indigo Estacionamento Ltda, 10% additionnels du capital d'AGE, sa filiale brésilienne, dont elle contrôle désormais 80% du capital.

- **MOBILITY AND DIGITAL SOLUTIONS : LANCEMENT D'UNE REFLEXION STRATEGIQUE AFIN D'ACCELERER LE DEVELOPPEMENT DE LA DIVISION**

La division MDS (Mobility and Digital Solutions) d'INDIGO Group, qui regroupe entre autres OPnGO (plateforme digitale de stationnement) et INDIGO® weel (solutions de mobilité douce partagée, en libre-service et sans station), connaît une croissance très rapide depuis son lancement. Fort de ce succès, le Groupe a annoncé le 18 décembre 2018 avoir entamé une revue stratégique des différentes options pouvant permettre d'accélérer le développement de MDS, dont notamment la recherche de nouveaux partenaires financiers et/ou stratégiques.

Cette démarche affirme l'ambition du Groupe de se positionner comme leader du digital et de la mobilité partagée à travers ses deux marques digitales phares : OPnGO lancée en juin 2016, et INDIGO® weel lancée en décembre 2017.

- **OPNGO : SIGNATURE D'UN PARTENARIAT STRATEGIQUE (JOINT-VENTURE) AVEC BANRISUL**

Le 27 novembre 2018, OPnGO Group BV a annoncé la signature d'un partenariat stratégique (Joint-Venture) avec Banrisul (Banco do Estado do Rio Grande do Sul S.A), Banrisul Cartões (une société du groupe Banrisul) et OPnGO Brasil Tecnologia S.A.

Ce partenariat, qui vise à offrir une solution de paiement du stationnement et une fidélisation client uniques au monde, se traduit par la création d'une nouvelle société intitulée VeroGo, dans laquelle OPnGO Group BV détiendra une participation minoritaire de 6,0%.

### **3. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION**

#### **3.1 Principes généraux**

Les présents comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2019 ont été préparés conformément aux normes comptables internationales (« IFRS ») telles que publiées par l'IASB et adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2019.

Les états financiers consolidés du Groupe sont présentés en millions d'euros, avec une décimale. Les arrondis à la décimale la plus proche peuvent, dans certains cas de figure, conduire à des écarts non matériels au niveau des totaux et des sous-totaux figurant dans les tableaux. La valeur 0 est indiquée en format comptable.

##### **3.1.1 Normes et interprétations nouvelles applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019**

Les impacts de l'application à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 de la norme IFRS 16 « Contrats de location » sont décrits en note 4 « Changement de méthode comptable ».

Les autres normes et interprétations applicables de façon obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 sont sans impact significatif sur les comptes consolidés au 31 décembre 2019. Elles concernent principalement :

- amendements à IFRS 9 « Clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative » ;
- amendements à IAS 28 « Intérêts à long terme dans des entreprises associées et des coentreprises » ;
- amendements à IAS 19 « Modification, réduction ou liquidation d'un régime » ;
- améliorations annuelles, cycle 2015-2017 ;
- IFRIC 23 « Incertitudes relatives à l'impôt sur le résultat ».

L'interprétation IFRIC 23 qui clarifie les règles de comptabilisation et d'évaluation des incertitudes liées à l'impôt sur les bénéfices n'a pas d'impact significatif sur l'évaluation des impôts courants et différés du groupe au 1<sup>er</sup> janvier 2019. Le bilan au 31 décembre 2018 n'a pas été retraité.

##### **3.1.2 Normes et interprétations adoptées par l'IASB mais non encore applicables au 31 décembre 2019**

Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations évoquées ci-dessous dont l'application n'est pas obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2019 :

- amendements à IAS 1 et IAS 8 « Définition du terme significatif »
- amendements à IFRS 3 « Définition d'une activité »

##### **3.1.3 Base d'établissement**

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf en ce qui concerne certains instruments financiers qui ont été évalués selon leur juste valeur à la fin de chaque période de présentation de l'information financière, comme l'expliquent les méthodes de consolidation exposées ci-dessous.

Le coût historique est généralement fondé sur la juste valeur de la contrepartie donnée en échange des biens et services.

La juste valeur est définie comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation, que ce prix soit directement observable ou estimé selon une autre technique d'évaluation (voir note 3.3.1 « Recours à des estimations » pour plus de détails).

## 3.2 Méthodes de consolidation

### 3.2.1 Périmètre de consolidation

La notion de contrôle d'une entité est définie sur la base de trois critères :

- le pouvoir sur l'entité, c'est-à-dire la capacité de diriger les activités qui ont le plus d'impacts sur sa rentabilité ;
- l'exposition aux rendements variables de l'entité, qui peuvent être positifs, sous forme de dividende ou de tout autre avantage économique, ou négatifs ;
- et le lien entre le pouvoir et ces rendements, soit la faculté d'exercer le pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur les rendements obtenus.

En pratique, les sociétés dont le Groupe détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote en Assemblée Générale, au Conseil d'administration ou au sein de l'organe de direction équivalent, lui conférant le pouvoir de diriger leurs politiques opérationnelles et financières, sont généralement réputées contrôlées et consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Pour l'appréciation de la notion de contrôle, le Groupe réalise une analyse approfondie de la gouvernance établie et une analyse des droits détenus par les autres actionnaires afin de vérifier leur caractère purement protectif. Lorsque nécessaire, une analyse des instruments détenus par le Groupe ou des tiers (droits de vote potentiels, instruments dilutifs, instruments convertibles...) qui, en cas d'exercice, pourraient modifier le type d'influence exercé par chacune des parties, est également effectuée.

Une analyse est également menée en cas d'événement spécifique susceptible d'avoir un impact sur le niveau de contrôle exercé par le Groupe (modification de la répartition du capital d'une entité, de sa gouvernance, exercice d'un instrument financier dilutif...).

Le contrôle conjoint est établi lorsque les décisions concernant les activités prépondérantes de l'entité requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle. Les partenariats sont désormais classés en deux catégories (coentreprises et activités conjointes) selon la nature des droits et obligations détenus par chacune des parties. Cette classification est généralement établie par la forme légale du véhicule juridique employé pour porter le projet :

- une coentreprise (joint-venture) est un partenariat dans lequel les parties (co-entrepreneurs) qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits sur l'actif net de celle-ci. Les coentreprises sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence ;
- une activité conjointe (joint-opération) est un partenariat dans lequel les parties (coparticipants) ont des droits directs sur les actifs et des obligations directes au titre des passifs de l'entité. Chaque coparticipant doit comptabiliser sa quote-part d'actifs, de passifs, de produits et de charges relative à ses intérêts dans l'activité conjointe.

Les entreprises associées sont des entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable. L'influence notable est présumée lorsque la participation du Groupe est supérieure ou égale à 20 %. Elle peut néanmoins être avérée dans des cas de pourcentage de détention inférieurs, notamment lorsque le Groupe est représenté au Conseil d'administration ou dans tout organe de gouvernance équivalent, participant ainsi à l'élaboration des politiques opérationnelles et financières de l'entité ainsi qu'à ses orientations stratégiques.

Les comptes consolidés du Groupe regroupent les états financiers des sociétés dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 1 million d'euros, ainsi que ceux des entités de chiffre d'affaires inférieur lorsque leur impact est significatif sur les comptes du Groupe.

(en nombre de sociétés)	31 décembre 2019			31 décembre 2018		
	Total	France	Etranger	Total	France	Etranger
Intégration globale	119	85	34	124	87	37
Mise en équivalence	33	1	32	30	2	28
<b>Total</b>	<b>152</b>	<b>86</b>	<b>66</b>	<b>154</b>	<b>89</b>	<b>65</b>

En France, le groupe a procédé à l'acquisition de cinq sociétés du pôle stationnement de Spie Batignolles concessions, opérées sous la marque Spie Autocité (cf. note 2.1). Ces sociétés sont détenues à 100% par Indigo Infra, filiale d'Indigo Group, elle-même filiale d'Infra Foch Topco, et consolidées suivant la méthode d'intégration globale. Une opération de fusion a été réalisée sur une de ces sociétés.

Par ailleurs, en date du 25 juillet 2019, Indigo Infra, filiale du groupe, a acquis 100% de la société Parc Opéra propriétaire d'un parking à Lyon. Cette société est consolidée selon la méthode de l'intégration globale.

D'autre part, la société Marseille Etienne d'Orves a été intégré au périmètre de consolidation suite au gain d'un nouveau contrat.

Ces entrées de périmètre viennent compenser les sorties suite à la liquidation de Russia Parkinvest et à la fusion de 8 sociétés afin de simplifier le portefeuille.

En Espagne, le Groupe s'est porté acquéreur de 99,06% de la société Aparcamientos Triana s.a. qui exploite un parking sur l'île de Grande Canarie. Cette société est consolidée selon la méthode de l'intégration globale.

D'autre part, en Belgique, Indigo Infra, filiale d'Indigo Group, a procédé à la création en partenariat avec la société Apcoa en date du 4 janvier 2019 de la société belge Parcbrux consolidée selon le mode de la mise en équivalence.

Par ailleurs, au Canada, suite à la prise de contrôle au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2019 de la société canadienne WestPark Parking Services (cf note 2.1), cette dernière est dorénavant consolidée selon la méthode de l'intégration globale.

Enfin, Indigo Infra, filiale d'Indigo Group, a finalisé la cession de la société tchèque Indigo Infra CZ. Cette cession vient s'ajouter aux sorties de périmètre suite aux fusions, en Espagne de la société Dinercar Atres et, en Belgique, de la société Parkeerbeheer Indigo N.V, et aux dissolutions de Indigo Park Russie, Indigo Security services N.V (en Belgique) et Mostparkinginvest (en Russie).

#### **Exemption d'audit concernant la filiale anglo-saxonne**

La société Les Parcs GTM UK Limited, filiale anglo-saxonne du groupe enregistrée au Royaume-Uni, a utilisé l'exemption d'audit de ses états financiers locaux, en vertu de l'article 479A du UK Companies Act 2006.

Indigo Group a fourni une garantie à sa filiale Les Parcs GTM UK Limited en vertu de l'article 479C du UK Companies Act 2006. Cette garantie concerne les passifs de la filiale anglo-saxonne et les administrateurs estiment qu'il existe une faible probabilité d'utilisation de cette garantie.

### **3.2.2 Opérations intra-groupe**

Les opérations et transactions réciproques d'actif et de passif, de produits et de charges, entre entreprises intégrées, sont éliminées dans les comptes consolidés. Cette élimination est réalisée :

- en totalité si l'opération est réalisée entre deux filiales contrôlées ;
- à hauteur du pourcentage de détention de l'entreprise mise en équivalence dans le cas de résultat interne réalisé entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise consolidée selon la méthode de la mise en équivalence.

### **3.2.3 Conversion des états financiers des sociétés et des établissements étrangers**

Dans la plupart des cas, la monnaie de fonctionnement des sociétés et établissements étrangers correspond à la monnaie du pays concerné.

Les états financiers des sociétés étrangères dont la monnaie de fonctionnement est différente de la monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe sont convertis au cours de clôture pour les éléments de bilan et au cours moyen de la période pour les éléments du compte de résultat. Les écarts de conversion en résultant sont enregistrés en autres éléments du résultat global. Les *goodwill* relatifs aux sociétés étrangères sont considérés comme faisant partie des actifs et passifs acquis et, à ce titre, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture.

### **3.2.4 Opérations en monnaie étrangère**

Les opérations en monnaies étrangères sont converties en euros au cours de change en vigueur à la date d'opération. Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros au cours de change à la date de clôture de l'exercice.

Les pertes et gains de change en découlant sont reconnus dans la rubrique « résultat de change » et présentés en autres produits et charges financiers au compte de résultat.

Les pertes et gains de change sur les emprunts libellés en monnaies étrangères ou sur les instruments dérivés de change qualifiés en couverture d'investissement net dans les filiales étrangères, sont enregistrés dans la rubrique des écarts de conversion dans les capitaux propres.

### **3.2.5 Regroupements d'entreprises**

Le Groupe comptabilise à la juste valeur aux dates de prise de contrôle, les actifs acquis et les passifs identifiables repris. Le coût d'acquisition correspond à la juste valeur, à la date de l'échange, des actifs remis, des passifs encourus et/ou des instruments de capitaux propres émis en échange du contrôle de l'entité acquise. Les ajustements de prix éventuels sont évalués à leur juste valeur à chaque arrêté. A compter de la date d'acquisition, toute variation ultérieure de cette juste valeur résultant d'événements postérieurs à la prise de contrôle est comptabilisée en résultat.

Les coûts directement attribuables à l'acquisition, tels que les honoraires de due diligences et les autres honoraires associés, sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Les intérêts minoritaires détenus dans l'entreprise acquise sont comptabilisés soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise, soit à leur juste valeur (méthode du *goodwill* complet). Cette option est appliquée au cas par cas pour chaque acquisition.

La valeur d'acquisition est affectée en comptabilisant les actifs acquis et les passifs assumés identifiables de l'entreprise acquise à leur juste valeur à cette date, à l'exception des actifs ou des groupes d'actifs classés comme détenus en vue de leur vente selon IFRS 5 qui sont comptabilisés à leur juste valeur diminuée du coût de la vente. La différence positive entre le coût d'acquisition, tel que défini ci-dessus, et la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis constitue le *goodwill*. Le cas échéant, ce dernier peut inclure une part de la juste valeur des intérêts minoritaires lorsque l'option pour la méthode du *goodwill* complet est retenue.

Le Groupe dispose d'un délai de douze mois, à compter de la date d'acquisition, pour finaliser la comptabilisation des opérations relatives aux sociétés acquises.

Dans le cas d'un regroupement réalisé par étapes, la participation antérieurement détenue dans l'entreprise acquise est valorisée à la juste valeur à la date de prise de contrôle. L'éventuel profit ou perte qui en découle est comptabilisé en résultat.

### **3.2.6 Transactions entre actionnaires, acquisitions et cessions d'intérêts minoritaires postérieures à la prise de contrôle**

Les acquisitions ou cessions d'intérêts minoritaires, sans impact sur le contrôle, sont considérées comme des transactions avec les actionnaires du Groupe. En vertu de cette approche, la différence entre le prix payé pour augmenter le pourcentage d'intérêt dans les entités déjà contrôlées et la quote-part complémentaire de capitaux propres ainsi acquise est enregistrée en capitaux propres du Groupe. De la même manière, une baisse du pourcentage d'intérêt du Groupe dans une entité restant contrôlée est traitée comptablement comme une transaction entre actionnaires, sans impact sur le résultat.

### **3.2.7 Activités non poursuivies (arrêtées, cédées) et activités destinées à être cédées**

#### **• Activités destinées à être cédées**

Les actifs non courants dont la cession a été décidée au cours de la période, et dont le montant est jugé significatif au regard des principaux agrégats financiers du Groupe, sont présentés sur une ligne séparée du bilan, dès lors que la cession est considérée hautement probable et qu'elle doit intervenir dans les douze mois. Ils sont évalués au montant le plus bas entre la valeur comptable et la juste valeur correspondant au prix de vente estimé, net des coûts relatifs à la cession.

Les éléments relatifs au compte de résultat et au tableau de flux de trésorerie, relatifs aux activités destinées à être cédées, sont présentés sur une ligne séparée du compte de résultat et du tableau des flux (pour l'ensemble des périodes présentées) dès lors qu'ils remplissent par ailleurs les critères de classification en activités non poursuivies.

- **Activités non poursuivies**

Les activités non poursuivies (arrêtées, cédées) ou en cours de cession, dès lors qu'elles concernent :

- soit un pôle d'activités ou une zone géographique significative pour le Groupe faisant partie d'un plan unique de cession ;
- soit une filiale acquise uniquement dans le but de la revente ;

sont présentées sur une ligne séparée du compte de résultat consolidé et du tableau des flux de trésorerie consolidés pour l'ensemble des périodes présentées si leur montant est jugé significatif au regard des principaux agrégats financiers du Groupe.

Les actifs rattachés aux activités abandonnées, s'ils sont détenus en vue de la vente, sont évalués au montant le plus bas entre la valeur comptable et la juste valeur, nette des coûts relatifs à la cession.

### **3.3 Règles et méthodes d'évaluation**

#### **3.3.1 Recours à des estimations**

L'établissement des états financiers selon le référentiel IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers.

Ces estimations sont fondées sur l'hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

- **Evaluations retenues pour les provisions**

Le Groupe identifie et analyse régulièrement les risques auxquels il peut être confronté dans le cadre de ses activités, notamment ceux liés aux litiges, et aux contrats déficitaires. Le cas échéant, le Groupe évalue les provisions sur la base de la meilleure estimation à la date de clôture de la sortie de ressources attendue pour éteindre l'obligation. Ces estimations prennent en considération l'information disponible et l'éventail des résultats possibles.

- **Evaluations des engagements de retraites**

Le Groupe participe à des régimes de retraite à cotisations ou à prestations définies. Les engagements liés à ces derniers régimes sont calculés sur le fondement de calculs actuariels reposant sur des hypothèses telles que le taux d'actualisation, les augmentations futures de salaires, le taux de rotation du personnel, les tables de mortalité et le taux de croissance des dépenses de santé.

La plupart de ces hypothèses sont mises à jour annuellement. Les hypothèses retenues et leurs modalités de détermination sont détaillées en note annexe 9.11.1 « Engagements de retraites et autres avantages au personnel » des présents états financiers consolidés.

Le Groupe estime que les hypothèses actuarielles retenues sont appropriées et justifiées dans les conditions actuelles. Toutefois ces engagements sont susceptibles d'évoluer en cas de changement d'hypothèses.

- **Evaluation de la juste valeur**

Le Groupe a principalement recours à la juste valeur pour l'évaluation, sur une base récurrente au bilan, des instruments dérivés, des actifs financiers disponibles à la vente, des actifs financiers de gestion de trésorerie et des actifs et passifs identifiables acquis lors de regroupements d'entreprises.

La juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale. Elle est constatée sur le marché principal de l'actif ou du passif (ou le plus avantageux, en l'absence de marché principal), c'est-à-dire celui qui offre le plus grand volume et le meilleur niveau d'activité.

Pour déterminer ces justes valeurs, le Groupe utilise les méthodes d'évaluation suivantes :

- approches de marché, fondées sur des prix ou transactions de marché observables ;
- approches par le revenu, qui convertissent la somme de flux de trésorerie futurs en un montant unique actualisé ;
- approches par les coûts qui prennent en considération l'obsolescence physique, technologique et économique de l'actif évalué.

Les justes valeurs sont hiérarchisées selon trois niveaux :

- Niveau 1 : prix cotés sur un marché actif. Les valeurs mobilières de placement, certains actifs financiers disponibles à la vente et les emprunts obligataires cotés sont valorisés ainsi.
- Niveau 2 : modèle interne avec des paramètres observables à partir de techniques de valorisation interne : ces techniques font appel aux méthodes de calculs mathématiques usuelles intégrant des données observables sur les marchés (cours à terme, courbe de taux...). Le calcul de la juste valeur de la majorité des instruments financiers dérivés (swaps, caps, floors...) négociés de gré à gré est opéré sur la base de modèles internes communément utilisés par les intervenants pour évaluer ces instruments financiers. Les valorisations d'instruments dérivés calculées en interne font l'objet à chaque trimestre de contrôles de cohérence avec celles transmises par les contreparties.
- Niveau 3 : modèle interne avec paramètres non observables : ce modèle s'applique notamment aux relations clients et aux contrats acquis lors de regroupement d'entreprises ainsi qu'aux titres de participation non cotés, lesquels sont valorisés à leur coût d'acquisition majoré des coûts de transaction, en l'absence de marché actif.

#### • Evaluations retenues pour les tests de perte de valeur

Les hypothèses et les estimations faites pour déterminer la valeur recouvrable des *goodwill*, des immobilisations incorporelles et corporelles portent en particulier sur les flux de trésorerie prévisionnels et les taux d'actualisation retenus. Une modification de ces hypothèses pourrait avoir un impact significatif sur le montant de la valeur recouvrable. Dans ce cadre, le groupe établit des hypothèses détaillées par activités et par pays permettant d'établir les valeurs d'utilité utilisées dans la réalisation des tests de dépréciation. Les principales hypothèses retenues par le Groupe sont décrites en note 9.6 *Tests de valeur sur autres actifs immobilisés*.

### 3.3.2 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe comprend :

- d'une part, les revenus des parcs de stationnement (pleine propriété, concession, bail ou prestations de services) ainsi que les produits des activités annexes tels que les redevances des installations commerciales et les revenus provenant de la location d'espaces publicitaires ;
- d'autre part, le chiffre d'affaires réalisé au titre des travaux de construction mis en œuvre sur les ouvrages en concession dont la contrepartie reçue figure au bilan du Groupe en immobilisations incorporelles du domaine concédé ou en créances financières.

Par suite de l'application de la norme IFRS15, le chiffre d'affaires :

- inclut désormais le remboursement des charges opérationnelles engagées par les entités du Groupe dès lors que celles-ci contrôlent bien les modalités de réalisation de ces prestations (contrats de mise à disposition du personnel pour lequel le groupe recrute, forme et contrôle les équipes mises à disposition de ses clients)
- exclut :
  - lorsque le groupe ne détient pas un tel contrôle, les revenus reçus en rémunération des activités réalisées sont comptabilisés nets des charges engagées afin de réaliser les activités concernées (contrats de locations dans lesquels le Groupe ne contrôle pas le service et n'en définit pas les conditions de réalisation comme la fixation des tarifs, les heures d'ouverture, la gestion des emplacements, la définition des moyens humains nécessaires) ...
  - les revenus reçus lorsque les charges engagées sont refacturées sans marge (« *pass-through* »)

La méthode de comptabilisation des produits relatifs aux contrats de concession est détaillée dans la note 3.3.4 « Contrats de concession ».

La méthode de comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients est détaillée dans la note 4. « Changement de méthode comptable ».

### 3.3.3 Produits des activités annexes

Les produits des activités annexes regroupent les produits locatifs, les études et les redevances à l'exclusion de celles enregistrées par les sociétés concessionnaires.

### 3.3.4 Contrats de concession

#### 3.3.4.1 Principe général

Selon les termes de l'interprétation IFRIC 12 « Accords de concession de services », le concessionnaire exerce une double activité :

- une activité de constructeur au titre de ses obligations de conception, de construction et de financement des nouvelles Infrastructures qu'il met à disposition du concédant : le chiffre d'affaires est reconnu à l'avancement conformément à la norme IAS 11,
- une activité d'exploitation et de maintenance des ouvrages concédés : le chiffre d'affaires est reconnu conformément à la norme IFRS 15.

En contrepartie de ses activités, le concessionnaire reçoit une rémunération :

- Soit de la part des usagers : modèle de l'actif incorporel. Le concessionnaire dispose d'un droit à percevoir des péages (ou autres rémunérations) auprès des usagers, en contrepartie du financement et de la construction de l'Infrastructure. Dans le cas où le concédant rémunère le concessionnaire en fonction de l'utilisation de l'Infrastructure par les usagers, sans fournir aucune garantie sur les montants qui seront versés au concessionnaire (accord de simple « *pass through* » ou « *shadow toll* »), le modèle de « l'actif incorporel » s'applique également.

Dans ce modèle, le droit à percevoir des péages (ou autres rémunérations) est comptabilisé au bilan de la société concessionnaire en « Immobilisations incorporelles du domaine concédé ». Ce droit correspond à la juste valeur de l'ouvrage concédé à laquelle s'ajoute les frais financiers intercalaires comptabilisés pendant la période de construction. Il est amorti sur la durée du contrat et selon un mode approprié pour refléter le rythme de consommation des avantages économiques procurés par le contrat, à compter de la mise en service de l'ouvrage.

Ce traitement s'applique à la plupart des Parkings gérés en concession par le Groupe.

- Soit de la part du concédant : modèle de la créance financière. Le concessionnaire dispose d'un droit contractuel inconditionnel à recevoir des paiements de la part du concédant, indépendamment de la fréquentation de l'Infrastructure par les usagers.

Dans ce modèle, les prestations du concessionnaire (conception, construction, exploitation ou maintenance) donnent lieu à la constatation d'une créance financière à l'actif du bilan du concessionnaire, portant intérêt. Au bilan, ces créances financières sont classées dans la catégorie des « Créances financières - Concessions » qui lors de leur comptabilisation initiale sont comptabilisées à la juste valeur de l'Infrastructure. Par la suite, les créances sont comptabilisées au coût amorti et remboursées en fonction des loyers perçus du concédant. Le produit financier calculé sur la base du taux d'intérêt effectif, équivalent au taux de rentabilité interne du projet, est comptabilisé en produits opérationnels.

Ce modèle s'applique à quelques contrats du Groupe.

Dans le cas de modèles mixtes, la rémunération provient, à la fois des usagers et du concédant. La part de l'investissement faisant l'objet d'un droit inconditionnel à recevoir des paiements de la part du concédant (subventions, loyers) est comptabilisée en créance financière à hauteur du montant garanti. Le solde non garanti, dépendant de l'utilisation de l'ouvrage, est comptabilisé en « immobilisations incorporelles du domaine concédé ». Ce modèle s'applique à quelques contrats du Groupe.



### 3.3.4.2 Traitement comptable des redevances fixes payées aux concédants dans le cadre de contrats de concession

Dans le cadre de ses contrats de concession, le Groupe s'engage à payer au concédant une redevance annuelle d'exploitation au titre de l'occupation et de l'usage du domaine public. Les redevances peuvent être forfaitaires (fixes), ou variables (sur la base du chiffre d'affaires ou du résultat d'exploitation) et sont en général indexées selon des formules variables.

S'agissant des redevances fixes, le Comité d'interprétation des normes IFRS (« *IFRS Interpretation Committee* ») avait indiqué au mois de mars 2013 que les paiements effectués par un concessionnaire au concédant pour l'utilisation d'un actif de concession entrant dans le champs d'application de l'interprétation IFRIC 12 et permettant d'utiliser l'actif de concession devaient être comptabilisés en actif en contrepartie d'un passif correspondant à l'engagement à payer ces redevances dès lors qu'elles ne dépendent pas de l'activité future du concessionnaire et qu'elles ne donnent pas droit à des biens ou services distincts des accords de concession de services. L'*IFRS Interpretation Committee* a confirmé cette position, ce qui a fait l'objet d'une publication dans l'*IFRIC Update* de janvier 2016.

Dans ce contexte, le Groupe capitalise les redevances fixes dans son bilan sous la forme d'un actif amortissable sur la durée du contrat au titre du droit d'utiliser le domaine public (parking) en contrepartie d'un passif au titre de l'engagement à payer ces redevances.

Ce traitement comptable des redevances fixes se traduit dans les comptes consolidés du Groupe par :

- la comptabilisation d'une immobilisation incorporelle correspondant à l'activation au bilan des redevances pour leur montant actualisé, cette dernière étant amortie de façon linéaire sur la durée du contrat,
- la comptabilisation d'un passif financier au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, réduit chaque année du fait du paiement des redevances et générant un coût de désactualisation comptabilisé en coût de l'endettement financier.

Les redevances fixes associées à des contrats devenus pleinement exécutoires mais pour lesquelles les actifs sous-jacents ne sont pas mis en service à la date d'arrêté des comptes consolidés sont intégrées aux engagements hors bilan présentés en note 11.3.

### 3.3.5 Paiements en actions

Les modalités d'évaluation des rémunérations fondées sur des instruments de capitaux propres sont définies par la norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions ».

Dans le cadre du dispositif du Plan d'Epargne Entreprise, le Groupe a mis en place au 2<sup>nd</sup> semestre 2019 (cf. note 2.1), un fond d'actionnariat investi en titres non cotés d'Indigo Group (le « Fond »). Le Fond a pour objectif principal de suivre la performance de l'action non cotée Indigo Group diminuée des frais courants, la valeur liquidative du fonds évoluant, à la hausse comme à la baisse, en fonction de la valorisation des actions non cotées Indigo Group proportionnellement au pourcentage de l'actif investi dans ces actions. Au 31 décembre 2019, les salariés détiennent 0,23% des actions d'Indigo Group à travers le FCPE.

A l'occasion des souscriptions à ce plan, les salariés ont bénéficié d'un abondement versé par leur entreprise. Ce dernier, réputé comme un avantage consenti aux salariés, a été comptabilisé en charge sur paiements en actions de la période. Le dénouement des investissements effectués par les salariés s'effectue par remise de numéraire.

Ce fond d'actionnariat remplace le précédent investi en titres non cotés d'Indigo Infra, racheté par Indigo Group durant le dernier trimestre 2019 pour 5,4 millions euros.

Par ailleurs, les filiales d'Amérique du Nord ont mis en place, en faveur de certains dirigeants, des plans de rémunération à long terme fondés sur des instruments de capitaux propres, également dénoués par remise de numéraire, dont la valeur est dérivée de la valeur d'entreprise des filiales.

S'agissant d'instruments dénoués par remise de numéraire, les modalités d'évaluation et de comptabilisation de ces derniers s'effectuent comme suit :

- La valeur des instruments attribués est estimée à la date d'attribution dans un premier temps, puis ré-estimée à chaque clôture jusqu'à la date de paiement, et la charge ajustée en conséquence à la clôture considérée.
- La charge est comptabilisée en contrepartie d'une dette non courante au passif du bilan.

### 3.3.6 Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net comprend :

- le coût de l'endettement brut qui inclut les charges d'intérêts (calculées au taux d'intérêt effectif-TIE) ainsi que le coût de désactualisation du passif financier reconnu au titre de l'engagement à payer les redevances fixes envers les concédants, le résultat des couvertures de taux sur la dette brute, ainsi que les variations nettes de juste valeur des produits dérivés non qualifiés de couverture,
- la rubrique « produits financiers des placements » qui comprend les revenus perçus sur placements de trésorerie (produits d'intérêts, dividendes sur OPCVM, plus et moins-values de cessions...), les impacts des couvertures de taux rattachées à ces placements ainsi que leurs variations de juste valeur. Les placements de trésorerie et les équivalents de trésorerie sont évalués à la juste valeur dans le compte de résultat.

La notion d'endettement financier net est définie et détaillée en note 9.15 « Informations relatives à l'endettement financier net ».

### 3.3.7 Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges financiers comprennent principalement le résultat de change, les effets d'actualisation, les dividendes reçus des sociétés non consolidées, les coûts d'emprunts immobilisés et les variations de valeur des produits dérivés non affectés à la gestion du risque de taux.

Les coûts d'emprunts supportés pendant la période de construction des ouvrages sont incorporés dans la valeur des actifs immobilisés. Ils sont déterminés de la façon suivante :

- lorsque des fonds sont empruntés spécifiquement en vue de la construction d'un ouvrage, les coûts d'emprunt incorporables correspondent aux coûts réels encourus au cours de l'exercice, diminués des produits financiers éventuels provenant du placement temporaire des fonds empruntés,
- dans le cas où les emprunts ne comportent pas d'affectation précise, le montant des intérêts incorporables au coût de l'ouvrage est déterminé en appliquant aux dépenses de construction un taux de capitalisation égal à la moyenne pondérée des coûts d'emprunts, autres que les coûts des emprunts contractés spécifiquement pour la construction d'ouvrages déterminés.

Cette disposition ne concerne pas la construction des ouvrages concédés relevant du modèle de la créance financière (voir note 3.3.23.1 « Actifs financiers »).

### 3.3.8 Impôts sur les bénéfices

Le Groupe calcule ses impôts sur le résultat conformément aux législations fiscales en vigueur dans les pays où les résultats sont taxables.

Conformément à la norme IAS 12, des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des éléments d'actif et passif et leurs valeurs fiscales. Ils sont calculés sur la base des derniers taux d'impôt adoptés à la clôture des comptes appliqués selon l'échéancier de retournement des différences temporelles. Les effets des modifications des taux d'imposition d'un exercice sur l'autre sont inscrits, quand ils sont significatifs, dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel la modification a été adoptée, sur la ligne « Impôts sur les bénéfices - Impacts des changements de taux ».

Le cas échéant, les impôts différés relatifs aux paiements en actions (IFRS 2) sont comptabilisés en résultat tant que la base déductible n'excède pas la juste valeur des plans établie selon IFRS 2.

Lorsque les filiales disposent de réserves distribuables significatives, un passif d'impôt différé est comptabilisé au titre des distributions probables qui seront réalisées dans un avenir prévisible, quand il présente un caractère significatif.

Par ailleurs, les participations dans les entreprises mises en équivalence donnent lieu à comptabilisation d'un impôt différé passif pour toutes les différences entre la valeur comptable et la valeur fiscale des titres.

Les soldes d'impôts différés sont déterminés sur la base de la situation fiscale de chaque société ou du résultat d'ensemble des sociétés comprises dans le périmètre d'intégration fiscale considéré et sont présentés à l'actif ou au passif du bilan pour leur position nette par entité fiscale.

Les impôts différés sont revus à chaque arrêté pour tenir compte notamment des incidences des changements de législation fiscale et des perspectives de recouvrement. Les impôts différés actifs ne sont comptabilisés que si leur récupération est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

### **3.3.9 Résultat par action**

Le résultat par action non dilué (résultat de base par action) correspond au résultat net part du Groupe, rapporté au nombre moyen pondéré des actions en circulation au cours de l'exercice. Pour le calcul du résultat dilué par action, le nombre moyen d'actions en circulation est ajusté pour tenir compte de l'effet dilutif des instruments de capitaux propres émis par l'entreprise.

### **3.3.10 Immobilisations incorporelles du domaine concédé**

Les immobilisations incorporelles du domaine concédé correspondent au droit du concessionnaire d'exploiter l'ouvrage en échange des dépenses d'investissement effectuées pour la conception et la construction de l'ouvrage. Ce droit du concessionnaire correspond à la juste valeur de la construction de l'ouvrage concédé à laquelle s'ajoutent les frais financiers comptabilisés pendant la période de construction. Il est amorti sur la durée du contrat et selon un mode approprié pour refléter le rythme de consommation des avantages économiques procurés par le contrat, à compter de la date de début d'utilisation du droit d'exploitation.

### **3.3.11 Goodwill**

Le *goodwill* correspond à l'écart constaté à la date d'entrée d'une société dans le périmètre de consolidation, entre, d'une part, le coût d'acquisition des titres de celle-ci et, d'autre part, la part du Groupe dans la juste valeur, aux dates d'acquisition, des actifs et passifs et passifs éventuels identifiables relatifs à la société.

Les *goodwill* relatifs aux sociétés intégrées globalement sont enregistrés à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique « *goodwill* ». Les *goodwill* relatifs à des sociétés mises en équivalence sont inclus dans la rubrique « participations dans les sociétés mises en équivalence ».

Les *goodwill* ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de valeur (« *impairment test* ») au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur. Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable de l'actif et sa valeur recouvrable est comptabilisé dans l'exercice en charge opérationnelle et de manière non réversible.

Les écarts d'acquisition négatifs (« *badwill* ») sont comptabilisés directement en résultat l'année de l'acquisition.

### **3.3.12 Autres immobilisations incorporelles**

Elles comprennent principalement des droits d'exploitation et des logiciels informatiques. Les autres immobilisations incorporelles acquises figurent au bilan pour leur coût d'acquisition diminué le cas échéant des amortissements et des pertes de valeurs cumulées. Elles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité.

### **3.3.13 Subventions d'investissement**

Les subventions d'investissement sont présentées au bilan en diminution du montant de l'actif au titre duquel elles ont été reçues.

### **3.3.14 Immobilisations corporelles et immobilisations corporelles du domaine concédé**

Ces immobilisations sont inscrites pour leur coût d'acquisition ou de production, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation. Elles comprennent en particulier les immobilisations d'exploitation du domaine concédé qui ne sont pas contrôlées par le concédant mais qui sont nécessaires à l'exploitation de la concession : bâtiments destinés à l'exploitation, matériels de péage, de signalisation, de télétransmission, de vidéosurveillance, véhicules et équipements.

Les amortissements pratiqués sont déterminés généralement selon le mode linéaire sur la durée d'utilisation du bien ; le mode d'amortissement accéléré peut néanmoins être utilisé lorsqu'il apparaît plus pertinent au regard des conditions d'utilisation des matériels concernés. Pour certaines immobilisations complexes constituées de différents composants, notamment les constructions, chaque composante de l'immobilisation est amortie sur sa durée d'utilisation propre.

Les principales durées d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivantes :

Constructions	de 30 à 50 ans
Agencements	de 7 à 30 ans
Mobiliers et matériels de bureau	de 3 à 10 ans

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien. Les terrains ne sont pas amortis.

Les durées d'utilité estimées, les valeurs résiduelles et la méthode d'amortissement sont révisées à la fin de chaque clôture annuelle, et l'incidence de tout changement dans les estimations est comptabilisée de manière prospective.

### **3.3.15 Contrats de location-financement**

Les biens acquis en location-financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens. En contrepartie il est comptabilisé un passif financier. Les actifs détenus en vertu de contrats de location-financement sont amortis sur leur durée d'utilisation.

Faisant suite à l'entrée en vigueur d'IFRS 16 « contrats de locations » les contrats de locations-financement existants avant le 1<sup>er</sup> janvier 2019 ont été reclassés dans les rubriques IFRS 16 (voir note 4).

### **3.3.16 Immeubles de placement**

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers ou valoriser le capital investi. Ils sont inscrits sur une ligne spécifique à l'actif du bilan.

Les immeubles de placement sont enregistrés pour leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur, selon les mêmes modalités que les immobilisations corporelles.

### **3.3.17 Perte de valeur des actifs immobilisés non financiers**

Les actifs immobilisés incorporels et corporels doivent faire l'objet de tests de perte de valeur dans certaines circonstances. Pour les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie et les *goodwill*, un test est réalisé au minimum une fois par an, et à chaque fois qu'un indice de perte de valeur apparaît. Pour les autres immobilisations, un test est réalisé seulement lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît.

Conformément à IAS 36, les critères retenus pour apprécier les indices de perte de valeur sont indifféremment des critères externes (ex. : évolution significative des données de marché...) ou des critères internes (ex. : diminution significative du chiffre d'affaires...).

Les actifs soumis aux tests de perte de valeur sont regroupés au sein d'unités génératrices de trésorerie (UGT) correspondant à des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation génère des flux d'entrée de trésorerie identifiables.

En France, une UGT correspond à un regroupement de contrats d'un même donneur d'ordre. Dans les autres pays, une UGT correspond à un ensemble de parkings par ville ou zone géographique homogène. Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT est inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée en résultat opérationnel. La valeur recouvrable de l'UGT est la valeur la plus élevée entre la valeur de marché diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie susceptibles d'être générés par un actif ou une UGT. Le taux d'actualisation est déterminé pour chaque unité génératrice de trésorerie, en fonction de sa zone géographique et du profil de risque de son activité.

### **3.3.18 Participation dans les sociétés mises en équivalence**

Les participations du Groupe consolidées selon la méthode de la mise en équivalence sont initialement enregistrées au coût d'acquisition, comprenant le cas échéant le *goodwill* dégagé. Leur valeur comptable est, par la suite, augmentée ou diminuée pour prendre en compte la part du Groupe dans les bénéfices ou les pertes, réalisés après la date d'acquisition. Lorsque les pertes sont supérieures à la valeur de l'investissement net du Groupe dans la société mise en équivalence, ces pertes ne sont pas reconnues, à moins que le Groupe n'ait contracté un engagement de recapitalisation ou effectué des paiements pour le compte de la société.

S'il existe un indice de perte de valeur, la valeur recouvrable des participations consolidées par mise en équivalence est testée selon les modalités décrites dans la note 3.3.17 « Perte de valeur des actifs immobilisés non financiers ». Les pertes de valeur résultant de ces tests de dépréciation sont comptabilisées en diminution de la valeur comptable des participations correspondantes.

Le résultat des sociétés mises en équivalence est classé sur une ligne spécifique, entre l'EBITDA et le résultat opérationnel.

Ces participations regroupent les entreprises dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable et les entités contrôlées conjointement.

### **3.3.19 Stocks et travaux en cours**

Les stocks et travaux en cours sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ou de production par l'entreprise. A chaque clôture, ils sont valorisés au plus bas du coût historique et de la valeur nette de réalisation.

### **3.3.20 Clients et autres actifs courants d'exploitation**

Les créances clients et autres actifs courants d'exploitation sont des actifs financiers courants classés dans la catégorie Prêts et créances.

Une estimation du risque de non-recouvrement des créances est faite à chaque clôture et donne lieu à la comptabilisation d'une provision pour dépréciation en conséquence. Le risque de non-recouvrement est apprécié au regard des retards de paiement et des garanties obtenues.

### **3.3.21 Engagements de retraites et autres avantages du personnel**

- Engagements de retraites à prestations définies

Les engagements résultant de régimes de retraites à prestations définies sont provisionnés au bilan tant pour le personnel en activité que pour le personnel ayant quitté la société (personnes disposant de droits différés et retraités). Ils sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées sur la base d'évaluations actuarielles effectuées lors de chaque clôture annuelle. Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques du pays dans lequel le régime est en vigueur. La comptabilisation de chaque régime est effectuée séparément.

Pour les régimes à prestations définies financés dans le cadre d'une gestion externe (fonds de pension ou contrats d'assurance), l'excédent ou l'insuffisance de la juste valeur des actifs par rapport à la valeur actualisée des obligations est comptabilisé(e) comme actif ou passif au bilan.

L'intégralité des avantages postérieurs à l'emploi accordés aux salariés du Groupe est comptabilisée dans le bilan consolidé.

Les produits d'intérêts des actifs de couverture de régimes de retraite sont calculés à partir du même taux que le taux d'actualisation de l'obligation au titre des régimes à prestations définies.

Les impacts de réestimation sont comptabilisés en autres éléments de résultat global :

- Gains et pertes actuariels sur l'engagement correspondant à la différence entre les hypothèses actuarielles retenues et la réalité constatée et résultant des effets des changements d'hypothèses actuarielles et des ajustements liés à l'expérience,

- Surperformance (sous-performance) des actifs du régime, c'est-à-dire l'écart entre le rendement effectif de l'actif du régime et sa rémunération calculée sur la base du taux d'actualisation de la dette actuarielle, et variation de l'effet du plafonnement de l'actif.

Pour les régimes à prestations définies, la charge comptabilisée en résultat opérationnel comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice ainsi que les effets de toute modification, réduction ou liquidation de régime ; l'impact de désactualisation sur la dette actuarielle et les produits d'intérêts sur actifs de régime sont comptabilisés en autres charges et produits financiers.

- Engagements de retraite à cotisations définies

Les cotisations versées en vertu des régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisées comme une charge lorsque les employés ont rendu les services leur donnant droits à ces cotisations.

- Provisions pour autres avantages du personnel

Les autres avantages du personnel sont provisionnés au bilan, évalués selon la norme IAS 19. Ils comprennent les engagements relatifs aux primes de fidélité, ainsi que la couverture des frais médicaux dans certaines filiales. Cette provision est évaluée selon la méthode des unités de crédits projetées.

La part à moins d'un an des provisions pour engagements de retraites et pour autres avantages du personnel est présentée dans les passifs courants.

### 3.3.22 Provisions

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant ne peut être fixé de manière précise.

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation réelle (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé, lorsqu'il est probable que l'extinction de cette obligation se traduira pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques et lorsque le montant de cette obligation peut être estimé de façon fiable. Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation présente à la date de clôture. La provision est actualisée lorsque l'effet est significatif et que l'échéance est supérieure à un an.

- Provisions non courantes

Les provisions non courantes correspondent aux provisions non directement liées au cycle d'exploitation et dont l'échéance est généralement supérieure à un an. Elles comprennent également des provisions pour contrats déficitaires.

Les obligations actuelles résultant de contrats déficitaires sont comptabilisées et évaluées comme des provisions. Un contrat est considéré comme déficitaire lorsque le Groupe a conclu un contrat pour lequel les coûts inévitables pour satisfaire aux obligations contractuelles sont supérieurs aux avantages économiques attendus du contrat.

La part à moins d'un an des provisions non courantes est présentée au bilan dans les provisions courantes.

- Provisions courantes

Les provisions courantes correspondent aux provisions directement liées au cycle d'exploitation, quelle que soit leur échéance estimée. Les provisions pour litiges liées à l'activité concernent, pour l'essentiel, des litiges avec des clients, sous-traitants, cotraitants ou fournisseurs.

Les provisions pour restructuration, intégrant le coût des plans et mesures engagées, sont comptabilisées lorsque le Groupe dispose d'un plan formalisé et détaillé, et que celui-ci a été notifié aux parties intéressées ou fait l'objet d'une annonce avant la date de clôture de l'exercice. Les provisions pour autres risques courants sont principalement constituées de provisions pour licenciements individuels et autres risques rattachés à l'exploitation.

### 3.3.23 Actifs et passifs financiers

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés lorsqu'une entité du Groupe devient une partie aux dispositions contractuelles des instruments.

Les actifs et les passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur. Les coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'actifs et de passifs financiers (autres que des actifs et des passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net) sont ajoutés à la juste valeur des actifs ou des passifs financiers ou en sont déduits, selon le cas, au moment de la comptabilisation initiale. Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition d'actifs ou de passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont immédiatement comptabilisés en résultat net.

#### 3.3.23.1 Actifs financiers

Les actifs financiers sont classés dans les catégories déterminées suivantes : actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, placements détenus jusqu'à leur échéance, actifs financiers disponibles à la vente et prêts et créances. Le classement dépend de la nature et de l'objet des actifs financiers et il est déterminé au moment de la comptabilisation initiale.

La catégorie placements détenus jusqu'à leur échéance n'est pas utilisée par le Groupe.

Les actifs financiers non courants comprennent les titres disponibles à la vente, la part à plus d'un an des prêts et créances, la part à plus d'un an des créances financières relatives aux contrats de partenariat public-privé et la juste valeur des produits dérivés actifs qualifiés comptablement de couverture dont la maturité est supérieure à un an (voir note 3.3.26 « Instruments financiers dérivés »).

- Titres disponibles à la vente

La catégorie « titres disponibles à la vente » comprend les participations du Groupe dans des sociétés non consolidées.

Aux dates de clôture, les titres disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur. Pour les actions de sociétés cotées, cette juste valeur est déterminée sur la base du cours de bourse à la date de clôture considérée.

Pour les titres non cotés, si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, les titres sont maintenus au bilan à leur coût d'entrée, c'est-à-dire à leur coût d'acquisition, majoré des coûts de transaction.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres.

Les dividendes sur les instruments de capitaux propres disponibles à la vente sont comptabilisés en résultat net lorsque le droit du Groupe à recevoir ces dividendes est établi.

Lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation de cet actif, la perte correspondante est comptabilisée en résultat de manière irréversible.

- Pour les titres cotés sur un marché actif, une baisse de juste valeur prolongée ou significative en deçà de son coût constitue une indication objective de dépréciation. Les facteurs considérés par le Groupe pour apprécier le caractère prolongé ou significatif d'une baisse de juste valeur sont en général les suivants :
  - la perte de valeur est prolongée lorsque le cours de bourse à la clôture est inférieur depuis plus de 18 mois au prix de revient du titre,
  - la perte de valeur est significative lorsqu'une baisse du cours du jour de 30 % par rapport au prix de revient du titre est constatée à la clôture.
- Pour les titres non cotés, les facteurs considérés sont la baisse de la quote-part des capitaux propres détenus et l'absence de perspectives de rentabilité.

- Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif.

La catégorie «prêts et créances» comprend principalement les créances rattachées à des participations, les avances en compte courant consenties à des sociétés mise en équivalence ou non consolidées ainsi que les dépôts de garantie, les prêts et créances collatéralisés et les autres prêts et créances financières. Elle comprend également les créances financières afférentes aux contrats de concessions et de partenariat public-privé dès lors que le concessionnaire dispose d'un droit inconditionnel à recevoir une rémunération (généralement sous forme de garantie de recettes ou de subvention d'exploitation) de la part du concédant.

Lors de leur comptabilisation initiale, ces prêts et créances sont comptabilisés à leur juste valeur diminuée des coûts de transaction directement attribuables. A chaque date de clôture, ces actifs sont évalués au coût amorti en appliquant la méthode dite du taux d'intérêt effectif, diminué de toute perte de valeur.

La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un instrument d'emprunt et d'affectation des produits d'intérêts au cours de la période concernée. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les encaissements de trésorerie futurs (y compris l'intégralité des commissions et des points payés ou reçus qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif, des coûts de transaction et des autres surcotes ou décotes) sur la durée de vie prévue de l'instrument d'emprunt ou, si cela est approprié, sur une période plus courte, à la valeur comptable nette au moment de la comptabilisation initiale.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés par application du taux d'intérêt effectif, sauf en ce qui concerne les créances à court terme pour lesquelles l'incidence de l'actualisation est négligeable.

Dans le cas particulier des créances financières relevant du champ d'application d'IFRIC 12, le taux d'intérêt effectif utilisé correspond au taux de rentabilité interne du projet calculé à l'origine.

Ces prêts et créances font l'objet d'une comptabilisation de perte de valeur en date d'arrêté s'il existe une indication objective de perte de valeur. La perte de valeur, correspondant à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable (actualisation des flux de trésorerie attendus au taux d'intérêt effectif d'origine) est comptabilisée en résultat. Elle est réversible si la valeur recouvrable est amenée à augmenter ultérieurement et si cette évolution favorable peut être objectivement liée à un événement survenant après la comptabilisation de la dépréciation.

La part à moins d'un an des prêts et créances est classée en autres actifs financiers courants.

- Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net

Les actifs financiers sont classés comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat net lorsqu'ils sont détenus à des fins de transaction ou qu'ils sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du compte de résultat net. Un actif financier est classé comme étant détenu à des fins de transaction :

- s'il est acquis principalement en vue d'être vendu à court terme,
- si, au moment de la comptabilisation initiale, il fait partie d'un portefeuille d'instruments financiers déterminés gérés ensemble par le Groupe et qui présentent un profil récent de prise de bénéfices à court terme,
- s'il est un dérivé qui n'est pas un instrument de couverture désigné et efficace.

Les OPCVM monétaires acquis dans le cadre de la gestion de trésorerie sont classés dans cette catégorie, ainsi que certains instruments dérivés non qualifiés d'instruments de couverture.

### **3.3.23.2 Actifs financiers de gestion de trésorerie**

Les actifs financiers de gestion de trésorerie comprennent, le cas échéant, des titres monétaires et obligataires et des parts d'OPCVM placés avec un horizon de gestion à court terme, ne respectant pas les critères de qualification d'équivalents de trésorerie définis par la norme IAS 7 (voir note 3.3.23.3 «Disponibilités et équivalents de trésorerie»). Le Groupe retenant la juste valeur comme étant la meilleure reconnaissance de la performance de ces actifs, ils sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur, les variations de valeur étant comptabilisées en résultat.

Les achats et ventes d'actifs financiers de gestion de trésorerie sont comptabilisés à la date de transaction.



La juste valeur est déterminée à partir de modèles de valorisation communément utilisés ou de l'actualisation des *cash-flows* futurs pour la part des actifs de gestion de trésorerie non cotés. Pour les instruments cotés, le Groupe retient, dans son évaluation à la juste valeur, le cours à la date de clôture ou les valeurs liquidatives pour les actifs de trésorerie placés dans des OPCVM.

### **3.3.23.3 Disponibilités et équivalents de trésorerie**

Cette rubrique comprend les comptes courants bancaires et les équivalents de trésorerie correspondant à des placements à court terme, liquides, et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Les équivalents de trésorerie sont notamment constitués, le cas échéant, d'OPCVM monétaires et des certificats de dépôts dont la maturité n'excède pas trois mois à l'origine. Les découverts bancaires sont exclus des disponibilités et sont présentés en dettes financières courantes.

Le Groupe a retenu la méthode de la juste valeur pour apprécier le rendement de ses instruments financiers. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en compte de résultat.

La juste valeur est déterminée à partir de modèles de valorisation communément utilisés ou de l'actualisation des *cash-flows* futurs pour la part des actifs de gestion de trésorerie non cotés. Pour les instruments cotés, le Groupe retient, dans son évaluation à la juste valeur, le cours à la date de clôture ou les valeurs liquidatives pour les actifs de trésorerie placés dans des OPCVM.

### **3.3.24 Passifs financiers et instruments de capitaux propres**

Les instruments d'emprunt et de capitaux propres émis par une entité du Groupe sont classés soit comme passifs financiers, soit comme capitaux propres selon la substance des ententes contractuelles et les définitions d'un passif financier et d'un instrument de capitaux propres.

Un instrument de capitaux propres est tout contrat mettant en évidence un intérêt résiduel dans les actifs d'une entité après déduction de tous ses passifs. Les instruments de capitaux propres émis par une entité du Groupe sont comptabilisés au montant de la contrepartie reçue, déduction faite des frais d'émission directs.

### **3.3.25 Dettes financières (courantes et non courantes)**

Elles sont comptabilisées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, ces passifs financiers ne comportant pas de dérivés incorporés non étroitement liés (notamment au titre des options de remboursement anticipé). Ce taux est déterminé après prise en compte des primes de remboursement et des frais d'émission. Selon cette méthode, la charge d'intérêt est évaluée de manière actuarielle et est présentée dans la rubrique « coût de l'endettement financier brut ».

Lorsque le taux pratiqué est sensiblement inférieur au taux de marché, dans le cas notamment de financement de projet consenti par des organismes publics, l'avantage économique qui en résulte est considéré, selon IAS 20, comme une subvention publique portée en diminution des investissements concernés.

Le montant de la subvention correspond à la différence entre les montants perçus au titre de l'emprunt et la juste valeur de l'emprunt en fonction du taux d'intérêt du marché alors en vigueur. La part à moins d'un an des dettes financières est classée dans le poste « dettes financières courantes ».

Le Groupe dé-comptabilise les passifs financiers si et seulement si les obligations du Groupe sont éteintes, sont annulées ou arrivent à expiration. La différence entre la valeur comptable du passif financier dé-comptabilisé et la contrepartie payée et exigible est comptabilisée en résultat net.

### **3.3.26 Instruments financiers dérivés**

Les instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date à laquelle le contrat dérivé est conclu et ultérieurement évalués à leur juste valeur à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Le profit ou la perte qui en découle est immédiatement comptabilisé en résultat net à moins que le dérivé ne soit un instrument de couverture désigné et efficace ; dans ce cas, le moment de comptabilisation en résultat net dépend de la nature de la relation de couverture.

Les dérivés incorporés dans des contrats hôtes non dérivés sont traités comme des dérivés séparés s'ils répondent à la définition d'un dérivé, si leurs risques et caractéristiques ne sont pas étroitement liés aux risques et caractéristiques des contrats hôtes et si les contrats ne sont pas évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

- Juste valeur des produits dérivés actifs et passifs

Pour couvrir son exposition aux risques de marché (de taux et de change principalement), le Groupe utilise des instruments dérivés. La plupart des dérivés de taux et de change utilisés par le Groupe sont qualifiés d'instrument de couverture. La comptabilité attachée aux instruments de couverture est applicable si les conditions prévues par la norme IAS 39 sont remplies :

- la relation de couverture doit être clairement définie et documentée à la date de sa mise en place,
- l'efficacité de la relation de couverture doit être démontrée dès son origine, et à chaque arrêté de façon prospective et rétrospective.

La juste valeur des instruments dérivés qualifiés de couverture dont la maturité est supérieure à un an est présentée au bilan dans la rubrique « Autres actifs financiers non courants » ou « Autres emprunts et dettes financières non courants ». La juste valeur des autres instruments dérivés non qualifiés de couverture et la part à moins d'un an de la juste valeur des instruments qualifiés de couverture non courants sont classées en « Autres actifs financiers courants » ou « Dettes financières courantes ».

- Instruments financiers qualifiés de couverture

Les instruments financiers dérivés qualifiés d'instruments de couverture sont systématiquement comptabilisés au bilan à leur juste valeur (voir note 3.3.1 « Recours à des estimations »). Néanmoins, la comptabilisation de la variation de leur juste valeur d'une période à l'autre varie selon qu'ils sont qualifiés de :

- couverture de juste valeur d'un actif ou passif ou d'un engagement ferme non comptabilisé d'acheter ou de vendre un actif,
- couverture de flux de trésorerie,
- couverture d'un investissement net réalisé dans une entité étrangère.

- *Couverture de juste valeur*

Une couverture de juste valeur permet de couvrir l'exposition au risque de variation de juste valeur d'un actif, d'un passif tel que prêts et emprunts à taux fixe ou des actifs et passifs en devises étrangères ou d'engagements fermes non comptabilisés.

Les variations de juste valeur de l'instrument de couverture sont enregistrées en résultat de la période. De manière symétrique, la variation de valeur de l'élément couvert attribuable au risque couvert est enregistrée au compte de résultat de la période (et ajustée à la valeur de l'élément couvert). Ces deux réévaluations se compensent au sein des mêmes rubriques du compte de résultat, au montant près de la « part inefficace » de la couverture.

- *Couverture de flux de trésorerie*

Une couverture de flux de trésorerie permet de couvrir les variations de valeur des flux futurs de trésorerie attachés à des actifs ou passifs existants ou à une transaction prévue hautement probable.

Les variations de juste valeur de l'instrument financier dérivé sont comptabilisées nettes d'impôt dans les autres éléments du résultat global en capitaux propres pour la « part efficace » de la couverture et en résultat de la période pour la « part inefficace ». Les gains ou pertes accumulés en capitaux propres doivent être reclassés en résultat dans la même rubrique que l'élément couvert – à savoir le résultat opérationnel pour les couvertures de flux d'exploitation et le résultat financier pour les autres – au moment où le flux de trésorerie couvert affecte le résultat.

Si la relation de couverture est interrompue, notamment parce qu'elle n'est plus considérée comme « efficace », les gains ou pertes accumulés au titre de l'instrument dérivé sont maintenus en capitaux propres et reconnus de manière symétrique aux flux couverts. Dans le cas où le flux futur ne présente plus un caractère hautement probable, les gains et pertes antérieurement comptabilisés en capitaux propres sont alors rapportés au compte de résultat.

▪ *Couverture d'un investissement net réalisé dans une entité étrangère*

Une couverture d'un investissement net en monnaie étrangère couvre le risque de change afférent à une participation nette dans une filiale étrangère consolidée. De façon similaire à la couverture de flux de trésorerie, la partie « efficace » des variations de valeur de l'instrument dérivé est inscrite dans les capitaux propres dans la rubrique « écarts de conversion », la partie des variations de valeur considérée comme « non efficace » étant enregistrée en résultat. La variation de valeur du produit dérivé comptabilisée en « écarts de conversion » doit être reprise en résultat lors de la cession de l'entité étrangère ayant fait l'objet de l'investissement initial.

Les profits et les pertes sur un instrument de couverture liés à la partie efficace de la couverture cumulés dans la réserve au titre de l'écart de change sont reclassés en résultat net au moment de la cession d'un établissement à l'étranger.

### **3.4 Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS utilisés par le Groupe**

Le Groupe utilise pour la mesure de sa performance un certain nombre d'indicateurs financiers non définis par les normes IFRS.

Ces indicateurs sont utilisés pour les besoins de la communication financière du Groupe (rapport d'activité, communiqués de presse, présentations financières...).

#### **3.4.1 EBITDA**

Le Groupe utilise l'indicateur « *Earning Before Tax, Interests, Depreciation and Amortization* » (EBITDA), ce dernier étant intégré en solde intermédiaire dans la présentation du compte de résultat consolidé. Il correspond au Résultat opérationnel, avant prise en compte des dotations nettes aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des actifs non courants, des dotations nettes aux provisions non courantes, des impacts associés aux paiements en actions (IFRS 2), du résultat des sociétés mises en équivalence ainsi que des charges et produits qualifiés de non courants significatifs et inhabituels qui comprennent notamment :

- les pertes de valeurs des *goodwill*,
- les plus ou moins-values de cession de titres ainsi que les impacts de réévaluation à la juste valeur des quotes-parts détenues lors de changements de nature du contrôle exercé,
- les autres charges et produits qualifiés de non courants lorsqu'ils sont jugés significatifs.

#### **3.4.2 Global Proportionate**

Pour les besoins de sa communication financière et afin d'améliorer la lisibilité et la présentation de sa performance, le Groupe présente les chiffres opérationnels (chiffre d'affaires, EBITDA, résultat opérationnel) sur une base « *Global Proportionate* ».

Ces derniers intègrent la quote-part des activités du Groupe dans les coentreprises qu'il détient comme si elles étaient consolidées par intégration proportionnelle (avant retraitement selon la norme IFRS 11) et non par la méthode de la mise en équivalence.

Au sein des comptes consolidés, la norme IFRS 11 est appliquée et la quote-part des activités du Groupe dans les coentreprises est prise en compte selon la méthode de la mise en équivalence.

Un rapprochement peut être fait entre les données « *Global Proportionate* » utilisées notamment pour les besoins de sa communication financière et les données « IFRS » présentées dans les comptes consolidés du Groupe en se référant à la note 9.7 « Participation dans les sociétés mises en équivalence » qui présente la contribution des coentreprises aux principaux agrégats du bilan et du compte de résultat.

### **3.4.3 Free Cash-Flow**

Le *Free Cash-Flow*, est une mesure des flux de trésorerie liés à l'activité opérationnelle récurrente. Ce dernier est, à compter de la clôture des comptes consolidés du 31 décembre 2017, intégré en tant que solde intermédiaire dans la présentation du tableau des flux de trésorerie consolidés.

Il correspond à l'EBITDA diminué :

- des décaissements liés aux redevances fixes versées dans le cadre des contrats de concession (IFRIC 12),
- des décaissements liés aux loyers fixes suite à l'entrée en vigueur d'IFRS 16.
- des investissements de maintenance,
- de la variation du besoin en fonds de roulement
- et d'autres éléments opérationnels ayant un impact sur la trésorerie et non inclus dans l'EBITDA.

Une réconciliation avec les données du tableau des flux consolidé est présentée en note 8 « Notes relatives au tableau des flux de trésorerie ».

### **3.4.4 Cash Conversion Ratio**

Le *Cash Conversion Ratio* correspond au *Free Cash-Flow* rapporté à l'EBITDA. Ce ratio permet d'évaluer la proportion de l'EBITDA qui est convertie en flux de trésorerie et, par conséquent, disponible pour les investissements de développement, les impôts, le service de la dette et les dividendes aux actionnaires.

#### **4. CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE**

Le Groupe a appliqué la norme IFRS 16 au 1<sup>er</sup> janvier 2019 aux contrats en cours en date de transition, selon la méthode de transition dite « rétrospective simplifiée ». Les données de l'exercice 2018, présentées à titre comparatif, n'ont donc pas été ajustées conformément aux dispositions transitoires d'IFRS 16.

IFRS 16 « Contrats de location » modifie le mode de comptabilisation des contrats de location par les preneurs. Elle remplace la norme IAS 17, et les interprétations IFRIC 4, SIC 15 et SIC 27. IFRS 16 impose un mode de comptabilisation unique des contrats par les preneurs, impactant le bilan d'une façon similaire aux contrats de location-financement tels que comptabilisés jusqu'au 31 décembre 2018, selon IAS 17.

Le Groupe applique les dispositions d'IFRS 16, décrites ci-dessous, pour l'ensemble des contrats de location portant sur des actifs sous-jacents dont la valeur à neuf est significative et/ou dont la durée de location est de plus de douze mois.

- **Nature des impacts sur les états financiers au 1<sup>er</sup> janvier 2019 de l'adoption d'IFRS 16**

Les contrats de location souscrits par le Groupe concernent essentiellement des biens immobiliers associés aux infrastructures exploitant des places de stationnement. Les autres contrats concernent des locations de bureaux, du matériel de transport et du matériel informatique. Avant l'entrée en vigueur d'IFRS 16, le Groupe qualifiait chacun de ses contrats de location, soit de contrat de location-financement, soit de contrat de location simple. Un contrat de location était qualifié de contrat de location-financement lorsqu'il transférait la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété du bien ; dans le cas contraire, le contrat était qualifié de location simple. Les contrats de location-financement conduisaient à la comptabilisation d'une immobilisation en contrepartie d'une dette et les paiements des loyers étaient alloués au remboursement de la dette et au paiement de la charge d'intérêts. L'actif était amorti sur la durée du contrat ou sur sa durée d'utilité lorsqu'il était probable que l'option d'achat, éventuellement prévue au contrat, serait levée. Pour les contrats de location simple, aucune immobilisation n'était comptabilisée au bilan et une charge de loyers était reconnue au compte de résultat, linéarisée sur la durée du contrat de location. Les loyers payés d'avance ou à payer étaient comptabilisés au bilan dans le besoin de fonds de roulement.

- **Contrats de location qualifiés de contrats de location-financement au 31 décembre 2018**

A la date de transition, le Groupe n'a pas modifié la valeur des actifs et passifs liés aux contrats de location qualifiés de location-financement selon IAS 17. Les actifs ont été reclassés en droit d'usage et les dettes de location-financement sont désormais présentées avec les dettes de location. Les dispositions d'IFRS 16 seront appliquées aux événements qui pourraient survenir après la date de transition.

- **Contrats de location qualifiés de contrats de location simple au 31 décembre 2018**

Depuis l'entrée en vigueur d'IFRS 16, le Groupe comptabilise une dette de location reflétant la somme des loyers restant à payer, actualisés au taux marginal d'endettement déterminé selon la méthode expliquée ci-après, en contrepartie d'un droit d'utilisation de l'actif sous-jacent. Selon la méthode simplifiée, le montant des droits d'utilisation est égal au montant de la dette de location comptabilisée (dans certains cas, ajusté des loyers payés d'avance ou restant à payer).

Les contrats de location portant sur des durées inférieures à un an ou sur des actifs de faible valeur restent comptabilisés au compte de résultat sans impact sur le bilan du Groupe.

Les durées de location retenues comprennent les durées fermes du contrat et les éventuelles périodes de renouvellement prévues si ces dernières sont considérées hautement probables par le groupe. En France, il a été retenu, le plus souvent, une période de 9 ans pour les baux immobiliers ; à l'international, la durée des contrats a été appréciée en fonction du droit local et de l'usage attendu des locaux.

Le Groupe a pris connaissance des décisions de l'IFRS IC du 26 novembre 2019 sur l'appréciation des durées de location pour les contrats renouvelables par tacite reconduction ou sans date d'échéance contractuelle. L'IFRS IC confirme qu'il faut déterminer la période exécutoire, en retenant une vision économique, au-delà des caractéristiques juridiques. Le Groupe pourrait être amené à réapprécier la durée de certains de ses contrats de location. Pour autant, il n'est pas anticipé d'impacts significatifs.

Les loyers variables ou les prestations de services liés au contrat ne sont pas pris en compte dans la détermination du montant du droit d'usage et des dettes de location et sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Pour la détermination du taux marginal d'endettement utilisé pour le calcul des dettes de location, il a été tenu compte de la durée moyenne pondérée des paiements, du risque pays et du risque spécifique à chaque zone géographique dans lequel le groupe opère.

Un impôt différé a été constaté au 31 décembre 2019 sur l'écart entre les droits d'utilisation et les dettes de location, entrant dans le champ de la norme IFRS 16, de façon similaire à ce qui était fait pour les locations-financement.

- **Bilan consolidé au 1<sup>er</sup> Janvier 2019**

**Actif**

(en millions d'euros)

	01/01/2019 publié	Impacts IFRS 16	01/01/2019 retraité
<b>Actifs non courants</b>			
Immobilisations incorporelles du domaine concédé	1 051,4		1 051,4
Goodwill net	772,4		772,4
Autres immobilisations incorporelles	46,8		46,8
Immobilisations corporelles	475,5	190,1	665,6
Immobilisations corporelles du domaine concédé	163,6	(1,5)	162,1
Immeubles de placement	0,3		0,3
Participations dans les sociétés mises en équivalence	113,4		113,4
Créances financières - Concessions (part à + 1 an)	27,4		27,4
Autres actifs financiers non courants	7,7		7,7
Juste valeur des produits dérivés actifs non courants	3,0		3,0
Impôts différés actifs	45,4		45,4
<b>Total actifs non courants</b>	<b>2 706,9</b>	<b>188,5</b>	<b>2 895,5</b>
<b>Actifs courants</b>			
Stocks et travaux en cours	1,2		1,2
Clients	97,3		97,3
Autres actifs courants d'exploitation	98,3		98,3
Autres actifs courants hors exploitation	6,6	(5,9)	0,7
Actifs d'impôt exigible	9,9		9,9
Créances financières - Concessions (part à - 1 an)	0,6		0,6
Autres actifs financiers courants	24,0		24,0
Juste valeur des produits dérivés actifs courants	0,6		0,6
Actifs financiers de gestion de trésorerie	1,5		1,5
Disponibilités et équivalents de trésorerie	327,9		327,9
Actifs liés aux activités abandonnées et autres titres de participation	-		-
<b>Total actifs courants</b>	<b>568,0</b>	<b>(5,9)</b>	<b>562,1</b>
<b>TOTAL ACTIFS</b>	<b>3 274,9</b>	<b>182,7</b>	<b>3 457,6</b>

## Passif

(en millions d'euros)

	01/01/2019 publié	Impacts IFRS 16	01/01/2019 retraité
<b>Capitaux propres</b>			
Capital social	160,0		160,0
Primes liées au Capital	338,0		338,0
Réserves consolidées	43,4		43,4
Réserves de conversion	9,3		9,3
Résultat net - Part du Groupe	82,2		82,2
Opérations enregistrées directement en capitaux propres	3,7		3,7
<b>Capitaux propres - Part du Groupe</b>	<b>636,6</b>		<b>636,6</b>
Intérêts minoritaires	11,4		11,4
<b>Total capitaux propres</b>	<b>648,1</b>		<b>648,1</b>

<b>Passifs non courants</b>			
Provisions pour retraites et autres avantages du personnel	22,0		22,0
Provisions non courantes	25,0		25,0
Emprunts obligataires	1 566,5		1 566,5
Autres emprunts et dettes financières	308,8	156,5	465,2
Juste valeur des produits dérivés passifs non courants	2,1		2,1
Autres passifs non courants	24,0		24,0
Impôts différés passifs	148,3		148,3
<b>Total passifs non courants</b>	<b>2 096,6</b>	<b>156,5</b>	<b>2 253,1</b>

<b>Passifs courants</b>			
Provisions courantes	29,8		29,8
Fournisseurs	74,5		74,5
Autres passifs courants d'exploitation	281,2		281,2
Autres passifs courants hors exploitation	44,9		44,9
Passifs d'impôt exigible	11,2		11,2
Juste valeur des produits dérivés passifs courants	0,2		0,2
Dettes financières courantes	88,5	26,3	114,7
Passifs liés aux activités abandonnées et autres passifs disponibles à la vente	-		-
<b>Total passifs courants</b>	<b>530,2</b>	<b>26,3</b>	<b>556,5</b>

<b>TOTAL PASSIFS &amp; CAPITAUX PROPRES</b>	<b>3 274,9</b>	<b>182,7</b>	<b>3 457,6</b>
---	----------------	--------------	----------------

- Réconciliation entre les engagements hors bilan de location et la dette de location IFRS 16

(en millions d'euros)

	Au 1 <sup>er</sup> Janvier 2019
<b>Engagements hors bilan locatifs au 31 décembre 2018</b>	<b>184,7</b>
<b>Engagements hors bilan actualisé au 31 décembre 2018</b>	<b>164,3</b>
Engagements relatifs à des contrats de courte durée ou de faible valeur	(0,1)
Options de renouvellements et autres ajustements non identifiés dans les engagements hors bilan	18,3
<b>Dette de location au 1<sup>er</sup> Janvier 2019</b>	<b>182,5</b>

## 5. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

### 5.1 Acquisitions de la période

- Spie Autocité

Le Groupe a procédé à l'acquisition de 100% du capital de cinq sociétés du pôle stationnement de Spie Batignolles concessions opérant sous la marque Spie Autocité. Cette opération, qui s'est finalisée le 3 juin 2019, permet au Groupe de renforcer sa place de numéro 1 sur le marché français du stationnement en nombre de places gérées et en chiffre d'affaires.

Détermination des actifs et passifs identifiables acquis à la date de prise de contrôle :

(en millions d'euros)	Justes valeurs
<b>Actifs non courants</b>	
Actifs immobilisés	44,5
Actifs financiers non courants	0,1
Impôts différés actifs	0,8
<b>Total actifs non courants</b>	<b>45,4</b>
<b>Actifs courants</b>	<b>17,5</b>
Dont trésorerie	9,9
<b>Passifs non courants</b>	
Dettes financières et dérivés non courants	4,3
Autres passifs non courants	0,3
Impôts différés passifs	-
<b>Total passifs non courants</b>	<b>4,6</b>
<b>Passifs courants</b>	
Dettes financières et dérivés courants	35,1
Autres passifs courants	22,8
<b>Total passifs courants</b>	<b>57,9</b>
<b>Part des minoritaires dans les capitaux propres acquis</b>	<b>0,0</b>
<b>Actif net total</b>	<b>0,4</b>
<b>Prix d'acquisition de 100% des titres</b>	<b>45,6</b>
<b>Goodwill</b>	<b>45,2</b>

Le montant de l'acquisition s'élève à 45,6 millions d'euros.

Après affectation de la juste valeur des actifs corporels et incorporels, un *goodwill* de 45,2 millions d'euros a été constaté et affecté au *goodwill* France

Le tableau ci-dessous reprend les principaux indicateurs du compte de résultat comme si la prise de contrôle avait eu lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

(en millions d'euros)	Spie Autocité
<b>Compte de résultat</b>	
Chiffre d'affaires	33,5
EBITDA	20,4
Résultat opérationnel	2,0
Résultat net	0,3



Le tableau ci-dessous reprend les principaux indicateurs du compte de résultat à partir du 3 juin 2019, date de prise de contrôle de la société.

(en millions d'euros)	Spie Autocité
<b>Compte de résultat</b>	
Chiffre d'affaires	19,8
EBITDA	12,4
Résultat opérationnel	2,0
Résultat net	1,1

- Prise de contrôle de West Park au Canada

Indigo Group s'est portée acquéreuse, le 31 mai 2019, via sa filiale Indigo Park Canada, d'une action de West Park, entité canadienne, dont elle détenait conjointement le contrôle jusqu'à cette date.

Conformément au pacte d'actionnaires qui liait Indigo Park Canada et son associé, tous deux actionnaires jusqu'à cette date à 50% de West Park, cette acquisition d'une action confère désormais le contrôle exclusif à Indigo Park Canada, et engage cette dernière à acquérir l'intégralité de la participation résiduelle détenue par l'associé devenu minoritaire, par tranches successives de 24,5% en 2020 et 2021 sur la base d'une formule de valorisation préétablie.

Dans ce contexte, West Park est consolidée par la méthode de l'intégration globale depuis le 1<sup>er</sup> juin 2019. Elle était précédemment consolidée par la méthode de la mise en équivalence.

En raison du changement de nature de l'actif détenu avant et après la prise de contrôle, cette prise de contrôle par achats successifs s'est traduite, en application de la norme IFRS 3 révisée, par la comptabilisation de deux opérations distinctes dans les comptes consolidés de la période :

- la cession de la participation antérieurement détenue avant la prise de contrôle, entraînant la comptabilisation d'une plus-value de cession de 1,8 million d'euros, égale à la différence entre la juste valeur de ces titres à la date de prise de contrôle (3,9 millions d'euros) et la valeur nette comptable de la participation antérieurement détenue (2,1 millions d'euros),
- la comptabilisation de ce regroupement d'entreprise selon la méthode de l'intégration globale se traduisant par la consolidation de West Park à sa juste valeur (9,9 millions d'euros pour 100% au cours de change de la date de transaction). Le Groupe ayant opté pour la méthode du « *goodwill* complet », les intérêts minoritaires ont été évalués à leur juste valeur. Sur la base des justes valeurs des actifs et passifs identifiables à la date de transaction, le *goodwill* comptabilisé s'élève à 5,9 millions d'euros, après prise en compte d'un écart de conversion total de 0,2 million d'euros. Ce *goodwill* est affecté au *goodwill* North America.

(en millions d'euros)	Justes valeurs
<b>Actif net total (100%)</b>	<b>1,7</b>
<b>Prix d'acquisition (à 50% des titres)</b>	<b>4,9</b>
Juste valeur – QP des intérêts minoritaires	4,9
<b>Prix d'acquisition (à 100% des titres) – méthode du <i>goodwill</i> complet</b>	<b>9,9</b>
<b><i>Goodwill</i></b>	<b>5,7</b>
Ecart de conversion associé au <i>goodwill</i> calculé au 31/12/2019	0,2
<b><i>Goodwill</i> ajusté de l'écart de conversion au 31/12/2019</b>	<b>5,9</b>

Par ailleurs, l'engagement d'acquisition de l'intégralité de la participation résiduelle détenue par l'associé devenu minoritaire (49% du capital au 1<sup>er</sup> Juin 2019), valorisé à hauteur de 6,3 millions d'euros au 31 décembre 2019 sur la base des conditions prévues au pacte d'actionnaires et actualisé par tranche annuelle de 24,5%, a été comptabilisé et est présenté en autres dettes non courantes (cf. note 9.13).

Le tableau ci-dessous reprend les principaux indicateurs du compte de résultat comme si la prise de contrôle avait eu lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

(en millions d'euros)	West Park
<b>Compte de résultat</b>	
Chiffre d'affaires	7,0
EBITDA	1,5
Résultat opérationnel	0,8
Résultat net	0,4

Le tableau ci-dessous reprend les principaux indicateurs du compte de résultat à partir du 1<sup>er</sup> juin 2019, date de prise de contrôle de la société.

(en millions d'euros)	West Park
<b>Compte de résultat</b>	
Chiffre d'affaires	5,3
EBITDA	1,1
Résultat opérationnel	0,6
Résultat net	0,2

- Autres acquisitions de la période

Le groupe a procédé aux acquisitions de 96,06% du capital de la société Aparcamientos Triana en Espagne et de 100% de la société Parc Opéra en date respective du 28 février 2019 et du 25 juillet 2019.

La société Aparcamientos exploite le parking Triana à Las Palmas de Grande Canarie en Espagne. La participation dans cette société a été portée à 99,06% au 30 juin 2019. La société Parc Opéra, quant à elle, détient le parking Opéra à Lyon.

Ces acquisitions ont mené à la détermination des actifs et passifs identifiables acquis aux dates de prise de contrôle :

(en millions d'euros)	Justes valeurs
<b>Actif net total cumulé</b>	50,6
<b>Prix d'acquisition cumulé</b>	52,4
<b>Goodwill cumulé</b>	1,8

Le montant d'acquisition cumulé des titres des deux sociétés s'élève à 52,4 millions d'euros.

Après affectation provisoire de la juste valeur des actifs corporels et incorporels propre à chaque société, un *goodwill* cumulé de 1,8 million d'euros a été constaté.

## 5.2 Acquisitions de l'exercice précédent

Les principales acquisitions de l'exercice 2018 avaient concerné Besix Park NV en Belgique et Dinercar Atres en Espagne.

Pour ces sociétés, le Groupe a procédé à l'évaluation de la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis conformément aux dispositions de la norme IFRS 3.

Les valeurs attribuées aux actifs et passifs identifiables de Besix Park NV, acquis aux dates de prise de contrôle en 2018, n'ont pas fait l'objet d'ajustements significatifs au cours de l'exercice 2019.

Le Groupe a finalisé la détermination des justes valeurs des actifs acquis et des passifs repris de Dinercar Atres. Le principal ajustement porte sur la valeur des immobilisations corporelles (-0,9 million d'euros). Le *goodwill* définitif à la date d'acquisition est de 0,7 million d'euros.

## **6. INFORMATIONS SECTORIELLES**

L'information sectorielle est présentée par zone géographique, conformément à l'organisation et au reporting interne du Groupe.

Les secteurs présentés sont les suivants : France, avec une distinction entre les activités d'exploitation et les activités du siège dites « Corporate », North America (USA, Canada), Europe Continentale (Allemagne, République Tchèque et Slovaquie jusqu'au mois de décembre 2018, Belgique, Luxembourg et Suisse), IBSA (Espagne, Brésil, Colombie et Panama) et MDS (Mobility Digital Solutions avec Indigo Weel et OPnGO), auquel est rattachée opérationnellement la coentreprise Smovengo. Pour le Groupe, chaque zone est un secteur opérationnel.

L'information sectorielle présentée est conforme à celle présentée à la Direction Générale du Groupe, ainsi qu'aux principaux décideurs opérationnels, aux fins de prises de décision concernant l'affectation de ressources et d'évaluation de la performance de chaque secteur. Elle est établie selon les mêmes principes comptables que ceux utilisés pour les états financiers consolidés du Groupe.

Le chiffre d'affaires de chaque secteur correspond aux revenus des parcs de stationnement, ainsi que des produits d'activités annexes tels que les redevances des installations commerciales.

Aucun client externe du Groupe ne représente à lui seul 10% ou plus du chiffre d'affaires consolidé du Groupe. Le chiffre d'affaires présenté par secteur dans les tableaux ci-dessous représente les produits provenant de clients externes.

La répartition du chiffre d'affaires par zone géographique est réalisée sur la base du pays où la prestation est réalisée.

31/12/2019  
(en millions d'euros)

	France	dont corporate (*)	dont exploitation	Europe continentale (hors Espagne)	North America (Canada, USA)	IBSA (Espagne, Brésil, Colombie, Panama)	Grand International (Russie***)	MDS (**)	Total
<b>Compte de résultat</b>									
<b>Chiffre d'affaires</b>	441,1	-	441,1	63,6	85,7	100,9	-	3,5	694,7
Chiffre d'affaires construction des filiales concessionnaires	14,6	-	14,6	-	-	-	-	-	14,6
<b>Total Chiffre d'affaires</b>	<b>455,7</b>	<b>-</b>	<b>455,7</b>	<b>63,6</b>	<b>85,7</b>	<b>100,9</b>	<b>-</b>	<b>3,5</b>	<b>709,4</b>
Produits des activités annexes	5,4	0,2	5,1210	3,0	-	0,4	-	0,1	8,9
Charges opérationnelles courantes	(219,8)	2,2	(222,1)	(34,1)	(66,9)	(61,2)	(0,0)	(13,8)	(395,8)
<b>EBITDA</b>	<b>241,2</b>	<b>2,5</b>	<b>238,8</b>	<b>32,5</b>	<b>18,8</b>	<b>40,1</b>	<b>(0,0)</b>	<b>(10,2)</b>	<b>322,4</b>
Dotations aux amortissements	(168,5)	0,5	(169,0)	(15,8)	(14,2)	(23,5)	-	(3,0)	(224,9)
Dotations nettes aux provisions non courantes et dépréciations d'actifs non courants	(15,7)	(0,0)	(15,7)	(0,2)	-	10,5	-	(4,8)	(10,1)
Autres éléments opérationnels	1,7	(1,8)	3,5	0,3	0,1	(2,5)	-	(0,4)	(0,8)
Paiements en actions (IFRS 2)	(2,3)	(0,0)	(2,3)	-	(1,3)	-	-	-	(3,7)
Résultat des sociétés mises en équivalence	(0,0)	-	(0,0)	1,5	7,3	(0,9)	-	(30,9)	(23,0)
Perte de valeur des <i>goodwill</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Effet de périmètre et résultat de cession de titres	3,5	-	3,5	0,3	2,3	(0,0)	-	-	6,1
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>59,9</b>	<b>1,2</b>	<b>58,8</b>	<b>18,6</b>	<b>13,1</b>	<b>23,8</b>	<b>(0,0)</b>	<b>(49,4)</b>	<b>66,0</b>
Coût de l'endettement financier net	(39,5)	(23,0)	(16,5)	(2,7)	(0,9)	(5,3)	-	(0,2)	(48,5)
Autres produits et charges financières	0,9	(0,0)	0,9	-	(0,1)	(3,1)	-	(0,0)	(2,3)
Impôts sur les bénéfices	2,8	(0,5)	3,3	(3,9)	(1,8)	(9,0)	(0,0)	1,4	(10,5)
<b>RESULTAT NET DE LA PERIODE (y compris intérêts minoritaires)</b>	<b>24,2</b>	<b>(22,3)</b>	<b>46,4</b>	<b>12,0</b>	<b>10,3</b>	<b>6,4</b>	<b>(0,0)</b>	<b>(48,2)</b>	<b>4,7</b>

<b>Tableau de flux de trésorerie</b>									
<b>Flux de trésorerie liés à l'activité</b>	<b>161,9</b>			<b>21,8</b>	<b>22,5</b>	<b>19,2</b>	<b>(0,0)</b>	<b>(6,2)</b>	<b>219,1</b>
Investissements opérationnels nets	(125,0)			(30,1)	(7,2)	(35,8)	-	(9,5)	(207,7)
Cash-flow libre après investissements opérationnels	<b>36,9</b>			<b>(8,4)</b>	<b>15,3</b>	<b>(16,7)</b>	<b>(0,0)</b>	<b>(15,7)</b>	<b>11,5</b>
Investissements financiers nets et impacts des variations de périmètre	(63,3)			(1,0)	2,7	(35,8)	(0,2)	(1,0)	(98,5)
Autres	(19,7)			(2,0)	0,1	3,1	-	(0,0)	(18,6)
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements</b>	<b>(208,1)</b>			<b>(33,1)</b>	<b>(4,4)</b>	<b>(68,6)</b>	<b>(0,2)</b>	<b>(10,4)</b>	<b>(324,8)</b>
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>109,2</b>			<b>2,5</b>	<b>(15,4)</b>	<b>24,2</b>	<b>-</b>	<b>(0,0)</b>	<b>120,5</b>
Autres variations (dont incidence des variations des cours de devises)	(0,0)			-	-	0,1	0,0	0,0	0,0

<b>Variation nette de trésorerie nette</b>	<b>63,1</b>			<b>(8,8)</b>	<b>2,7</b>	<b>(25,1)</b>	<b>(0,2)</b>	<b>(16,7)</b>	<b>14,9</b>
--	-------------	--	--	--------------	------------	---------------	--------------	---------------	-------------

<b>Bilan</b>									
Actifs non courants	2 209,8			413,6	185,2	357,9	-	(51,1)	3 115,8
Actifs courants	491,4			32,4	38,8	32,3	-	7,5	602,4
<b>Total actifs</b>	<b>2 701,6</b>			<b>446,1</b>	<b>224,0</b>	<b>390,1</b>	<b>-</b>	<b>(43,6)</b>	<b>3 718,2</b>
Passifs non courants	2 263,1			155,1	47,0	114,2	-	0,2	2 579,5
Passifs courants	381,9			43,6	23,0	63,5	-	61,2	573,2
<b>Total passifs hors capitaux propres</b>	<b>2 645,0</b>			<b>198,6</b>	<b>70,0</b>	<b>177,6</b>	<b>-</b>	<b>61,4</b>	<b>3 152,7</b>
Total Capitaux propres	56,1			247,5	154,0	212,5	0,0	(105,0)	565,5
<b>Total passifs</b>	<b>2 701,2</b>			<b>446,1</b>	<b>224,0</b>	<b>390,1</b>	<b>0,0</b>	<b>(43,6)</b>	<b>3 718,2</b>
<b>Endettement financier net</b>	<b>(1 848,8)</b>			<b>(130,2)</b>	<b>(16,2)</b>	<b>(107,6)</b>	<b>-</b>	<b>(42,6)</b>	<b>(2 145,5)</b>

(\*) Exclusivement structure holding Indigo Group

(\*\*) Mobility and Digital Solutions

(\*\*\*) Liquidation des sociétés Mosparkingvest et Russia Parkinvest

31/12/2018  
(en millions d'euros)

	France	dont corporate (*)	dont exploitation	Europe continentale (hors Espagne)	NAUK (Royaume- Uni, Canada, USA)	IBSA (Espagne, Brésil, Colombie, Panama)	Grand International (Qatar, Russie)(**)	MDS (**)	Total
<b>Compte de résultat</b>									
<b>Chiffre d'affaires retraité (**)</b>	434,8	-	434,8	64,1	125,5	109,7	0,1	2,8	737,0
Chiffre d'affaires construction des filiales concessionnaires	28,0	-	28,0	-	-	-	-	-	28,0
<b>Total Chiffre d'affaires</b>	<b>462,8</b>	<b>-</b>	<b>462,8</b>	<b>64,1</b>	<b>125,5</b>	<b>109,7</b>	<b>0,1</b>	<b>2,8</b>	<b>765,0</b>
Produits des activités annexes	5,4	0,0	5,3750	2,0	0,6	1,6	0,0	-	9,7
Charges opérationnelles courantes	(229,5)	2,1	(231,6)	(38,7)	(108,9)	(91,4)	(0,1)	(10,4)	(479,1)
<b>EBITDA</b>	<b>238,7</b>	<b>2,1</b>	<b>236,6</b>	<b>27,5</b>	<b>17,2</b>	<b>19,9</b>	<b>(0,1)</b>	<b>(7,6)</b>	<b>295,5</b>
Dotations aux amortissements	(149,3)	(0,0)	(149,3)	(10,4)	(6,9)	(21,3)	-	(5,1)	(193,0)
Dotations nettes aux provisions non courantes et dépréciations d'actifs non courants	(6,5)	(0,0)	(6,5)	(0,2)	0,1	(9,6)	-	(0,0)	(16,2)
Autres éléments opérationnels	1,8	0,0	1,8	(0,3)	0,1	25,2	-	(1,7)	25,1
Paievements en actions (IFRS 2)	-	-	-	-	(2,8)	-	-	-	(2,8)
Résultat des sociétés mises en équivalence	(0,4)	-	(0,4)	1,4	7,1	(0,0)	2,8	(26,8)	(15,8)
Perte de valeur des goodwill	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Effet de périmètre et résultat de cession de titres	101,2	(44,4)	145,6	(0,9)	(0,7)	-	-	-	99,6
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>185,4</b>	<b>(42,3)</b>	<b>227,7</b>	<b>17,2</b>	<b>14,1</b>	<b>14,2</b>	<b>2,7</b>	<b>(41,2)</b>	<b>192,4</b>
Coût de l'endettement financier net	(53,2)	(35,4)	(17,8)	(1,8)	(1,5)	(3,9)	0,0	(0,1)	(60,5)
Autres produits et charges financières	(0,9)	(0,0)	(0,9)	(0,0)	(0,1)	(5,4)	-	(0,0)	(6,4)
Impôts sur les bénéfices	(29,5)	(2,0)	(27,4)	(4,7)	(1,2)	(6,9)	(0,0)	0,0	(42,3)
<b>RESULTAT NET DE LA PERIODE (y compris intérêts minoritaires)</b>	<b>101,8</b>	<b>(79,7)</b>	<b>181,5</b>	<b>10,7</b>	<b>11,3</b>	<b>(2,1)</b>	<b>2,7</b>	<b>(41,3)</b>	<b>83,2</b>

<b>Tableau de flux de trésorerie</b>									
<b>Flux de trésorerie liés à l'activité</b>	<b>174,8</b>			<b>20,7</b>	<b>18,1</b>	<b>24,3</b>	<b>(0,1)</b>	<b>(6,2)</b>	<b>231,6</b>
Investissements opérationnels nets	(144,0)			(7,2)	(5,1)	(30,5)	-	(5,0)	(191,7)
Cash-flow libre après investissements opérationnels	30,8			13,5	13,0	(6,2)	(0,1)	(11,2)	39,9
Investissements financiers nets et impacts des variations de périmètre	126,5			1,3	(1,1)	(7,5)	-	(1,0)	118,2
Autres	1,7			(0,0)	(0,1)	(2,1)	-	(35,7)	(36,3)
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements</b>	<b>(15,8)</b>			<b>(5,8)</b>	<b>(6,3)</b>	<b>(40,2)</b>	<b>-</b>	<b>(41,7)</b>	<b>(109,7)</b>
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>47,8</b>			<b>(13,0)</b>	<b>(12,2)</b>	<b>6,9</b>	<b>0,3</b>	<b>-</b>	<b>29,8</b>
Autres variations (dont incidence des variations des cours de devises)	(33,2)			0,2	0,5	1,1	(0,0)	35,5	4,1
<b>Variation nette de trésorerie nette</b>	<b>173,6</b>			<b>2,0</b>	<b>0,1</b>	<b>(7,9)</b>	<b>0,2</b>	<b>(12,4)</b>	<b>155,7</b>

<b>Bilan</b>									
Actifs non courants	1 920,7			432,3	160,4	214,9	(0,2)	(21,3)	2 706,9
Actifs courants	479,1			25,0	28,4	25,4	0,2	9,9	568,0
<b>Total actifs</b>	<b>2 399,8</b>			<b>457,4</b>	<b>188,8</b>	<b>240,3</b>	<b>0,1</b>	<b>(11,4)</b>	<b>3 274,9</b>
Passifs non courants	1 898,1			100,3	28,1	69,9	-	0,2	2 096,6
Passifs courants	385,0			29,8	9,3	63,1	0,0	43,0	530,2
<b>Total passifs hors capitaux propres</b>	<b>2 283,1</b>			<b>130,1</b>	<b>37,4</b>	<b>133,0</b>	<b>0,0</b>	<b>43,1</b>	<b>2 626,8</b>
Total Capitaux propres	116,7			327,2	151,3	107,3	0,1	(54,5)	648,1
<b>Total passifs</b>	<b>2 399,8</b>			<b>457,4</b>	<b>188,8</b>	<b>240,3</b>	<b>0,1</b>	<b>(11,4)</b>	<b>3 274,9</b>
<b>Endettement financier net</b>	<b>(1 488,8)</b>			<b>(59,8)</b>	<b>(0,7)</b>	<b>(56,8)</b>	<b>0,2</b>	<b>(27,2)</b>	<b>(1 633,1)</b>

(\*) Exclusivement structure holding Indigo Group

(\*\*) Mobility and Digital Solutions

(\*\*\*) Déconsolidation de la société de droit qatari QDVP P.Q.S.C. au 1<sup>er</sup> janvier

## 7. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

### 7.1 Charges opérationnelles courantes

(en millions d'euros)

	31/12/2019	31/12/2018
Achats consommés	(33,5)	(36,2)
Services extérieurs	(196,0)	(204,1)
Personnel intérimaire	(7,3)	(8,5)
Sous-traitance	(23,6)	(31,1)
Charges de construction pour les sociétés concessionnaires	(14,6)	(28,0)
Impôts et taxes	(31,8)	(28,5)
Charges de personnel (*)	(187,6)	(199,4)
Impact relatif au traitement comptable des locations fixes (IFRS 16)	33,0	-
Impact relatif au traitement comptable des redevances fixes (IFRIC 12)	67,7	56,7
Autres éléments opérationnels courants	(2,1)	(0,0)
<b>Total</b>	<b>(395,8)</b>	<b>(479,1)</b>

(\*) Y compris provisions pour retraites

### 7.2 Dotations aux amortissements

Les dotations nettes aux amortissements s'analysent de la façon suivante :

(en millions d'euros)

	31/12/2019	31/12/2018
Immobilisations incorporelles	(10,7)	(13,6)
Immobilisations incorporelles du domaine concédé	(54,5)	(59,2)
Impact relatif au traitement comptable des redevances fixes (IFRIC 12)	(64,9)	(54,3)
Immobilisations corporelles et immobilisations corporelles du domaine concédé	(61,6)	(65,9)
Impact relatif au traitement comptable des locations fixes (IFRS 16)	(33,3)	-
Immeubles de placement	-	-
<b>Total</b>	<b>(224,9)</b>	<b>(193,0)</b>

### 7.3 Dotations nettes aux provisions et dépréciations d'actifs non courants

Les dotations nettes aux provisions et dépréciations d'actifs non courants font partie intégrante de l'exploitation courante de la société et s'analysent comme suit :

	31/12/2019			
	Provisions pour pertes sur contrats déficitaires	Autres provisions pour risques et charges non courantes	Dépréciations d'actifs	Total
Dotations nettes non courantes	0,3	(0,5)	(10,0)	(10,1)
<b>Total</b>	<b>0,3</b>	<b>(0,5)</b>	<b>(10,0)</b>	<b>(10,1)</b>

  

	31/12/2018			
	Provisions pour pertes sur contrats déficitaires	Autres provisions pour risques et charges non courantes	Dépréciations d'actifs	Total
Dotations nettes non courantes	(1,6)	(8,9)	(5,7)	(16,2)
<b>Total</b>	<b>(1,6)</b>	<b>(8,9)</b>	<b>(5,7)</b>	<b>(16,2)</b>

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, les dotations nettes aux provisions et dépréciations d'actifs non courants intègrent des reprises nettes de provisions sur risques non courants pour 0,9 million d'euros.

## 7.4 Autres éléments opérationnels

En 2019, les autres éléments opérationnels s'élèvent à -0,8 million d'euros contre +25,1 millions d'euros en 2018. La variation est expliquée par un ajustement, en 2018, de la juste valeur du *Put* AGE pour +26,5 millions d'euros.

## 7.5 Paiements en actions (IFRS 2)

Les charges liées aux paiements en actions s'élèvent à -3,7 millions d'euros pour l'exercice 2019 (contre -2,8 millions d'euros au titre de l'exercice 2018) et concernent notamment le plan d'actions fantômes mis en place au Canada pour 1,3 million d'euros et l'impact de l'abondement du FCPE pour 2,3 millions d'euros.

## 7.6 Charges et produits financiers

Les charges et produits financiers se répartissent par catégorie comptable d'actifs et de passifs de la façon suivante :

(en millions d'euros)	31/12/2019				
	Charges et produits financiers constatés en résultat				Charges et produits financiers constatés en capitaux propres
	Coût de l'endettement financier net	Autres produits financiers (1)	Autres charges financières (2)	Autres produits et charges financiers (1)+(2)	
Passifs évalués au coût amorti	(39,0)	-		-	
Impact relatif au traitement comptable des redevances fixes (IFRIC 12)	(6,6)	-		-	
Impact relatif au traitement comptable des locations fixes (IFRS 16)	(4,3)			-	
Actifs et passifs évalués à la juste valeur par résultat	-	-		-	
Dérivés qualifiés de couverture : actifs et passifs	-	-		-	
Dérivés évalués à la juste valeur par résultat : actifs et passifs	0,3	-		-	1,3
Autres	1,1	-		-	
Résultat de change	-	1,8	(1,2)	0,7	
Coûts d'actualisation	-	-	(3,6)	(3,6)	
Coûts d'emprunts immobilisés	-	0,6	-	0,6	
Total résultat financier	(48,5)	2,4	(4,7)	(2,3)	1,3

L'application d'IFRS 16 au 1<sup>er</sup> janvier 2019 a conduit le Groupe à constater en coût de l'endettement financier net des charges financières associées aux dettes sur les contrats de location à loyers fixes pour un montant total de 4,3 millions d'euros.

Les coûts d'actualisation comprennent, à hauteur de 2,5 millions d'euros, la désactualisation des passifs correspondant aux engagements de rachat des titres détenus par les actionnaires d'AGE jusqu'au 27 décembre 2019 (2,4 millions d'euros) et de West Park (0,1 million d'euros).

Les autres produits financiers intègrent par ailleurs les coûts d'emprunts immobilisés qui s'élèvent à 0,6 million d'euros en 2019.

(en millions d'euros)	31/12/2018				Charges et produits financiers constatés en capitaux propres
	Charges et produits financiers constatés en résultat				
	Coût de l'endettement financier net	Autres produits financiers (1)	Autres charges financières (2)	Total Autres charges et produits financiers (1)+(2)	
Passifs évalués au coût amorti	(35,9)	-		-	
Traitement comptable des redevances fixes	(7,9)	-		-	
Actifs et passifs évalués à la juste valeur par résultat	-	-		-	
Dérivés qualifiés de couverture : actifs et passifs	-	-		-	
Dérivés évalués à la juste valeur par résultat : actifs et passifs	1,9	-		-	(0,2)
Autres	(18,7)	-		-	
Résultat de change	-	1,4	(2,0)	(0,7)	
Coûts d'actualisation	-	-	(6,3)	(6,3)	
Coûts d'emprunts immobilisés	-	0,6	-	0,6	
Total résultat financier	(60,5)	2,0	(8,4)	(6,4)	(0,2)

Les charges et produits associés aux instruments financiers dérivés de couverture s'analysent de la manière suivante :

(en millions d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
Intérêts nets des instruments dérivés qualifiés de couverture de juste valeur	0,4	1,9
Variation de valeur des instruments dérivés qualifiés de couverture de juste valeur	(3,2)	1,3
Variation de valeur des dettes financières couvertes en juste valeur	3,2	(1,3)
Réserve transférée en résultat au titre des couvertures de flux de trésorerie	0,0	-
Inefficacité des couvertures de flux de trésorerie	(0,0)	-
<b>Résultats des instruments dérivés de couverture</b>	<b>0,3</b>	<b>1,9</b>



## 7.7 Impôts sur les bénéfices

### 7.7.1 Analyse de la charge nette d'impôts

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2019	31/12/2018
Impôts courants	(32,5)	(56,7)
Impôts différés	22,1	14,4
<i>dont différences temporaires</i>	22,1	14,4
<i>dont variations de taux d'impôt et autres</i>	-	-
<i>dont déficits et crédits d'impôt</i>	-	(0,1)
<b>Total Impôts sur les bénéfices (1)</b>	<b>(10,5)</b>	<b>(42,3)</b>
<b>Total Impôts sur les bénéfices Impacts des changements de taux (2)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Impôts sur les bénéfices (1) + (2)</b>	<b>(10,5)</b>	<b>(42,3)</b>

Il est rappelé que les évolutions des lois de finances adoptées en fin d'année 2019 dans différents pays dans lesquels le Groupe opère, ont conduit à une réévaluation des impôts différés du Groupe, qui s'est traduite dans les comptes consolidés annuels clos le 31 décembre 2019 par la constatation d'un produit net de 3,3 millions d'euros.

En 2019, la charge nette totale d'impôts s'élève à 10,5 millions d'euros (42,3 millions d'euros en 2018).

### 7.7.2 Taux d'impôt effectif

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2019	31/12/2018
Résultat avant impôt et résultats des sociétés mises en équivalence	38,2	141,3
Taux d'imposition théorique en vigueur en France	34,43%	34,43%
<b>Impôt théorique attendu</b>	<b>(13,1)</b>	<b>(48,6)</b>
Incidence sur la charge d'impôt du résultat taxé à taux réduit	-	-
Incidence sur la charge d'impôt de la variation de périmètre	0,7	30,8
Incidence des déficits reportables et autres différences temporaires non reconnu ou ayant fait antérieurement l'objet d'une limitation	0,3	(16,1)
Différentiel de taux sur résultat étranger	3,1	3,4
Différences permanentes et divers écarts	(1,5)	(11,6)
<b>Impôt effectivement constaté hors Impact du changement de taux (1)</b>	<b>(10,5)</b>	<b>(42,3)</b>
Taux d'impôt effectif (*)	27,56%	29,93%
Impôt sur les sociétés - Impact du changement de taux (2)		-
<b>Total Impôt effectivement constaté y compris Impact du changement de taux (1) + (2)</b>	<b>(10,5)</b>	<b>(42,3)</b>
Taux d'impôt effectif (**)	27,56%	29,93%

(\*) hors impact des changements de taux

(\*\*) y compris impact des changements de taux

Les sociétés du Groupe Indigo sont intégrées au groupe fiscal dont la société tête de groupe est Infra Foch TopCo. Le taux d'imposition théorique du groupe Indigo Group est de 34,43% et correspond au taux de droit commun en France au 31 décembre 2019.

Le taux d'impôt effectif ressort à 27,56% sur la période clôturée au 31 décembre 2019.

Ce taux d'impôt effectif intègre notamment les effets de la non-activation des déficits fiscaux propres de la société Indigo Group, compte tenu de l'absence de perspective de résultat fiscal positif pour la Société dont le résultat est principalement constitué des dividendes reçus de la part de ses filiales, non taxables, alors que la Société supporte le coût de financement de ses participations.

L'intégration fiscale étant réalisée au niveau d'Infra Foch Topco, les impôts payés (65,1 millions d'euros) n'intègrent donc pas l'économie d'impôt générée par Indigo Group et ses filiales qui s'élève à 22,2 millions euros.

L'évolution du taux est principalement expliquée par l'utilisation en 2019 des déficits fiscaux générés en 2018 et par l'absence, en 2019, de plus-value de cession comparable à celle constatée en 2018 sur la cession des filiales britanniques, slovaque et allemande.

### 7.7.3 Analyse des actifs et passifs d'impôts différés

		Variations			
(en millions d'euros)	31/12/2019	Résultat	Capitaux propres	Autres	31/12/2018
Impôts différés actifs					
Déficits reportables et crédits d'impôts	31,8	(8,0)	(0,2)	(0,2)	40,3
Engagements de retraites	5,2	0,7	(0,8)	-	5,2
Différences temporelles sur provisions	16,8	12,0	0,1	(0,0)	4,7
Mise à la juste valeur des instruments financiers	0,9	0,3	-	-	0,6
Redevances	3,5	(0,2)	-	-	3,7
Loyers fixes	1,2	1,9	0,0	(1,2)	0,6
Immobilisations	28,7	(0,8)	0,0	8,1	21,3
Autres	12,0	1,7	(0,1)	0,9	10,8
Total	99,9	7,5	(1,0)	7,6	87,1
Impôts différés passifs					
Déficits reportables et crédits d'impôts	-	-	-	-	-
Engagements de retraites	-	0,1	-	-	(0,1)
Différences temporelles sur provisions	(0,0)	(0,0)	-	-	(0,0)
Mise à la juste valeur des instruments financiers	(1,5)	(0,6)	(0,0)	-	(0,9)
Locations financements	-	-	-	1,2	(1,2)
Immobilisations	(150,9)	15,9	(0,3)	(23,1)	(143,5)
Autres	(1,8)	(0,6)	(0,0)	1,4	(2,6)
Total	(154,2)	14,8	(0,3)	(20,4)	(148,3)
Solde net des impôts différés actifs et passifs avant dépréciation					
	(54,3)	22,3	(1,3)	(14,2)	(61,2)
Ecrêtement	(41,7)	(0,2)	0,3	(0,0)	(41,8)
Impôts différés nets	(96,0)	22,1	(1,0)	(14,2)	(102,9)

#### **7.7.4 Impôts différés non reconnus**

Les actifs d'impôts différés non reconnus du fait du caractère incertain de leur récupération représentent un montant de 41,7 millions d'euros au 31 décembre 2019 contre 41,8 millions d'euros au 31 décembre 2018. Ils concernent Indigo Group et certaines de ses filiales françaises à hauteur de 26,9 millions d'euros (dont 18,0 millions d'euros au titre de leurs déficits reportables) et des filiales étrangères pour 14,8 millions d'euros (dont 13,9 millions au titre de leurs déficits reportables).

#### **7.8 Résultat par action**

Pour l'exercice présenté :

- le nombre moyen d'actions ordinaires utilisé dans le calcul du résultat de base par action s'élève à 160 044 282 actions ;
- la Société ne possède pas d'actions d'autocontrôle ;
- il n'existe pas d'instruments financiers ayant un effet dilutif.

Ainsi durant l'exercice 2019, le montant du résultat dilué par action est identique à celui du résultat de base par action qui s'élève à 0,02 euro par action.

## 8. NOTES RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

### 8.1 Passage de l'EBITDA au *Free Cash-Flow*

(en millions d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
<b>EBITDA</b>	<b>322,4</b>	<b>295,5</b>
Eléments de trésorerie liés à l'activité sans impact sur l'EBITDA	(0,7)	(1,3)
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de financement et impôts (*)</b>	<b>321,7</b>	<b>294,2</b>
Variations du BFR et provisions courantes	(9,3)	13,8
Redevances fixes (IFRIC 12 - cf.note 8.4)	(67,7)	(56,7)
dont intérêts nets payés	(6,6)	(7,9)
dont investissements en immobilisations du domaine concédés sur nouveaux contrats	(77,6)	(60,4)
dont investissements en immobilisations du domaine concédés sur portefeuille existant	(3,4)	1,6
dont nouveaux emprunts	77,6	60,4
dont remboursements d'emprunts	(57,7)	(50,3)
Loyers fixes (IFRS 16 - cf. note 4)	(33,0)	-
dont intérêts nets payés	(3,4)	-
dont investissements en immobilisations corporelles et incorporelles	(16,8)	-
dont nouveaux emprunts	16,3	-
dont remboursements d'emprunts	(29,0)	-
Investissements de maintenance (engagés)	(19,4)	(21,0)
<b>Free Cash-Flow</b>	<b>192,3</b>	<b>230,4</b>

(\*) Correspond à la « Capacité d'autofinancement avant coût de financement et impôts » telle que présentée dans le tableau de flux de trésorerie consolidé

### 8.2 Cash Conversion Ratio

Le *cash conversion ratio* (cf. note 3.4.4) correspond au Free Cash-Flow analysé en 8.1 ci-dessus rapporté à l'EBITDA. Il s'établit à 59,6% en 2019 (et 66,4% avant l'application d'IFRS 16) contre 78,0% en 2018. La baisse du *cash conversion ratio* est structurellement liée à l'application de la norme IFRS 16 et exceptionnellement à l'anticipation du paiement des dettes d'exploitation (BFR) en France pour faciliter la migration de l'outil comptable.

### 8.3 Analyse des flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement

(en millions d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
Investissements en immobilisations corporelles et incorporelles	(87,3)	(73,6)
dont impact relatif au traitement des loyers fixes (IFRS 16)	(16,8)	
Cession des immobilisations corporelles et incorporelles	0,8	1,5
dont impact relatif au traitement des loyers fixes (IFRS 16)	(0,0)	
Investissements en immobilisations du domaine concédés (net de subventions reçues)	(128,6)	(120,2)
dont impact relatif au traitement des redevances fixes sur nouveaux contrats (IFRIC 12)	(77,6)	(60,4)
dont impact relatif au traitement des redevances fixes sur portefeuille existant (IFRIC 12)	(3,4)	1,6
Variation des créances financières sur Concessions	7,4	0,6
<b>Investissements (nets de cession) (*)</b>	<b>(207,7)</b>	<b>(191,7)</b>
dont Impact net relatif au traitement des redevances et loyers fixes	(97,8)	(58,8)
<b>Investissements opérationnels (nets de cession) hors impact traitement des redevances fixes et loyers fixes</b>	<b>(110,4)</b>	<b>(132,9)</b>
dont investissements de développement (engagés)	(97,2)	(97,1)
dont investissements de maintenance parcs (engagés)	(19,4)	(21,0)
dont autres investissements de maintenance (engagés)	(1,0)	(3,9)
dont variations des dettes et créances sur immobilisations	7,3	(10,9)

(\*) Correspond aux Investissements opérationnels (nets de cession) tels que présentés dans le tableau de flux de trésorerie consolidé

Dans le cadre du suivi de sa performance, le Groupe distingue dans ses investissements les investissements de maintenance et les investissements de développement.

Les investissements de maintenance (parcs et autres) comprennent principalement les investissements visant à maintenir les actifs aux normes et technologies actuelles.

Les investissements de développement correspondent à l'acquisition, la construction ou le renouvellement de parcs.

#### **8.4 Impact relatif au traitement des redevances fixes payées aux concédants (IFRIC 12)**

Dans le cadre de ses contrats de concession, le Groupe s'engage à payer au concédant une redevance annuelle d'exploitation au titre de l'occupation et de l'usage du domaine public. Le Groupe capitalise les redevances fixes dans son bilan sous la forme d'un actif amortissable sur la durée du contrat au titre du droit d'utiliser le domaine public en contrepartie d'un passif au titre de l'engagement à payer ces redevances.

Ce traitement comptable des redevances fixes, décrit en détail en note 3.3.4 « Règles et méthode d'évaluation – Contrats de concession » des comptes consolidés 2019, se traduit dans les comptes consolidés du Groupe par :

- la comptabilisation d'une immobilisation incorporelle correspondant à l'activation au bilan des redevances pour leur montant actualisé, cette dernière étant amortie de façon linéaire sur la durée du contrat,
- la comptabilisation d'un passif financier au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, réduit chaque année du fait du paiement des redevances fixes et générant un coût de désactualisation comptabilisé en coût de l'endettement financier.

Dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, l'impact du retraitement des redevances fixes payées aux concédants au titre de l'exercice 2019 pour un total de 67,7 millions d'euros (contre 56,7 millions d'euros au 31 décembre 2018) s'analyse comme suit :

- un flux de décaissement de 61,1 millions d'euros au titre de l'exercice 2019 (contre 48,8 millions d'euros au 31 décembre 2018) correspondant à l'amortissement financier de la période et présenté dans le tableau de flux de trésorerie en ligne remboursement d'emprunts relatifs au traitement comptable des redevances fixes, cette dernière représentant un total de 57,7 millions d'euros au titre de l'exercice 2019 (contre 50,3 millions d'euros au 31 décembre 2018) après prise en compte des remboursements nets associés aux sorties ou amendements des contrats à hauteur de 3,4 millions d'euros (contre -1,6 million d'euros au 31 décembre 2018),
- un flux de décaissement correspondant aux frais financiers nets liés au coût de désactualisation de 6,6 millions d'euros au titre de l'exercice 2019 (contre 7,9 millions d'euros au 31 décembre 2018) et présenté dans le tableau des flux de trésorerie en ligne intérêts financiers nets payés.

#### **8.5 Impact relatif au traitement des loyers fixes (IFRS 16)**

Dans le tableau des flux de trésorerie consolidé l'impact du retraitement des loyers fixes payés aux bailleurs au 31 décembre 2019 (33,0 millions d'euros) associé au changement de méthode IFRS 16 s'analyse principalement comme suit :

- un flux de décaissement de 29,0 millions d'euros au 31 décembre 2019 correspondant à l'amortissement financier de la période et présenté au tableau des flux de trésorerie en ligne remboursement d'emprunts relatifs au traitement comptable des loyers fixes.
- un flux de décaissement correspondant aux frais financiers nets liés au coût de désactualisation de 3,4 millions d'euros au titre du 31 décembre 2019 et présenté au tableau des flux de trésorerie en ligne intérêts financiers nets payés.

## 9. NOTES RELATIVES AU BILAN

### 9.1 Immobilisations incorporelles du domaine concédé

(en millions d'euros)

Valeur brute	
<b>Au 01/01/2018</b>	<b>1 397,3</b>
Acquisitions de l'exercice	28,6
Sorties de l'exercice	(61,4)
Investissements nets relatifs au traitement comptable des redevances fixes (IFRIC 12)	21,3
Variations de périmètre	(33,5)
Autres mouvements	0,9
<b>Au 31/12/2018</b>	<b>1 353,2</b>
Acquisitions de l'exercice	15,2
Sorties de l'exercice	(34,9)
Investissements nets relatifs au traitement comptable des redevances fixes (IFRIC 12)	69,2
Variations de périmètre	111,2
Autres mouvements	2,3
<b>Au 31/12/2019</b>	<b>1 516,2</b>

Amortissements et pertes de valeur	
<b>Au 01/01/2018</b>	<b>(322,7)</b>
Amortissements de la période	(73,2)
Sorties de l'exercice	59,4
Pertes de valeur	(0,4)
Variations de périmètre	34,7
Autres mouvements	0,2
<b>Au 31/12/2018</b>	<b>(301,9)</b>
Amortissements de la période	(120,2)
Sorties de l'exercice	34,2
Pertes de valeur	(0,6)
Variations de périmètre	(3,2)
Autres mouvements	14,4
<b>Au 31/12/2019</b>	<b>(377,3)</b>

Valeur nette	
<b>Au 01/01/2018</b>	<b>1 074,6</b>
<b>Au 31/12/2018</b>	<b>1 051,4</b>
<b>Au 31/12/2019</b>	<b>1 138,9</b>

Les principales caractéristiques des contrats de concession et de Partenariat Public Privé relevant du modèle incorporel et du modèle mixte sont décrites en note 3.3.4 « Notes sur les principales caractéristiques des contrats de concession » des comptes consolidés au 31 décembre 2019.

### 9.2 Immobilisations du domaine concédé en location-financement

Au 31 décembre 2018, les immobilisations incorporelles détenues au travers des contrats de location-financement représentaient un montant net de 2,4 millions d'euros. Celles-ci sont désormais présentées dans les droits d'usage, à la suite de l'application de la norme IFRS 16 au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

### 9.3 Goodwill

Les variations au cours de la période s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
<b>Valeur nette à l'ouverture</b>	<b>772,4</b>	<b>797,8</b>
<i>Goodwill</i> constaté dans l'exercice	51,8	25,7
Pertes de valeur	-	-
Ecart de conversion	3,7	(3,7)
Sorties de périmètre	-	(47,3)
Autres mouvements	0,4	-
<b>Valeur nette à la clôture</b>	<b>828,3</b>	<b>772,4</b>

Au 31 décembre 2019, le *goodwill* se répartit comme suit par segment :

• France	528,9 millions d'euros
• Europe continentale	186,7 millions d'euros
• North America (NA)	69,2 millions d'euros
• IBSA	43,5 millions d'euros
• Mobility and Digital Solutions	0,0 million d'euros
	<b>828,3 millions d'euros</b>

Les 51,8 millions d'euros de *goodwill* constaté en 2019 sont principalement liés à :

- L'acquisition de Spie autocité, qui a généré un *goodwill* de 45,2 millions d'euros
- La prise de contrôle de West Park, au Canada, qui a mené à reconnaître un *goodwill* de 5,7 millions d'euros
- L'acquisition de la société Parc Opéra qui a conduit le groupe à comptabiliser un *goodwill* de 1,8 million d'euros
- La modification du *goodwill* de Dinercar Atres, société Espagnole acquise en juillet 2018 (cf. note 5.2) pour -0,9 million d'euros. Cette correction a été réalisée dans les 12 mois suivant l'acquisition de la société.

#### 9.4 Autres immobilisations incorporelles

Les variations au cours de la période s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Logiciels	Brevets Licences et autres	Total
<b>Valeur brute</b>			
<b>Au 01/01/2018</b>	<b>26,2</b>	<b>26,3</b>	<b>52,5</b>
Acquisitions de l'exercice	7,2	23,2	30,5
Sorties de l'exercice	(0,5)	(0,6)	(1,1)
Variations de périmètre	(3,1)	(11,8)	(14,9)
Autres mouvements	1,0	1,4	2,3
<b>Au 31/12/2018</b>	<b>30,8</b>	<b>38,5</b>	<b>69,3</b>
Acquisitions de l'exercice	9,9	12,4	22,3
Sorties de l'exercice	(2,6)	(0,8)	(3,4)
Variations de périmètre	(0,1)	(1,2)	(1,3)
Autres mouvements	0,1	6,0	6,1
<b>Au 31/12/2019</b>	<b>38,1</b>	<b>54,9</b>	<b>92,9</b>
<b>Amortissements et pertes de valeur</b>			
<b>Au 01/01/2018</b>	<b>(12,4)</b>	<b>(9,4)</b>	<b>(21,8)</b>
Amortissements de la période	(7,4)	(6,2)	(13,6)
Dotations de pertes de valeur	(1,3)	0,0	(1,3)
Reprises de perte de valeurs	0,1	0,0	0,1
Sorties de l'exercice	0,2	0,5	0,8
Variations de périmètre	2,2	10,3	12,5
Autres mouvements	0,4	0,4	0,8
<b>Au 31/12/2018</b>	<b>(18,2)</b>	<b>(4,3)</b>	<b>(22,5)</b>
Amortissements de la période	(5,4)	(5,3)	(10,7)
Dotations de pertes de valeur	(0,2)	(0,0)	(0,3)
Reprises de perte de valeurs	2,7	0,0	2,7
Sorties de l'exercice	1,3	0,4	1,6
Variations de périmètre	0,1	(0,2)	(0,1)
Autres mouvements	0,0	(1,1)	(1,1)
<b>Au 31/12/2019</b>	<b>(19,7)</b>	<b>(10,6)</b>	<b>(30,3)</b>
<b>Valeur nette</b>			
<b>Au 01/01/2018</b>	<b>13,8</b>	<b>16,9</b>	<b>30,7</b>
<b>Au 31/12/2018</b>	<b>12,6</b>	<b>34,2</b>	<b>46,8</b>
<b>Au 31/12/2019</b>	<b>18,3</b>	<b>44,3</b>	<b>62,6</b>



## 9.5 Immobilisations corporelles

### 9.5.1 Variation au cours de l'exercice

(en millions d'euros)

	Immobilisations d'exploitation du domaine concedé	Terrains	Constructions	Matériels, Installations techniques et agencements	Droits d'Usage	Total
<b>Valeur brute</b>						
<b>Au 01/01/2018</b>	<b>199,6</b>	<b>18,4</b>	<b>452,9</b>	<b>75,4</b>	<b>-</b>	<b>746,3</b>
Acquisitions de l'exercice	31,4	0,8	22,2	13,5	-	67,9
Sorties de l'exercice	(26,7)	(0,1)	(15,0)	(11,2)	-	(52,9)
Variations de périmètre	(3,9)	(0,1)	(1,6)	(0,2)	-	(5,7)
Autres mouvements	(1,6)	(0,0)	(6,3)	(0,2)	-	(8,2)
<b>Au 31/12/2018</b>	<b>198,8</b>	<b>19,1</b>	<b>452,2</b>	<b>77,2</b>	<b>-</b>	<b>747,3</b>
Acquisitions de l'exercice	31,9	-	17,3	16,2	16,4	81,8
Sorties de l'exercice	(22,9)	-	(1,6)	(5,3)	(1,5)	(31,3)
Droits d'usage changement méthode IFRS 16	(1,7)	-	(8,7)	-	199,0	188,5
Variations de périmètre	19,7	0,3	66,1	5,4	4,7	96,1
Autres mouvements	(8,8)	0,3	(0,7)	1,0	(1,2)	(9,4)
<b>Au 31/12/2019</b>	<b>217,0</b>	<b>19,6</b>	<b>524,5</b>	<b>94,4</b>	<b>217,4</b>	<b>1 073,0</b>

<b>Amortissements et pertes de valeur</b>						
<b>Au 01/01/2018</b>	<b>(30,5)</b>	<b>-</b>	<b>(43,9)</b>	<b>(21,2)</b>	<b>-</b>	<b>(95,5)</b>
Amortissements de la période	(31,3)	-	(19,4)	(15,2)	-	(65,9)
Pertes de valeur	(3,0)	-	(1,5)	0,4	-	(4,2)
Sorties de l'exercice	26,6	-	13,9	7,3	-	47,7
Variations de périmètre	3,8	-	0,6	5,0	-	9,4
Autres mouvements	(0,8)	-	0,7	0,4	-	0,3
<b>Au 31/12/2018</b>	<b>(35,2)</b>	<b>-</b>	<b>(49,6)</b>	<b>(23,4)</b>	<b>-</b>	<b>(108,1)</b>
Amortissements de la période	(29,3)	-	(18,4)	(13,6)	(33,7)	(95,0)
Pertes de valeur	(3,9)	(0,1)	(1,1)	(6,7)	-	(11,8)
Sorties de l'exercice	19,3	-	0,8	4,1	1,5	25,7
Droits d'usage changement méthode IFRS 16	0,2	-	4,8	-	(5,0)	
Variations de périmètre	(3,0)	-	0,1	(1,2)	-	(4,1)
Autres mouvements	2,1	-	0,3	(0,6)	(0,2)	1,6
<b>Au 31/12/2019</b>	<b>(49,7)</b>	<b>(0,1)</b>	<b>(63,2)</b>	<b>(41,4)</b>	<b>(37,4)</b>	<b>(191,8)</b>

<b>Valeur nette</b>						
<b>Au 01/01/2018</b>	<b>169,1</b>	<b>18,4</b>	<b>408,9</b>	<b>54,3</b>	<b>-</b>	<b>650,7</b>
<b>Au 31/12/2018</b>	<b>163,6</b>	<b>19,1</b>	<b>402,6</b>	<b>53,9</b>	<b>-</b>	<b>639,1</b>
<b>Au 31/12/2019</b>	<b>167,3</b>	<b>19,5</b>	<b>461,3</b>	<b>53,0</b>	<b>180,0</b>	<b>881,2</b>

Au 31 décembre 2019, les immobilisations corporelles comprennent des immobilisations en cours pour 41,3 millions d'euros (contre 40,5 millions d'euros au 31 décembre 2018).

### 9.5.2 Immobilisations corporelles en location-financement

Au 31 décembre 2018, les immobilisations corporelles détenues au travers des contrats de location-financement représentaient un montant net de 5,5 millions d'euros. Celles-ci sont désormais présentées dans les droits d'usage, à la suite de l'application d'IFRS 16 et représentent 2,2 millions d'euros au 31 décembre 2019.

Au 31 décembre 2019, les droits d'usage représentent un montant net de 177,8 millions d'euros contre 182,7 millions d'euros au 1<sup>er</sup> janvier 2019 (voir note 4).

## 9.6 Tests de valeur sur autres actifs immobilisés

### 9.6.1 Tests de valeur sur *goodwill*

Au 31 décembre 2019, le montant du *goodwill* testé dans les comptes d'Indigo Group s'élève à 828,3 millions d'euros.

Les hypothèses retenues sur les différents périmètres (constant, renouvellement, développement) ont été définies avec les Directions opérationnelles et validées par la Direction générale du Groupe. La valorisation correspond à l'actualisation par pays des *cash-flows* prévisionnels sur les sept prochaines années plus une valeur terminale calculée sur la base d'un multiple d'EBITDA de 9x en scénario central.

Les taux de croissance des flux de trésorerie prévisionnels utilisés par pays sont basés sur les prévisions d'inflation publiés par le FMI en octobre 2019 et rappelés dans le tableau ci-dessous :

	Taux de croissance moyen (années n+1 à n+7)	Taux de croissance (valeur terminale)
France	1,6%	2,0%
Belgique	1,7%	2,0%
Espagne	1,7%	2,0%
Suisse	1,0%	Non applicable
Luxembourg	1,9%	2,0%
Brésil	3,5%	2,0%
Colombie	3,0%	2,0%
Panama	2,0%	2,0%
Etats-Unis	2,3%	2,0%
Canada	2,0%	2,0%

Par ailleurs, le Groupe a supposé des croissances tarifaires spécifiques pour les parkings pour lesquels il dispose de la liberté tarifaire notamment les pleines propriétés, ainsi que des croissances de trafic spécifiques pour les parkings d'Espagne et de France hors Paris.

Le taux retenu pour l'actualisation des flux de trésorerie est le CMPC (Coût Moyen Pondéré du Capital). Il est calculé par pays et correspond au taux de rentabilité minimal exigé par les pourvoyeurs de fonds de l'entreprise (actionnaires et créanciers). Il est calculé sur la base d'une structure financière de référence pour le secteur. Le CMPC (coût moyen pondéré du capital) après impôt pondéré par l'EBITDA de chaque pays est de 5,6% pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2019.

A titre d'information, les CMPC avant impôt retenus par segment sont les suivants :

- France 5,7%
- Europe continentale 5,6%
- North America (NA) 7,1%
- IBSA 10,1%

## Sensibilité de la valeur des *goodwill* aux hypothèses retenues :

Au 31 décembre 2019, la valorisation du Groupe est nettement supérieure à la valeur comptable des *goodwill*.

La sensibilité de la valeur des *goodwill* par segment aux hypothèses retenues est reflétée dans le tableau suivant :

(en millions d'euros)	Taux d'actualisation des flux de trésorerie		Variation du multiple de valeur de sortie		Variation des cash-flows d'exploitation prévisionnels (avant impôt)	
	0,50%	-0,50%	1.0x	-1.0x	5,00%	-5,00%
<i>Goodwill</i> France	(58,4)	60,6	170,3	(170,3)	97,6	(97,6)
<i>Goodwill</i> Europe	(10,9)	11,3	31,3	(31,3)	18,9	(18,9)
<i>Goodwill</i> Amérique du Nord	(5,4)	5,6	14,0	(14,0)	9,2	(9,2)
<i>Goodwill</i> IBSA	(12,2)	12,6	38,6	(38,6)	20,6	(20,6)

Au 31 décembre 2019 :

- Une hausse (ou une baisse) de 50 points de base des hypothèses retenues sur le CMPC par pays n'entraînerait pas de dépréciation significative des *goodwill* dans les comptes consolidés du Groupe,
- Une variation des *cash-flows* d'exploitation prévisionnels de plus (ou moins) 5% n'entraînerait pas de dépréciation significative des *goodwill* dans les comptes consolidés du Groupe,
- Une variation du multiple de valeur de sortie de plus (ou moins) 1,0x n'entraînerait pas de dépréciation significative des *goodwill* dans les comptes consolidés du Groupe.

### 9.6.2 Tests de valeur sur autres actifs immobilisés

La valeur recouvrable des unités génératrice de trésorerie (UGT) est déterminée sur la base d'un calcul de valeur d'utilité. Au sein du Groupe, une UGT correspond à un regroupement de contrats d'un même donneur d'ordre en France et situés dans une même ville ou zone géographique à l'international. Il en existe environ 310 UGT à fin décembre 2019. La valeur d'utilité des UGT est déterminée à partir de l'actualisation, ou CMPC du pays de l'UGT, des *cash-flows* d'exploitation prévisionnels sur la durée résiduelle des contrats inclus dans l'UGT.

Au 31 décembre 2019, le Groupe a enregistré une dotation aux provisions nette des reprises sur les autres actifs immobilisés d'un montant de 10,0 millions d'euros.

## 9.7 Participations dans les sociétés mises en équivalence

Pour les périodes présentées, le Groupe exerce un contrôle conjoint sur la plupart des sociétés mises en équivalence (coentreprises) et exerce par ailleurs une influence notable dans quelques entités (entreprises associées).

### 9.7.1 Variation au cours de la période

(en millions d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
<b>Valeur des titres en début d'exercice</b>	<b>113,4</b>	<b>113,0</b>
Augmentation de capital des sociétés mises en équivalence	0,9	0,2
Part du Groupe dans les résultats de l'exercice	(23,0)	(15,8)
Dividendes distribués	(13,0)	(11,9)
Variations de périmètre et écarts de conversion	5,1	3,8
Variation nette de juste valeur sur instruments financiers	1,3	(0,2)
Changement de méthode	1,1	-
Reclassement (*)	25,0	24,3
<b>Valeur des titres en fin d'exercice</b>	<b>110,8</b>	<b>113,4</b>

(\*) Reclassement correspondant principalement à la quote-part de titres mis en équivalence présentant une situation nette négative portée en minoration des actifs financiers courants à hauteur de -33,0 millions d'euros (Smovengo). (Cf. note 9.7.2)

## 9.7.2 Informations financières sur les entreprises mises en équivalence (coentreprises et entreprises associées)

Les participations concernant les coentreprises et entreprises associées s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)

	31/12/2019	31/12/2018
Laz Karp Associates LLC	79,5	80,9
Indigo Suisse	25,3	24,3
Parcbrux	0,2	-
Westpark Parking services	-	1,4
City Parking SAS	5,6	6,4
City Parking Panama SA	0,2	0,3
Smovengo (*)	-	-
Autres	-	-
<b>Participations dans les sociétés mises en équivalence</b>	<b>110,8</b>	<b>113,4</b>

(\*) Société créée en 2017 dont la quote-part de 40,49% dans la situation nette est négative au 31 décembre 2019 de 59,8 millions d'euros.

La liste des sociétés comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et les pourcentages détenus par le Groupe sont présentés en note 14 « Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2019 ».

Les sociétés mises en équivalence significatives (coentreprises) sont le groupe LAZ KARP Associates LLC (« LAZ Parking »), la société Indigo Suisse, les Groupes City Parking en Colombie et au Panama et Smovengo.

- LAZ Parking est un groupe américain non coté détenu à hauteur de 50% au 31 décembre 2019 comme au 31 décembre 2018. La principale activité de ce groupe est l'exploitation de Parkings aux Etats-Unis.
  - Indigo Suisse (anciennement nommée Parking du Centre) est une société suisse non cotée détenue à hauteur de 50% au 31 décembre 2019. La principale activité de cette société est l'exploitation de parkings à Lausanne en Suisse ;
  - City Parking SAS est un groupe colombien non coté détenu à hauteur de 50% au 31 décembre 2019. La principale activité de ce groupe est l'exploitation de parkings en Colombie ;
  - City Parking Panama SA est un groupe panaméen non coté détenu à hauteur de 50% au 31 décembre 2019. La principale activité de ce groupe est l'exploitation de parkings au Panama.
  - Westpark Parking services, société Canadienne non cotée était détenue à hauteur de 50% et consolidée en mise en équivalence au 31 décembre 2018. Depuis le 1<sup>er</sup> juin 2019, suite à la prise de contrôle de cette dernière, celle-ci est intégrée globalement dans les comptes consolidés du groupe.
  - Smovengo est une Société par Actions Simplifiée détenue à hauteur de 40,49% suite à plusieurs augmentations de capital en 2019 auxquelles Indigo Infra, filiale à 100% d'Indigo Group, a participé à 50% (cette société était auparavant détenue à 36,38%). Cette coentreprise exploite depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 le nouveau contrat d'exploitation des vélos en libre-service de la Ville de Paris, pour une durée de quinze ans (cf. 2.2 – « Faits marquants de la période précédente »).
- Dans le cadre du financement de son développement, Indigo Infra a consenti une avance de trésorerie à sa filiale pour un montant de 63,0 millions d'euros, comptabilisée au bilan en actifs financiers courants, sur laquelle a été imputé un montant de 59,8 millions d'euros correspondant à la quote-part de situation nette négative de Smovengo. Le solde net de cette créance, après imputation de la quote-part négative de situation nette, s'élève à 3,2 millions d'euros au 31 décembre 2019 et a été entièrement déprécié.

Les principales données financières des sociétés mises en équivalence, présentées en quote-part du Groupe, sont les suivantes :

(en millions d'euros)

31/12/2019									
	LAZ KARP ASSOCIATES LLC	WESTPARK Parking Services (****)	INDIGO SUISSE	COLOMBIE PANAMA (*)	SMOVENGO (***)	AUTRES (**)	Total Co-entreprises	Entreprises associées	Total MEE
<b>Compte de résultat</b>									
Chiffre d'affaires	242,0	1,7	3,4	9,0	17,1	0,8	273,9	-	273,9
EBITDA	20,8	0,3	2,1	0,8	4,6	0,2	28,9	-	28,9
Résultat opérationnel	10,2	0,2	1,8	(0,6)	(28,9)	0,1	(17,2)	0,0	(17,2)
Résultat net	7,2	0,2	1,5	(0,9)	(30,9)	0,1	(23,0)	0,0	(23,0)
<b>Bilan</b>									
Actifs non courants	33,1	-	12,5	1,8	0,2	6,3	53,8	(0,0)	53,8
Actifs courants	27,8	-	0,6	3,0	16,7	2,6	50,7	-	50,7
Capitaux propres	1,6	-	8,5	1,6	(59,8)	0,2	(48,0)	(0,0)	(48,0)
Passifs non courants	18,7	-	3,0	0,7	1,2	1,7	25,3	-	25,3
Passifs courants	40,5	-	1,6	2,6	75,5	7,0	127,2	-	127,2
<b>Endettement financier net</b>	(15,4)	-	(2,5)	(1,4)	(0,8)	(0,1)	(18,6)	-	(18,6)
<b>Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence</b>	(11,3)	(0,3)	(1,4)	-	-	-	(13,0)	-	(13,0)

<b>QP d'actif net du Groupe dans les sociétés mises en équivalence</b>									
Actif net des MEE	3,3	-	16,9	3,1	-	0,3	23,7	(0,1)	23,6
Pourcentage de détention du groupe	50%	-	50%	50%	40,49%	50%	-	20%	-
<b>QP d'actif net du Groupe dans les sociétés mises en équivalence</b>	<b>1,6</b>	<b>-</b>	<b>8,5</b>	<b>1,6</b>	<b>-</b>	<b>0,2</b>	<b>11,8</b>	<b>(0,0)</b>	<b>11,8</b>
<i>Goodwill</i>	77,9	-	16,8	4,3	-	0,1	99,1	-	99,1
<b>Valeur comptable des intérêts du Groupe dans les sociétés mises en équivalence</b>	<b>79,5</b>	<b>-</b>	<b>25,3</b>	<b>5,9</b>	<b>-</b>	<b>0,2</b>	<b>110,8</b>	<b>(0,0)</b>	<b>110,8</b>

(\*) City Parking SAS et City Parking Panama SA

(\*\*) Russia Parkinvest et Mosparkinvest, sociétés dissoutes en 2019 et Parcbrux

(\*\*\*) La quote part dans la situation nette négative de Smovengo (59,8 M€) est reclassée en minoration de la créance financière du Groupe (63,0 M€)

(\*\*\*\*) Montant représentant uniquement la période avant intégration globale. Le Groupe a pris le contrôle de la société Westpark Parking services le 31 mai 2019 (cf. note 5.1)

(en millions d'euros)

31/12/2018									
LAZ KARP ASSOCIATES LLC	WESTPARK Parking Services	PARKING DU CENTRE	COLOMBIE PANAMA (*)	SMOVENGO (***)	AUTRES (**)	Total Co-entreprises	Entreprises associées	Total MEE	

<b>Compte de résultat</b>									
Chiffre d'affaires	198,2	3,7	3,2	9,4	9,5	0,4	224,4	-	224,4
EBITDA	12,9	0,7	2,2	1,0	(4,8)	0,1	12,2	-	12,2
Résultat opérationnel	9,3	0,4	1,9	0,3	(26,2)	2,4	(11,9)	0,0	(11,9)
Résultat net	6,8	0,3	1,4	(0,0)	(26,7)	2,4	(15,8)	0,0	(15,8)
<b>Bilan</b>									
Actifs non courants	19,8	1,0	12,2	3,3	18,5	0,1	54,9	(0,0)	54,9
Actifs courants	24,8	2,1	0,3	2,2	12,1	0,2	41,7	-	41,7
Capitaux propres	2,3	1,4	8,0	2,4	(26,7)	(2,9)	(15,4)	(0,0)	(15,4)
Passifs non courants	9,7	0,0	3,0	0,7	-	0,3	13,6	-	13,6
Passifs courants	32,7	1,7	1,6	2,3	57,2	2,9	98,5	-	98,5
Endettement financier net	(3,3)	1,4	(2,7)	(1,0)	1,4	0,1	(4,1)	-	(4,1)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	(10,7)	-	(1,2)	-	-	-	(11,9)	-	(11,9)

<b>QP d'actif net du Groupe dans les sociétés mises en équivalence</b>									
Actif net des MEE	4,6	2,8	16,1	4,8	-	(5,9)	22,4	(0,1)	22,3
Pourcentage de détention du groupe	50%	50%	50%		36.38%	50%		20%	
<b>QP d'actif net du Groupe dans les sociétés mises en équivalence</b>	<b>2,3</b>	<b>1,4</b>	<b>8,0</b>	<b>2,4</b>	<b>-</b>	<b>(2,9)</b>	<b>11,3</b>	<b>(0,0)</b>	<b>11,3</b>
Goodwill	78,6	-	16,2	4,3	-	-	99,2	-	99,2
<b>Valeur comptable des intérêts du Groupe dans les sociétés mises en équivalence</b>	<b>80,9</b>	<b>1,4</b>	<b>24,3</b>	<b>6,7</b>	<b>-</b>	<b>(2,9)</b>	<b>110,4</b>	<b>(0,0)</b>	<b>110,4</b>

(\*) City Parking SAS et City Parking Panama SA

(\*\*) Russia Parkinvest, Mosparkinvest

(\*\*\*) La quote part dans la situation nette négative de SmovenGO (26,7 M€) est reclassée en minoration de la créance financière du Groupe (47,2 M€)

### 9.7.2.1 Quote-part de pertes non reconnues des coentreprises et entreprises associées

Il n'y a pas de quote-part de pertes non reconnues au titre des sociétés mises en équivalence.

### 9.7.2.2 Engagements à l'égard des coentreprises et entreprises associées

Dans le cadre de pactes d'actionnaires liant Infra Foch Topco, société mère d'Indigo Group, ou certaines de ses filiales, à ses associés au capital de City Parking en Colombie et au Panama, et de West Park au Canada (jusqu'au 31 mai 2019, voir note 5.1), des mécanismes d'options ont été mis en place, qui permettent au Groupe, dans certains cas, de prendre le contrôle, puis de racheter la totalité de ces sociétés à des dates déterminées, et sur la base de paramètres de valorisation prédéterminés, en général fondés sur un multiple d'EBITDA, à l'instar des mécanismes en vigueur sur West Park. Ces pactes d'actionnaires prévoient aussi, le cas échéant, des dispositions spécifiques dans l'hypothèse d'un changement de contrôle indirect du Groupe. C'est le cas notamment du pacte d'actionnaires conclu avec les associés au capital de LAZ Parking.

## 9.8 Actifs financiers non courants

(en millions d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
Titres de participations	4,2	0,5
Prêts et créances au coût amorti	23,7	34,6
<i>dont créances financières - Concessions</i>	<i>20,1</i>	<i>27,4</i>
<b>Actifs non courants hors juste valeur des produits dérivés</b>	<b>28,0</b>	<b>35,1</b>
Juste Valeur des produits dérivés actifs non courants (*)	5,9	3,0
<b>Actifs non courants y compris juste valeur des produits dérivés</b>	<b>33,8</b>	<b>38,1</b>

(\*) Voir note 9.16 « Informations relatives à la gestion des risques financiers »

Les titres de participation s'élèvent à 4,2 millions d'euros au 31 décembre 2019 contre 0,5 million d'euros pour l'exercice clos au 31 décembre 2018. Ils concernent pour l'essentiel des titres de participation non cotés dans les filiales du Groupe dont les indicateurs financiers sont inférieurs aux seuils de consolidation retenus par le Groupe (cf. note 3.2.1 « Périmètre de consolidation »).

Les prêts et créances, évalués au coût amorti, s'élèvent à 23,7 millions d'euros au 31 décembre 2019 contre 34,6 millions d'euros pour l'exercice clos au 31 décembre 2018. Ils comprennent, outre des dépôts de garantie et des cautions relatives aux contrats de prestations de services et des prêts sur filiales consolidées selon la méthode de mise en équivalence, les créances financières rattachées aux contrats de concessions gérés par les filiales du Groupe pour 20,1 millions d'euros au 31 décembre 2019, contre 27,4 millions d'euros au 31 décembre 2018.

La part à moins d'un an des actifs financiers non courants est classée dans les actifs courants pour 1,7 million d'euros.

Les actifs financiers disponibles à la vente et les prêts et créances au coût amorti s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	Titres disponibles à la vente		Prêts et créances au coût amorti		Total
	Titres de participation non cotés	Autres actifs financiers disponibles à la vente	Créances financières / Concessions	Autres actifs financiers non courants	
Valeur brute					
Au 01/01/2018	2,8	0,0	37,5	8,3	48,5
Acquisitions de l'exercice	0,9		0,2	0,4	1,5
Sorties de l'exercice	-		(0,7)	(0,4)	(1,1)
Variations de périmètre	(0,1)		(9,6)	(1,0)	(10,7)
Ecart de conversion	0,0		(0,0)	(0,0)	(0,0)
Autres mouvements	(0,0)		0,0	(0,0)	(0,0)
Au 31/12/2018	3,5	0,0	27,4	7,3	38,2
Acquisitions de l'exercice	5,4		0,1	0,7	6,3
Sorties de l'exercice	(0,5)		(7,5)	(1,0)	(9,0)
Variations de périmètre	0,1		-	0,1	0,2
Ecart de conversion	0,0		-	0,1	0,1
Autres mouvements	(1,3)		0,1	(3,4)	(4,7)
Au 31/12/2019	7,2	0,0	20,1	3,7	31,0

<b>Pertes de valeur</b>					
<b>Au 01/01/2018</b>	<b>(2,1)</b>	<b>(0,0)</b>	<b>-</b>	<b>(0,1)</b>	<b>(2,1)</b>
Dotations aux provisions					-
Pertes de valeur	(1,0)				(1,0)
Reprises de pertes de valeur	0,0				0,0
Sorties de l'exercice					-
Variations de périmètre	-				-
Ecart de conversion					-
Autres mouvements				0,0	0,0
<b>Au 31/12/2018</b>	<b>(3,0)</b>	<b>(0,0)</b>	<b>-</b>	<b>(0,1)</b>	<b>(3,1)</b>
Pertes de valeur	(0,8)	-	-	-	(0,8)
Reprises de pertes de valeur	0,8	-	-	-	0,8
Sorties de l'exercice	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	-	-
<b>Au 31/12/2019</b>	<b>(3,0)</b>	<b>(0,0)</b>	<b>-</b>	<b>(0,1)</b>	<b>(3,0)</b>

<b>Valeur nette</b>					
<b>Au 31/12/2017</b>	<b>0,6</b>	<b>-</b>	<b>37,5</b>	<b>8,3</b>	<b>46,4</b>
<b>Au 31/12/2018</b>	<b>0,5</b>	<b>0,0</b>	<b>27,4</b>	<b>7,2</b>	<b>35,1</b>
<b>Au 31/12/2019</b>	<b>4,2</b>	<b>0,0</b>	<b>20,1</b>	<b>3,7</b>	<b>28,0</b>

Les principaux contrats de concession relevant du modèle financier ainsi que les engagements rattachés sont décrits en note 10.2 « Contrats de concession – Modèle de la créance financière ». La ventilation par échéance des prêts et créances évalués au coût amorti s'analyse de la façon suivante :



<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2019	Échéances de 1 à 5 ans	> 5 ans
Créances financières / Concessions	20,1	4,7	15,4
Autres actifs financiers non courants	7,2	1,9	5,3
<b>Prêts et créances au coût amorti</b>	<b>27,3</b>	<b>6,6</b>	<b>20,6</b>

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2018	Échéances de 1 à 5 ans	> 5 ans
Créances financières / Concessions	27,4	3,1	24,2
Autres actifs financiers non courants	7,2	3,9	3,3
<b>Prêts et créances au coût amorti</b>	<b>34,6</b>	<b>7,0</b>	<b>27,6</b>

## 9.9 Actifs financiers de gestion de trésorerie et disponibilités

Les actifs financiers de gestion de trésorerie et disponibilités s'analysent de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2019	31/12/2018
Actifs financiers de gestion de trésorerie courante - non équivalents de trésorerie	0,6	1,5
<b>Actifs financiers de gestion de trésorerie</b>	<b>0,6</b>	<b>1,5</b>
Équivalents de trésorerie	200,1	205,0
Disponibilités	150,8	122,9
<b>Disponibilités et équivalents de trésorerie</b>	<b>351,0</b>	<b>327,9</b>

Les actifs financiers de gestion de trésorerie et la trésorerie disponible sont présentés en diminution de l'endettement brut, et détaillés en note 9.15 « Informations relatives à l'endettement financier net ». Le poste « Équivalents de trésorerie » est constitué des excédents de trésorerie placés sur des comptes bancaires rémunérés.

## 9.10 Capitaux propres

### 9.10.1 Capital social

Le capital de la Société est constitué uniquement d'actions ordinaires entièrement libérées ayant une valeur nominale de 1 euro. Au 31 décembre 2019, comme au 31 décembre 2018, la Société est détenue à 99,77% par Infra Foch Topco (0,23% détenus par les salariés au travers d'un FCPE ayant acquis 362 000 actions d'Indigo Group).

L'évolution du capital social et de la prime d'émission sur la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2019 est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Nombre d'actions	Capital social	Prime d'émission	Total
<b>Solde au 31 décembre 2018</b>	<b>160 044 282</b>	<b>160,1</b>	<b>338</b>	<b>498,1</b>
Variation de capital et de la prime d'émission			-54,4	-54,4
<b>Solde au 31 décembre 2019</b>	<b>160 044 282</b>	<b>160,1</b>	<b>283,6</b>	<b>443,7</b>

Après prélèvement d'un montant de 54,4 millions d'euros sur le poste « prime d'émission » (cf. 9.10.3), le total du capital social et de la prime d'émission s'élève à 443,7 millions d'euros au 31 décembre 2019.

## 9.10.2 Opérations constatées directement en capitaux propres

(en millions d'euros)

		31/12/2019	31/12/2018
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>			
Réserve à l'ouverture		-	-
Variations de juste valeur de la période		-	-
Pertes de valeur constatées en résultat		-	-
Variations de juste valeur constatées en résultat lors de la cession		-	-
Variation de périmètre et divers		-	-
Réserve brute avant effet d'impôt à la clôture	I	-	-

<b>Couverture de flux de trésorerie</b>			
Réserve à l'ouverture		(1,0)	(1,0)
Variations de juste valeur rattachées aux sociétés mises en équivalence		-	-
Autres variations de juste valeur de la période		-	-
Eléments de juste valeur constatés en résultat		-	-
Variation de périmètre et divers		1,0	0,0
Réserve brute avant effet d'impôt à la clôture	II	(0,0)	(1,0)
dont réserve brute rattachée aux sociétés mises en équivalence		-	-

Réserve brute totale avant effet d'impôt (éléments recyclables en résultat)	I + II	(0,0)	(1,0)
Effet impôt associé		0,0	(0,0)
Réserve nette d'impôt (éléments recyclables en résultat)	III	(0,0)	(1,0)

<b>Gains et pertes actuariels sur engagements de retraite</b>			
Réserve à l'ouverture		4,7	3,5
Gains et pertes actuariels reconnus sur la période		2,3	2,7
Effet d'impôt associé		(0,8)	(0,9)
Variations de périmètre et divers		-	(0,6)
Réserve nette d'impôt (éléments non recyclables en résultat)	IV	6,3	4,7

Total opérations enregistrées directement en capitaux propres	III + IV	6,2	3,7
---	----------	-----	-----

## 9.10.3 Distribution

Au cours de l'exercice 2019, la Société a procédé à la distribution d'une somme de 54,4 millions d'euros, prélevée sur le poste « prime d'émission » et présentant le caractère d'un remboursement d'apport et d'un dividende d'un montant de 38,4 millions d'euros, prélevé sur le poste « report à nouveau ».

	31/12/2019	31/12/2018
<b>Comptabilisés pendant l'exercice</b>		
Montant de la distribution (*)	38,4	36,8
Distribution par action (**)	0,24	0,23

(\*) En millions d'euros

(\*\*) En euros

A l'issue de la distribution de la part prélevée sur le poste « prime d'émission », présentant le caractère de remboursement d'apport (soit 54,4 millions d'euros), le montant de la prime d'émission de la Société est passé de 338,0 millions d'euros au 31 décembre 2018 à 283,6 millions d'euros au 31 décembre 2019.

## 9.11 Engagements de retraites et autres avantages au personnel

Les provisions pour retraites et autres avantages au personnel s'élèvent à 22,0 millions d'euros au 31 décembre 2019 (dont 0,9 million d'euros à moins d'un an) contre 22,4 millions d'euros au 31 décembre 2018 (dont 0,4 million d'euros à moins d'un an). Elles comprennent, d'une part, les provisions pour engagements de retraites (indemnités de fin de carrière et retraites complémentaires) pour 19,7 millions d'euros au 31 décembre 2019 contre 20,0 millions d'euros au 31 décembre 2018 et, d'autre part, les provisions pour autres avantages au personnel pour 2,2 millions d'euros au 31 décembre 2019 contre 2,4 millions d'euros au 31 décembre 2018.

La part à moins d'un an de ces provisions est présentée au bilan en autres passifs courants hors exploitation.

### 9.11.1 Engagements de retraites

Les engagements de retraites complémentaires du Groupe portant sur des régimes à prestations définies correspondent aux engagements portés par les filiales de la Société, qui font l'objet de provisions inscrites au bilan consolidé correspondant à des indemnités de fin de carrière.

Les engagements de retraite couverts par des provisions concernent principalement la France. Les provisions sont calculées sur la base des hypothèses suivantes :

<i>Zone euro</i>	31/12/2019	31/12/2018
Taux d'actualisation	0,63%	1,50%
Taux d'inflation	0,60%	1,60%
Taux de revalorisation salaires	1,60%	2,60%
Durée active résiduelle moyenne probable des employés	12-18 ans	12-18 ans

Le taux d'actualisation a été déterminé sur la base du rendement des obligations privées de première catégorie (rating AA) dont les maturités correspondent aux flux attendus des régimes. Les taux d'actualisation finalement retenus correspondent aux taux équivalents à l'application des différents taux selon les maturités.

Les autres hypothèses actuarielles locales (économiques et démographiques) ont été fixées selon les conditions en vigueur dans chacun des pays concernés.

Les actifs financiers sont évalués à la juste valeur au 31 décembre 2019.

Sur la base des hypothèses actuarielles mentionnées ci-dessus, les engagements de retraite, le montant de la provision reconnue au bilan et les charges de retraite comptabilisées dans l'exercice s'analysent de la façon suivante

### Réconciliation des engagements et des provisions inscrites au bilan

<i>(en millions d'euros)</i>		31/12/2019			31/12/2018		
		France	Etranger	Total	France	Etranger	Total
<b>Dette actuarielle au titre des engagements de retraite</b>		<b>19,7</b>	-	<b>19,7</b>	<b>20,0</b>	-	<b>20,0</b>
Juste valeur des actifs de couverture		-	-	-	-	-	-
<b>Surplus (ou déficit)</b>		<b>19,7</b>	-	<b>19,7</b>	<b>20,0</b>	-	<b>20,0</b>
Provisions reconnues au passif du bilan	I	19,7	-	19,7	20,0		20,0
Réserves de gestion de surplus	II	-	-	-	-		
Effet de plafonnement de l'actif (IFRIC 14)	III	-	-	-	-		-
<b>Total</b>	<b>I - II - III</b>	<b>19,7</b>	-	<b>19,7</b>	<b>20,0</b>		<b>20,0</b>

## Evolution de la dette actuarielle et des actifs de couverture sur la période

(en millions d'euros)

	31/12/2019	31/12/2018
<b>Dette actuarielle au titre des engagements de retraite</b>		
<b>A l'ouverture de l'exercice</b>	<b>20,0</b>	<b>26,4</b>
<i>dont engagements couverts par des actifs de couverture</i>	-	5,4
Coûts des services rendus au cours de la période	1,4	1,3
Coût d'actualisation de la dette actuarielle	0,3	0,3
Coût des services passés (modification et réduction de régime)	0,1	0,4
Liquidations de régime	-	-
Gains et pertes actuarielles reconnus en autres éléments du résultat global	(2,4)	(2,7)
<i>dont impact des changements d'hypothèses démographiques</i>	0,1	0,0
<i>dont impact des changements d'hypothèses financières</i>	(0,3)	0,0
<i>dont gains et pertes d'expérience</i>	(2,2)	(2,8)
Prestations servies sur l'exercice	(0,3)	(0,2)
Cotisations des salariés	-	-
Effet de l'évolution des taux de change	-	-
Variations de périmètre et autres	0,5	(5,4)
<b>A la clôture de l'exercice</b> I	<b>19,7</b>	<b>20,0</b>
dont engagements couverts par des actifs de couverture	-	-
<b>Actifs de couverture</b>		
<b>A l'ouverture de l'exercice</b>	<b>0,0</b>	<b>6,4</b>
Produits d'intérêts sur la période	-	-
Gains et pertes actuarielles reconnus en autres éléments du résultat global (*)	-	-
Liquidation de régime	-	-
Prestations servies sur l'exercice	-	-
Cotisations versées aux fonds par l'employeur	-	-
Cotisations versées aux fonds par les salariés	-	-
Ecart de conversion	-	-
Variations de périmètre et autres	-	(6,4)
<b>A la clôture de l'exercice</b> II	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Déficit (ou surplus)</b> I - II	<b>19,7</b>	<b>20,0</b>

Indigo Group estime à 0,9 million d'euros les versements prévus en 2020 au titre des engagements de retraite et relatifs aux prestations versées aux salariés retraités.

## Variation de la provision pour engagements de retraites sur la période

(en millions d'euros)

	31/12/2019	31/12/2018
<b>A l'ouverture de l'exercice</b>	<b>20,0</b>	<b>20,0</b>
Charge totale reconnue au titre des engagements de retraites	1,8	1,9
Gains et pertes actuariels reconnus en autres éléments du résultat global	(2,4)	(2,7)
Prestations versées aux bénéficiaires par l'employeur	(0,3)	(0,2)
Cotisations versées aux fonds par l'employeur	-	-
Ecart de conversion	-	-
Variations de périmètre et autres	0,6	1,0
Réductions de régimes	-	-
<b>A la clôture de l'exercice</b>	<b>19,7</b>	<b>20,0</b>

### Détail des charges comptabilisées au titre des régimes à prestations définies :

(en millions d'euros)

	31/12/2019	31/12/2018
Coût des services rendus au cours de la période	(1,4)	(1,3)
Coût d'actualisation de la dette actuarielle	(0,3)	(0,3)
Produits d'intérêts sur actifs de couverture	-	-
Coût des services passés (modification et réduction de régime)	(0,1)	(0,4)
Impact liquidation des régimes et autres	0,0	0,1
Coût des services passés - droits acquis	-	-
Autres	-	-
<b>Total</b>	<b>(1,8)</b>	<b>(1,9)</b>

#### 9.11.2 Autres avantages du personnel

Les engagements relatifs aux primes de fidélité sont couverts par une provision. Le montant de cette provision au 31 décembre 2019 s'élève à 2,2 millions d'euros, contre 2,4 millions d'euros au 31 décembre 2018. Ces provisions concernent la France. Elles ont été calculées selon les mêmes hypothèses actuarielles que les engagements de retraites.

#### 9.12 Autres provisions

Au cours de la période, les provisions figurant au passif du bilan ont évolué comme suit

(en millions d'euros)

	Provisions non courantes	Provisions pour risques financiers	Total provisions non courantes	Total provisions pour risques courants (*)	Total provisions
<b>Au 31/12/2018</b>	<b>22,0</b>	<b>2,9</b>	<b>25,0</b>	<b>29,8</b>	<b>54,7</b>
Dotations	15,2	-	15,2	10,4	25,6
Utilisations	(15,6)	-	(15,6)	(6,1)	(21,6)
Autres reprises	-	-	-	-	-
<b>Total impact Résultat opérationnel</b>	<b>(0,3)</b>	<b>-</b>	<b>(0,3)</b>	<b>4,3</b>	<b>4,0</b>
Dotations	-	-	-	-	-
Utilisations	-	-	-	-	-
Autres reprises	-	-	-	-	-
<b>Total autres postes du compte de résultat</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Ecart de conversion	-	-	-	(0,1)	(0,1)
Variations de périmètres et divers	(4,6)	(2,9)	(4,6)	2,7	(4,8)
Variation de la part à moins d'un an non courant	11,6	-	11,6	(11,7)	(0,1)
<b>Au 31/12/2019</b>	<b>28,7</b>	<b>0,0</b>	<b>28,7</b>	<b>25,0</b>	<b>53,7</b>

(\*) dont part à moins d'un an des provisions non courantes pour 2,1 millions d'euros au 31 décembre 2019

Au cours de l'exercice clôturé au 31 décembre 2018, les provisions figurant au passif du bilan ont évolué comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Provisions non courantes	Provisions pour risques financiers	Total provisions non courantes	Total provisions pour risques courants (*)	Total provisions
<b>Au 31/12/2017</b>	<b>22,5</b>	<b>5,4</b>	<b>27,9</b>	<b>24,5</b>	<b>52,5</b>
Dotations	12,9	-	12,9	7,3	20,1
Utilisations	(4,0)	-	(4,0)	(7,4)	(11,4)
Autres reprises	-	-	-	-	-
<b>Total impact Résultat opérationnel</b>	<b>8,8</b>	<b>-</b>	<b>8,8</b>	<b>(0,1)</b>	<b>8,7</b>
Dotations	-	-	-	-	-
Utilisations	-	-	-	-	-
Autres reprises	-	-	-	-	-
<b>Total autres postes du compte de résultat</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Ecart de conversion	0,0	-	0,0	(0,4)	(0,4)
Variations de périmètres et divers	(2,5)	(2,5)	(5,0)	(1,1)	(6,1)
Variation de la part à moins d'un an non courant	(6,8)	-	(6,8)	6,9	0,1
<b>Au 31/12/2018</b>	<b>22,0</b>	<b>2,9</b>	<b>25,0</b>	<b>29,8</b>	<b>54,7</b>

(\*) dont part à moins d'un an des provisions non courantes pour 12,5 millions d'euros au 31 décembre 2018

Le Groupe est parfois impliqué dans des litiges dans le cadre de ses activités, notamment avec les autorités concédantes. Les risques y afférents sont évalués par le Groupe en fonction de sa connaissance des dossiers et font, le cas échéant, l'objet de provisions déterminées en conséquence.

#### 9.12.1 Provisions non courantes à caractère opérationnel

Les provisions pour autres risques non courants comprennent principalement :

- des provisions pour contrats déficitaires ;
- des provisions à plus d'un an au titre des litiges et arbitrages avec les concédants ;
- d'autres provisions pour autres risques non courants.

#### 9.12.2 Provisions courantes

Les provisions courantes (y compris la part à moins d'un an des provisions non courantes) sont rattachées directement au cycle d'exploitation.

Elles comprennent principalement :

- des provisions pour remise en état en fin de contrat ;
- des provisions pour litiges sociaux.

#### 9.13 Autres passifs non courants

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2019	31/12/2018
Puts minoritaires AGE	-	6,5
Puts minoritaires West Park	6,3	-
Garantie de liquidité consentie au FCPE Indigo Infra	-	3,9
Dettes relatives aux plans de rémunération à long terme fondés sur des instruments de capitaux propres	6,6	6,5
Compléments de prix d'acquisition	-	-
Autres	2,5	7,0
<b>Autres passifs non courants</b>	<b>15,4</b>	<b>24,0</b>

Le poste *Puts* sur minoritaires enregistre les nouveaux *Puts* minoritaires de West Park pour 6,3 millions d'euros.

En accord avec son co-actionnaire et avec 1 an d'avance sur ses engagements, Indigo Group a acquis, le 20 décembre 2019 via sa filiale Indigo Estacionamento Ltda, les derniers 20% du capital d'AGE, sa filiale brésilienne, dont elle contrôle désormais 100% du capital. A ce titre, le poste *Puts* sur minoritaires a été réduit de 6,5 millions d'euros, correspondant à la position des *Puts* sur AGE lors de l'exercice précédent.

## 9.14 Besoin en fonds de roulement

### 9.14.1 Variation du besoin en fonds de roulement

(en millions d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
Stocks et travaux en cours (en valeur nette)	1,8	1,2
Clients	114,1	97,3
Autres actifs courants d'exploitation	95,4	98,3
<b>Stocks et créances d'exploitation (I)</b>	<b>211,3</b>	<b>196,9</b>
Dettes fournisseurs	(62,8)	(74,5)
Autres passifs courants d'exploitation	(296,4)	(281,2)
<b>Fournisseurs et autres dettes d'exploitation (II)</b>	<b>(359,2)</b>	<b>(355,7)</b>
<b>Besoin en fonds de roulement (hors provisions courantes) (I+II)</b>	<b>(147,9)</b>	<b>(158,8)</b>
<b>Provisions courantes</b>	<b>(25,0)</b>	<b>(29,8)</b>
<i>dont part à moins d'un an des provisions non courantes</i>	<i>(2,1)</i>	<i>(12,5)</i>
<b>Besoin en fonds de roulement (y compris provisions courantes)</b>	<b>(172,8)</b>	<b>(188,6)</b>

Le besoin en fonds de roulement lié à l'activité comprend les actifs et passifs courants liés à l'exploitation, à l'exclusion des actifs et passifs d'impôt exigibles et des autres actifs et passifs courants à caractère financier

La ventilation par échéance des postes composant le besoin en fonds de roulement s'analyse de la façon suivante :

(en millions d'euros)	31/12/2019	< 1 an			< 5 ans	> 5 ans
		1 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois		
Stocks et travaux en cours (en valeur nette)	1,8	1,0	0,0	0,7	0,0	0,1
Clients et autres débiteurs	114,1	113,9	0,0	0,1	0,0	0,0
Autres actifs courants d'exploitation	95,4	74,3	0,3	16,0	0,9	3,8
<b>Stocks et créances d'exploitation</b>	<b>211,3</b>	<b>189,3</b>	<b>0,3</b>	<b>16,9</b>	<b>0,9</b>	<b>3,9</b>
Fournisseurs	(62,8)	(61,8)	(0,0)	(0,3)	(0,7)	0,0
Autres passifs courants d'exploitation	(296,4)	(173,5)	(5,8)	(93,4)	(5,9)	(17,7)
<b>Fournisseurs et autres dettes d'exploitation</b>	<b>(359,2)</b>	<b>(235,3)</b>	<b>(5,8)</b>	<b>(93,7)</b>	<b>(6,6)</b>	<b>(17,7)</b>
<b>Besoin en fonds de roulement lié à l'activité</b>	<b>(147,9)</b>	<b>(46,0)</b>	<b>(5,5)</b>	<b>(76,8)</b>	<b>(5,7)</b>	<b>(13,9)</b>

### 9.14.2 Analyse des créances clients

(en millions d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
Créances clients	92,1	82,6
Provisions - créances clients	(12,1)	(13,6)
<b>Créances clients nettes</b>	<b>80,0</b>	<b>69,0</b>

Au 31 décembre 2019, les créances clients dont le retard de paiement est compris entre 6 et 12 mois s'élèvent à 6,6 millions d'euros (contre 3,6 millions d'euros au 31 décembre 2018). Elles sont provisionnées à hauteur de 1,3 million d'euros (contre 1,7 million d'euros au 31 décembre 2018). Celles dont le retard de paiement est supérieur à un an s'élèvent à 9,3 millions d'euros (contre 12,5 millions d'euros au 31 décembre 2018) et sont provisionnées à hauteur de 4,5 millions d'euros (contre 8,9 millions d'euros au 31 décembre 2018).

## 9.15 Informations relatives à l'endettement financier net

L'endettement financier net, tel que défini par le Groupe, s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)

Catégories comptables		31/12/2019			31/12/2018		
		Non courant	Courant (*)	Total	Non courant	Courant (*)	Total
Passifs évalués aux coûts amortis	Emprunts obligataires	(1 813,4)	(23,2)	(1 836,6)	(1 566,5)	(20,4)	(1 586,9)
	Autres emprunts bancaires et autres dettes financières	(18,2)	(20,4)	(38,7)	(23,3)	(15,0)	(38,3)
	Dettes financières de locations financements	-	-	-	(2,9)	(1,9)	(4,8)
	<b>Total dettes financières à long terme hors redevances fixes et dettes sur droits d'usage</b>	<b>(1 831,6)</b>	<b>(43,6)</b>	<b>(1 875,2)</b>	<b>(1 592,6)</b>	<b>(37,3)</b>	<b>(1 630,0)</b>
	Dettes financières liées au retraitement des redevances fixes (IFRIC 12)	(372,8)	(64,0)	(436,8)	(282,6)	(50,7)	(333,4)
	Dettes financières liées au retraitement des loyers fixes (IFRS 16) (**)	(151,5)	(28,4)	(179,9)	-	-	-
	<b>Total dettes financières à long terme (**)</b>	<b>(2 355,9)</b>	<b>(136,0)</b>	<b>(2 491,9)</b>	<b>(1 875,3)</b>	<b>(88,1)</b>	<b>(1 963,4)</b>
	Autres dettes financières courantes	-	(0,0)	(0,0)	-	(0,0)	(0,0)
	Découverts bancaires	-	(5,1)	(5,1)	-	(0,3)	(0,3)
	Comptes courants financiers passifs	-	(3,6)	(3,6)	-	(0,1)	(0,1)
<b>I - Dettes financières brutes</b>		<b>(2 355,9)</b>	<b>(144,7)</b>	<b>(2 500,6)</b>	<b>(1 875,3)</b>	<b>(88,5)</b>	<b>(1 963,8)</b>
Actifs évalués à la juste valeur par résultat	Comptes courants financiers d'actifs	-	-	-	-	0,7	0,7
	Actifs financiers de gestion de trésorerie courante	-	0,6	0,6	-	1,5	1,5
	Equivalents de trésorerie	-	200,1	200,1	-	205,0	205,0
	Disponibilités	-	150,8	150,8	-	122,3	122,3
<b>II - Actifs financiers</b>		<b>-</b>	<b>351,6</b>	<b>351,6</b>	<b>-</b>	<b>329,4</b>	<b>329,4</b>
Dérivés	Instruments dérivés passifs	(2,7)	(0,8)	(3,4)	3,0	(0,2)	2,8
	Instruments dérivés actifs	5,9	1,0	6,9	(2,1)	0,6	(1,6)
	<b>III - Instruments dérivés</b>	<b>3,2</b>	<b>0,3</b>	<b>3,5</b>	<b>0,9</b>	<b>0,3</b>	<b>1,2</b>
<b>Endettement financier net (I + II + III)</b>		<b>(2 352,7)</b>	<b>207,2</b>	<b>(2 145,5)</b>	<b>(1 874,4)</b>	<b>241,3</b>	<b>(1 633,1)</b>

(\*) Part courante incluant les intérêts courus non échus.

(\*\*) Y compris part à moins d'un an.

(\*\*\*) Y compris 2,7 millions euros de dettes financières de locations financements précédemment comptabilisées selon IAS 17

L'endettement financier net du groupe Indigo Group s'élève à 2 145,5 millions d'euros au 31 décembre 2019.

Les dettes associées aux engagements de rachat de minoritaires, aux compléments de prix sur acquisitions et aux garanties de liquidité accordées au FCPE sont comptabilisées en « Autres dettes non courantes » et ne sont pas intégrées à l'endettement financier net (cf. note 9.13 « Autres passifs non courants »).



### 9.15.1 Détail des dettes financières à long terme

Les dettes financières se composent comme suit :

	31/12/2019									31/12/2018
	Taux d'intérêt contractuel annuel	Échéances	Montant brut + frais bruts +/- primes brutes (a)	Amortissements cumulés (b)	Incidence du coût amorti (*) (c)	Dettes nettes au bilan (a)+(b)+(c) (d)	Intérêts courus non échus (e)	Variations de périmètre (f)	Total Valeur bilan (yc ICNE) (a)+(b)+(c)+(d)+(e)+(f)	Valeurs au bilan
<i>(en millions d'euros)</i>										
<b>I - Emprunts obligataires</b>			<b>1 810,4</b>	<b>-</b>	<b>3,0</b>	<b>1 813,4</b>	<b>23,2</b>	<b>-</b>	<b>1 836,6</b>	<b>1 586,9</b>
dont :										-
Souche 2020 : 500 millions d'euros	1,25%	oct-20	-	-	-	-	-	-	-	-
Souche 2025 : 650 millions d'euros	2,13%	avr-25	655,3	-	0,9	656,2	9,8	-	666,0	664,2
Souche 2028 : 800 millions d'euros	1,63%	avr-28	791,1	-	1,7	792,9	9,1	-	802,0	696,5
Souche 2029 : 100 millions d'euros	2,00%	juil-29	99,0	-	0,2	99,2	1,0	-	100,2	100,1
Souche 2037 : 125 millions d'euros	2,95%	juil-37	124,4	-	0,0	124,5	1,6	-	126,1	126,1
Souche 2039 : 150 millions d'euros	2,25%	juil-39	140,5	-	0,2	140,6	1,7	-	142,3	-
<b>II - Autres emprunts</b>			<b>48,7</b>	<b>(12,8)</b>	<b>1,0</b>	<b>36,9</b>	<b>1,8</b>	<b>-</b>	<b>38,7</b>	<b>37,9</b>
dont :										
Emprunt d'actionnaire			-	-	-	-	-	-	-	
Avances villes		mars-31	2,3	(0,5)	0,4	2,2	0,1	-	2,3	2,6
RCF (coût non amorti + prélèvement)		oct-23	(0,9)	-	0,6	(0,3)	0,1	-	(0,2)	(0,4)
Divers emprunts bancaires			47,2	(12,2)	-	35,0	1,5	-	36,5	35,6
<b>III - Dettes financières de locations financements</b>		juin-22	-	-	-	-	-	-	-	5,2
<b>Total dettes financières à long terme hors redevances fixes et dettes sur droits d'usage (I + II + III)</b>			<b>1 859,1</b>	<b>(12,8)</b>	<b>4,0</b>	<b>1 850,3</b>	<b>25,0</b>	<b>-</b>	<b>1 875,2</b>	<b>1 630,0</b>
<b>IV. Dettes financières liées au retraitement des redevances fixes (IFRIC 12)</b>			<b>436,8</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>436,8</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>436,8</b>	<b>333,4</b>
<b>V. Dettes financières liées au retraitement des loyers fixes (IFRS 16)</b>			<b>178,9</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>178,9</b>	<b>0,9</b>	<b>-</b>	<b>179,9</b>	<b>-</b>
<b>Total dettes financières à long terme (I + II + III + IV + V)</b>			<b>2 474,9</b>	<b>(12,8)</b>	<b>4,0</b>	<b>2 466,0</b>	<b>25,9</b>	<b>-</b>	<b>2 491,9</b>	<b>1 963,4</b>

(\*) L'incidence du coût amorti inclut également les amortissements de surcote/décote, l'amortissement des frais affectés à la ligne de crédit de 300 millions d'euros et l'impact de l'instrument de couverture de juste valeur.

#### **9.15.1.1 Emprunts auprès d'établissements de crédit et autres emprunts et dettes financières**

En date du 9 octobre 2014, une émission obligataire de 950 millions d'euros (deux tranches respectivement de 500 millions d'euros de maturité 6 ans et de 450 millions d'euros de maturité 10 ans  $\frac{1}{2}$ ), avait été souscrite par un syndicat d'investisseurs européens. Concomitamment, les lignes de tirage avaient été renégociées en une seule ligne d'un montant de 300 millions d'euros, sans garantie particulière.

Le 7 mai 2015, Indigo Group avait réalisé une nouvelle émission obligataire. Cette émission, d'une valeur nominale de 200 millions d'euros, avait été réalisée par abondement de la tranche initiale de 450 millions d'euros de maturité avril 2025 et de coupon 2,125%, émise en octobre 2014 (cf. ci-avant). La cotation de cette transaction faisait ressortir un spread de 107 bps au-dessus du taux mid-swap et une prime d'émission de 10,2 millions d'euros.

Le 7 octobre 2016 Indigo Group avait mis en place une nouvelle ligne de crédit renouvelable multidevises d'un montant de 300 millions d'euros dont la maturité était fixée à octobre 2021 (avec deux années d'extension possible sous réserve de l'accord des sept banques du syndicat).

Le 11 octobre 2017, six des sept banques, dont la participation à cette ligne de crédit s'élève à 275 millions d'euros, ont donné leur accord pour la première extension d'un an. La maturité du crédit porté par ces banques a donc été fixée au 7 octobre 2022. Le 13 septembre 2018, les sept banques y compris celle ayant refusé la première extension, ont donné leur accord pour une seconde extension d'un an. Indigo Group dispose donc d'une facilité 300 millions d'euros dont la maturité est portée au 7 octobre 2023. Au 31 décembre 2019, comme au 31 décembre 2018, cette ligne n'est pas tirée.

Au mois de juillet 2017, Indigo Group avait réalisé deux émissions obligataires, sous forme de placements privés, l'une le 6 juillet 2017 d'un montant de 100 millions d'euros, portant un coupon de 2,000% et d'une durée de douze ans, l'autre le 27 juillet 2017 d'un montant de 125 millions d'euros, portant un coupon de 2,951% pour une durée de vingt ans.

Le 19 avril 2018, Indigo Group a lancé une nouvelle émission obligataire d'un montant de 700 millions d'euros et d'une maturité de 10 ans (avril 2028), portant un coupon fixe de 1,625%. Les fonds ainsi levés ont permis à Indigo Group de rembourser par anticipation, en mai 2018, son obligation de 500 millions d'euros arrivant à échéance en 2020, par l'exercice de sa clause de *make-whole*, ainsi que le prêt d'actionnaire de 100 millions d'euros contracté auprès d'Infra Foch Topco.

Le 26 juin 2019, une émission de 100 millions d'euros a été réalisée sous forme d'un abondement de la souche initiale de 700 millions d'euros de maturité 19 Avril 2028 et de coupon 1.625%.

Enfin, le 4 juillet 2019, un placement privé de 150 millions d'euros a été émis dans un format NSV allemand de maturité 4 juillet 2039 et de coupon annuel de 2,250%.

#### **9.15.1.2 Emprunts liés aux contrats de location-financement**

L'endettement total associé aux contrats de location-financement s'élevait à 4,8 millions d'euros hors ICNE au 31 décembre 2018. Celui-ci est désormais présenté dans les dettes en contrepartie des droits d'usage, à la suite de l'application d'IFRS 16, pour 2,7 millions d'euros au 31 décembre 2019.

#### **9.15.1.3 Dettes financières liées au retraitement des redevances fixes (IFRIC 12)**

Le traitement comptable relatif aux redevances fixes se traduit par la comptabilisation d'un passif financier au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, réduit chaque année du fait des paiements des redevances.

Le passif financier associé à ce traitement comptable s'élève à 436,8 millions d'euros au 31 décembre 2019 contre 333,4 millions d'euros au 31 décembre 2018.

Les actifs incorporels du domaine concédé comptabilisés en regard de ce passif financier s'élèvent à 420,6 millions d'euros au 31 décembre 2019 contre 316,6 millions d'euros au 31 décembre 2018.

#### 9.15.1.4 Dettes financières liées au retraitement des loyers fixes (IFRS 16)

Le traitement comptable relatif aux loyers fixes se traduit par la comptabilisation d'un passif financier au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, réduit chaque année du fait des paiements des loyers.

Le passif financier associé à ce traitement comptable s'élève à 177,1 millions d'euros au 31 décembre 2019 (voir note 4). Les actifs corporels comptabilisés en regard de ce passif financier s'élèvent à 177,8 millions d'euros.

### 9.15.2 Ressources et liquidités

#### 9.15.2.1 Echancier des dettes

Au 31 décembre 2019, la maturité moyenne de la dette financière à long terme hors redevances fixes et hors loyers fixes du Groupe est de 7,8 ans (contre 8,7 ans au 31 décembre 2018).

(en millions d'euros)	31/12/2019							
	Valeur au Bilan (*) (yc ICNE)	Total (**)	1 à 3 mois	3 à 6 mois	entre 6 mois et un an	entre 1 et 2 ans	entre 3 et 5 ans	> 5ans
<b>Dettes long terme</b>								
<b>Emprunts obligataires</b>	(1 836,6)							
Flux de remboursement du capital		(1 825,0)	-	-	-	-	-	(1 825,0)
Flux d'intérêt		(353,8)	-	(26,8)	(9,1)	(35,9)	(107,6)	(174,4)
<b>Autres emprunts bancaires</b>	(38,7)							
Flux de remboursement du capital		(36,8)	(2,2)	(5,0)	(11,5)	(12,8)	(1,9)	(3,4)
Flux d'intérêt		(6,8)	(1,1)	(1,2)	(2,1)	(1,4)	(0,5)	(0,5)
<b>Dettes financières de locations financements (CBI)</b>	-							
Flux de remboursement du capital		-	-	-	-	-	-	-
Flux d'intérêt		-	-	-	-	-	-	-
<b>Total dettes financières à long terme hors redevances fixes et loyers fixes</b>	(1 875,2)	(2 222,4)	(3,3)	(33,0)	(22,7)	(50,1)	(110,0)	(2 003,3)
<b>Dettes financières liées au retraitement des redevances fixes (IFRIC 12)</b>	(436,8)	(436,8)	(16,0)	(16,0)	(32,0)	(63,6)	(96,2)	(213,0)
<b>Dettes financières liées au retraitement des loyers fixes (IFRS 16)</b>	(179,9)	(180,1)	(7,1)	(7,1)	(14,3)	(24,0)	(58,5)	(69,0)
<b>Total Dettes financières à long terme</b>	(2 491,9)	(2 839,3)	(26,4)	(56,1)	(68,9)	(137,7)	(264,7)	(2 285,4)
<b>Autres dettes financières courantes</b>								
Découverts bancaires	(5,1)	(5,1)	(5,1)	-	-	-	-	-
Comptes courants financiers passifs	(3,6)	(3,6)	(3,6)	-	-	-	-	-
Autres dettes	(0,0)	(0,0)	(0,0)	-	-	-	-	-
<b>I - Dettes financières</b>	(2 500,6)	(2 848,0)	(35,1)	(56,1)	(68,9)	(137,7)	(264,7)	(2 285,4)
<b>II - Actifs financiers</b>	351,6	351,6	351,6					
Instruments dérivés passifs	(3,4)	(3,4)	-	-	-	(0,6)	-	(2,8)
Instruments dérivés actifs	6,9	6,9	-	-	-	-	-	6,9
<b>III - Instruments financiers dérivés</b>	3,5	3,5	-	-	-	(0,6)	-	4,1
<b>Endettement financier net (I + II + III)</b>	(2 145,5)	(2 492,8)	316,5	(56,1)	(68,9)	(138,3)	(264,7)	(2 281,2)

(\*) Y compris intérêts courus non échus, prime d'émission et incidence du coût amorti incluant les amortissements de surcote/décote.

(\*\*) La commission de non utilisation sur la ligne de crédit de 300 millions d'euros est intégrée dans les flux futurs

### 9.15.2.2 Trésorerie nette gérée

La trésorerie nette gérée qui inclut notamment les actifs financiers de gestion de trésorerie se décompose comme suit :

(en millions d'euros)

	31/12/2019	31/12/2018
Equivalents de trésorerie	200,1	205,0
<i>Valeurs mobilières de placement (OPCVM)</i>	<i>200,1</i>	<i>205,0</i>
Disponibilités	150,8	122,3
Découverts bancaires	(5,1)	(0,3)
Comptes courants de trésorerie actifs	-	0,7
Comptes courants de trésorerie passifs	(3,6)	(0,1)
<b>Trésorerie nette</b>	<b>342,4</b>	<b>327,5</b>
Autres dettes financières courantes	(0,0)	-
Actifs financiers de gestion de trésorerie	0,6	1,5
<i>Valeurs mobilières de placement (OPCVM) (*)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>Titres de créances négociables et obligataires ayant une maturité inférieure à 3 mois à l'origine</i>	<i>0,6</i>	<i>1,5</i>
<i>Titres de créances négociables ayant une maturité supérieure à 3 mois à l'origine</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<b>Trésorerie nette gérée</b>	<b>342,9</b>	<b>329,0</b>

(\*) Parts d'OPCVM placés avec un horizon de gestion à court terme, ne respectant pas les critères de qualification d'équivalents de trésorerie définis par la norme IAS 7.

Les équivalents de trésorerie (cf. note 9.9 « Actifs financiers de gestion de trésorerie et disponibilités ») sont gérés avec un objectif de rentabilité voisin de celui du marché monétaire, en évitant une prise de risque en capital et en conservant un niveau de volatilité faible au travers d'un système de contrôle des performances et des risques. Les supports d'investissements utilisés par le Groupe sont des OPCVM ou des comptes bancaires rémunérés.

### 9.15.2.3 Covenants financiers et notations de crédit

Au 31 décembre 2019, le Groupe n'a pas consenti de covenant.

Le 20 septembre 2019, S&P Global ratings a confirmé le maintien de la notation BBB d'Indigo Group, avec perspective stable.

### 9.15.2.4 Analyse des ressources disponibles

Indigo Group, a signé le 7 octobre 2016 une nouvelle ligne de crédit renouvelable multidevises d'un montant de 300 millions d'euros dont la maturité est fixée au 7 octobre 2023 après activation des options d'extension.

Au 31 décembre 2019, comme au 31 décembre 2018, cette ligne n'est pas tirée.

## 9.16 Informations relatives à la gestion des risques financiers

Dans le cadre de son activité, le Groupe a instauré un cadre de gestion et de contrôle des différents risques de marché sur lesquels il est exposé, en particulier les risques de taux et de change.

Sur la base d'une analyse des différentes expositions aux risques de marché de taux et de change, le Groupe utilise divers produits dérivés avec pour objectif de réduire ces expositions et d'optimiser son coût de financement et son résultat de change.

Les instruments financiers dérivés utilisés par le Groupe pour réduire et gérer son exposition aux risques de taux et de change relatifs à ses financements et à ses placements de trésorerie, sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur, qu'ils bénéficient ou non d'une qualification de couverture.

Le 12 novembre 2018, Indigo Group a souscrit auprès de banques à de nouveaux swaps de taux pour un montant notionnel total de 150 millions d'euros. Ces swaps permettent de variabiliser une partie de la dette du Groupe, la dette à taux fixe avant couverture représentant 98% du montant total de la dette.

Au 31 décembre 2019, la juste valeur des instruments dérivés s'analyse comme suit :

	31/12/2019			31/12/2018		
	Actif	Passif	TOTAL Juste valeur (*)	Actif	Passif	TOTAL Juste valeur (*)
<i>(en millions d'euros)</i>						
Dérivés de taux : couverture de juste valeur	6,9	(2,7)	4,3	3,1	(2,1)	1,0
Dérivés de taux : couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-
Dérivés de taux : non qualifiés de couverture	-	-	-	-	-	-
<b>Dérivés de taux</b>	<b>6,9</b>	<b>(2,7)</b>	<b>4,3</b>	<b>3,1</b>	<b>(2,1)</b>	<b>1,0</b>
Dérivés de change : couverture de juste valeur	-	-	-	-	-	-
Dérivés de change : couverture d'investissement net	-	-	-	-	-	-
Dérivés de change : non qualifiés de couverture	-	(0,8)	(0,8)	0,5	(0,2)	0,2
<b>Dérivés de change</b>	<b>0,0</b>	<b>(0,8)</b>	<b>(0,8)</b>	<b>0,5</b>	<b>(0,2)</b>	<b>0,2</b>
<b>Total instruments dérivés</b>	<b>6,9</b>	<b>(3,4)</b>	<b>3,5</b>	<b>3,6</b>	<b>(2,4)</b>	<b>1,2</b>

(\*) La juste valeur inclut les intérêts courus non échus qui s'élèvent à 0,9 million d'euros au 31 décembre 2019 contre (0,1) million d'euros au 31 décembre 2018.

### 9.16.1 Risque de taux d'intérêt

La gestion du risque de taux d'intérêt s'opère selon deux horizons de gestion : un horizon long terme visant à sécuriser et préserver l'équilibre économique de la concession et un horizon court terme dont l'objectif est d'optimiser le coût moyen de la dette en fonction de la situation des marchés financiers.

Sur l'horizon de gestion long terme, l'objectif est de faire évoluer dans le temps une répartition taux fixe-taux variable de la dette en fonction du niveau d'endettement (mesuré par le ratio dette nette rapportée à l'EBITDA), la part à taux fixe étant d'autant plus importante que le niveau d'endettement est élevé.

Pour couvrir le risque de taux d'intérêt, le Groupe utilise des produits dérivés optionnels ou d'échanges de taux d'intérêts (swaps). Ces produits dérivés peuvent être qualifiés ou non comptablement d'opérations de couverture conformément aux normes IFRS.

Les tableaux ci-dessous présentent la répartition, à la date d'arrêté, de la dette financière à long terme (hors dette liée ou changement de méthode relatif au traitement comptable des redevances fixes) entre la part à taux fixe, la part à taux variable capé et la part à taux variable, avant et après prise en compte des produits dérivés :

(en millions d'euros)	Avant produits dérivés de couverture		Couverture	Après produits dérivés de couverture	
	31/12/2019				
	Encours (*)	Quote-part (**)	Swap et option de taux	Encours (*)	Quote-part (**)
Taux fixe	1 840,1	98%	(150,0)	1 690,1	90%
dont taux capé					
Taux variable	35,1	2%	150,0	185,1	10%
dont taux capé					
Total dettes financières long terme hors redevances fixes	1 875,2	100%	0,0	1 875,2	100%

(\*) Les montants sont indiqués en valeur de bilan et comprennent l'incidence du coût amorti (incluant les amortissements de surcote/décote ainsi que l'instrument dérivé de juste valeur).

(\*\*) La quote-part est exprimée en pourcentage de la dette totale

(en millions d'euros)	Avant produits dérivés de couverture		Couverture	Après produits dérivés de couverture	
	31/12/2018				
	Encours (*)	Quote-part (**)	Swap et option de taux	Encours (*)	Quote-part (**)
Taux fixe	1 597,4	98%	(150,0)	1 447,4	89%
dont taux capé					
Taux variable	32,6	2%	150,0	182,6	11%
dont taux capé					
Total dettes financières long terme hors redevances fixes	1 630,0	100%	0,0	1 630,0	100%

(\*) Les montants sont indiqués en valeur de bilan et comprennent l'incidence du coût amorti (incluant les amortissements de surcote/décote ainsi que l'instrument dérivé de juste valeur).

(\*\*) La quote-part est exprimée en pourcentage de la dette totale

#### 9.16.1.1 Sensibilité au risque de taux

Indigo Group est soumis au risque de variation des taux d'intérêts sur son résultat consolidé compte tenu :

- des flux de trésorerie relatifs à l'endettement financier net à taux variable après opérations de couverture, qu'il s'agisse ou non des produits dérivés,
- des instruments dérivés non qualifiés de couverture.

En revanche, la variation de valeur des dérivés qualifiés de couverture de flux de trésorerie est comptabilisée directement dans les capitaux propres et n'impacte pas le compte de résultat.

L'analyse suivante est effectuée en supposant que le montant des actifs, dettes financières et de dérivés au 31 décembre 2019 reste constant sur une année. Une variation de 25 points de base des taux d'intérêt à la date de clôture aurait eu pour conséquence une hausse ou une diminution des capitaux propres et du résultat (avant impôt) à hauteur des montants indiqués ci-dessous. Pour les besoins de cette analyse, les autres variables ont été supposées rester constantes.

	31/12/2019			
	Résultat		Capitaux propres	
	Impact du calcul de sensibilité +25 bp	Impact du calcul de sensibilité -25 bp	Impact du calcul de sensibilité +25 bp	Impact du calcul de sensibilité -25 bp
(en millions d'euros)				
Dettes à taux variables après couverture comptable	(0,5)	0,5		
Actifs à taux variables après couverture comptable				
Dérivés non qualifiés comptablement de couverture	0,0	0,0		
Dérivés qualifiés de couverture de trésorerie			0,0	0,0
<b>Total</b>	<b>(0,5)</b>	<b>0,5</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>

### 9.16.1.2 Détail des produits dérivés de taux

Les produits dérivés de taux au 31 décembre 2019 s'analysent de la manière suivante :

	31/12/2019					31/12/2018	
	< 1 an	de 1 à 5 ans	>5 ans	Montant notionnel	Juste valeur (*)	Montant notionnel	Juste valeur (*)
<i>(en millions d'euros)</i>							
<b>Instruments affectés à la couverture de juste valeur de la dette long terme</b>							
Swap de taux d'intérêt receveur taux variable et payeur taux fixe							
Swap de taux d'intérêt receveur taux fixe et payeur taux variable			150,0	150,0	3,2	150,0	0,9
Options de taux (cap, floor, collar)							
<b>Total couverture de juste valeur</b>	-	-	150,0	150,0	3,2	150,0	0,9
<b>Instruments affectés à la couverture de flux de trésorerie de la dette à long terme</b>							
Swap de taux d'intérêt receveur taux variable et payeur taux fixe	-	-	-	-	-	-	-
Swap de taux d'intérêt receveur taux fixe et payeur taux variable	-	-	-	-	-	-	-
Options de taux (cap, floor, collar)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total couverture de flux de trésorerie</b>	-	-	-	-	-	-	-
<b>Instruments non qualifiés comptablement de couverture</b>							
Swap de taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-	-
Future Rate Agreement	-	-	-	-	-	-	-
Options de taux (cap, floor, collar)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total dérivés de taux</b>	-	-	150,0	150,0	3,2	150,0	0,9

(\*) y compris ICNE

### 9.16.2 Risques de change

#### 9.16.2.1 Nature des risques auxquels le Groupe est exposé

Le Groupe est exposé au risque de change principalement au travers de ses implantations internationales.

Au 31 décembre 2019, le Groupe n'identifie pas de risque de change particulier dans les pays en devise étrangère, ces activités bénéficiant d'une couverture naturelle compte tenu du fait que les recettes et les charges sont en monnaie locale. Par ailleurs, le Groupe ne couvre pas le risque de change lié à ses investissements à l'étranger (risque patrimonial).

Ainsi, la politique de gestion du risque de change de Indigo Group vise essentiellement à couvrir la remontée du résultat de sa filiale (via l'achat de contrat à terme) et les financements accordés par la maison mère (via l'achat de *cross currency swap*). De manière ponctuelle, les filiales peuvent directement emprunter en monnaie locale.

Les couvertures de change sont affectées à des flux futurs à hauteur de 14,2 millions d'euros en valeur notionnelle.

### 9.16.2.2 Répartition par devise des dettes financières à long terme hors redevances fixes

Les encours de dettes par devises sont :

(en millions d'euros)	31/12/2019 (*)		31/12/2018 (*)	
Euro	1 843,7	98,3%	1 598,7	98,1 %
Real brésilien	31,6	1,7%	31,3	1,9 %
Autres	-	-	-	-
<b>Total dettes financières à long terme hors redevances fixes</b>	<b>1 875,2</b>	<b>100%</b>	<b>1 630,0</b>	<b>100%</b>

(\*) Les montants sont indiqués en valeur de bilan et comprennent l'indice du coût amorti

### 9.16.2.3 Détail des produits dérivés de change

Les opérations de dérivés de change réalisées par le Groupe pour la couverture de ses opérations commerciales ou financières s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	31/12/2019			
	CAD	Autres devises	Montant notionnel	Juste valeur (*)
Swaps de devises (cross currency swaps)	14,2	-	14,2	(0,7)
Change à terme	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-
<b>Opérations non qualifiées comptablement de couverture</b>	<b>14,2</b>	<b>-</b>	<b>14,2</b>	<b>(0,7)</b>
Swaps de devises (cross currency swaps)	-	-	-	-
Change à terme	-	-	-	-
<b>Opérations qualifiées comptablement de couverture</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total des dérivés de change</b>	<b>14,2</b>	<b>-</b>	<b>14,2</b>	<b>(0,7)</b>

(\*) y compris ICNE

(en millions d'euros)	31/12/2018			
	CAD	Autres devises	Montant notionnel	Juste valeur (*)
Swaps de devises (cross currency swaps)	15,2	-	15,2	0,2
Change à terme	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-
<b>Opérations non qualifiées comptablement de couverture</b>	<b>15,2</b>	<b>-</b>	<b>15,2</b>	<b>0,2</b>
Swaps de devises (cross currency swaps)	-	-	-	-
Change à terme	-	-	-	-
<b>Opérations qualifiées comptablement de couverture</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total des dérivés de change</b>	<b>15,2</b>	<b>-</b>	<b>15,2</b>	<b>0,2</b>

(\*) y compris ICNE

## 9.17 Risque de crédit et contrepartie

Indigo Group est exposé à des risques de crédit en cas de défaillance de ses clients. Il est exposé au risque de contrepartie essentiellement pour ce qui concerne les disponibilités et équivalent de trésorerie, les créances financières et les produits dérivés. Les montants notionnels et les valeurs de marché sont présentés en note 9.16.1.2 « Détail des produits dérivés de taux ».

Indigo Group considère que le risque de crédit lié aux créances clients est très limité du fait du grand nombre de clients, de leur diversité et du fort pourcentage de clients publics. L'analyse des créances clients est présentée en note 9.14.2 « Analyse des créances clients ».

Quant aux instruments financiers, ils sont mis en place avec des établissements financiers répondant aux critères de notation de crédit définis par le Groupe.



## 10. NOTES SUR LES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES CONTRATS DE CONCESSION

### 10.1 Contrats de concession – Modèle de l'actif incorporel

#### 10.1.1 Principales caractéristiques des contrats de concessions (voir note 3.3.4 « Contrats de concession »)

Les caractéristiques des principaux contrats de concession relevant du modèle de l'actif incorporel exploités par les filiales consolidées sont présentées dans le tableau ci-dessous :

	Contrôle et régulation du tarif par le concédant	Origine de la rémunération	Subvention ou garantie du concédant	Valeur résiduelle	Modèle comptable
Tous contrats de concession : environ 310 contrats en France et en Europe	Tarifs plafonds indexés en règle générale, selon les modalités définies par les contrats	Usagers	Le cas échéant, subventions d'équipement ou d'exploitation et/ou garanties de recettes payées par le concédant	Infrastructure rendue au concédant en fin de concession sans indemnité	Actif incorporel

#### 10.1.2 Engagements donnés au titre des contrats de concessions – Modèle de l'actif incorporel

##### Obligations contractuelles d'investissement et de renouvellement :

Dans le cadre des contrats de concessions qu'il a conclu, le Groupe s'est engagé à réaliser certains investissements d'infrastructure qu'il est destiné, en tant que concessionnaire, à exploiter.

Au 31 décembre 2019, les principales obligations d'investissements représentent un montant actualisé total de 72,0 millions d'euros et se séquent comme suit :

(en millions d'euros)	31/12/2019	< 1 an	entre 1 et 5 ans	> 5 ans
<b>Total</b>	<b>72,0</b>	22,6	39,5	9,8

Les taux d'actualisation sont définis en note 11.3.1 « Engagements donnés ».

Par ailleurs, les sociétés concessionnaires sont tenues de maintenir les Infrastructures en bon état de fonctionnement conformément aux dispositions contractuelles.

### 10.2 Contrats de concession – Modèle de la créance financière

#### 10.2.1 Principales caractéristiques des contrats de concessions (voir note 3.3.4 « Contrats de concession »)

Les caractéristiques des principaux contrats de concession relevant du modèle de la créance financière exploités par les filiales consolidées sont présentées dans le tableau ci-dessous :

	Contrôle et régulation du tarif par le concédant	Origine de la rémunération	Subvention ou garantie du concédant	Valeur résiduelle	Dates de fin des contrats
Treize contrats de concessions, dont dix en France.	Tarifs plafonds indexés en règle générale, selon les modalités définies par les contrats	Utilisateurs et villes	Subvention de fonctionnement, complément de recettes, subvention d'équipement ou contribution annuelle de construction	Infrastructure rendue au concédant en fin de concession sans indemnité	Date de fin du contrat comprise entre 2022 et 2049

#### 10.2.2 Engagements donnés au titre des contrats de concession – Modèle de la créance financière et contrats mixtes (voir note 3.3.4 « Contrats de concession »)

##### Obligations contractuelles d'investissement et de renouvellement

Dans le cadre des contrats de concession qu'elles ont conclus, les filiales du Groupe se sont engagées à réaliser des investissements.

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>31/12/2019</b>	<b>&lt; 1 an</b>	<b>entre 1 et 5 ans</b>	<b>&gt; 5 ans</b>
<b>Total</b>	3,2	-	-	3,2

Les montants sont actualisés à l'aide des taux mentionnés en note 11.3.1 « Engagements donnés ». En contrepartie de ces investissements, les filiales reçoivent une garantie de paiement du concédant.

## 11. AUTRES NOTES

### 11.1 Transactions avec les parties liées

Ce tableau résume par catégorie de parties liées (hors rémunérations des principaux dirigeants cf. note 11.2 « Rémunérations des dirigeants ») les montants relatifs aux transactions avec ces parties comptabilisés dans le compte de résultat consolidé et dans le bilan consolidé des périodes présentées

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2019	31/12/2018
<b>Société mère</b>		
Charges opérationnelles	-	-
Charges d'intérêt	(0,0)	(4,1)
Actifs financiers courants	0,0	0,7
Passifs financiers non courants	-	-
Passifs financiers courants	-	-
Fournisseurs	-	-
<b>Entités exerçant une influence notable (2)</b>		
Chiffre d'affaires	-	-
Charges opérationnelles	-	-
Coût de l'endettement financier	-	-
Clients et autres actifs courants d'exploitation	-	-
Actif d'impôt exigible	-	-
Disponibilités et équivalents de trésorerie	-	-
Fournisseurs	-	-
Passifs financiers non courants	-	-
Passifs financiers courants	-	-
Passifs d'impôt exigible	-	-
<b>Coentreprises</b>		
Chiffre d'affaires	0,2	0,1
Charges et produits opérationnels	0,7	0,6
Clients et autres actifs courants d'exploitation	3,2	4,1
Autres actifs financiers courants	0,0	23,4
Disponibilités et équivalents de trésorerie	-	-

### 11.2 Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants correspondent aux membres du Comité de Direction du Groupe.

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2019	31/12/2018
Avantages à court termes	3,8	3,8
Avantages postérieurs à l'emploi	0,4	0,3
Autres avantages à long terme		-
Indemnités de fin de contrat de travail		-
Paielements fondés sur des actions		-
<b>Total</b>	<b>4,2</b>	<b>4,1</b>

## 11.3 Engagements hors bilan

### 11.3.1 Engagements donnés

Les engagements donnés s'analysent de la façon suivante :

(en millions d'euros)

	31/12/2019	31/12/2018
<b>Échéances contractuelles</b>		
Contrats de locations (**)	-	164,2
Engagements d'investissement (**)	75,2	69,8
<b>Autres engagements donnés</b>		
Sûretés personnelles (*)	52,6	43,6
Sûretés réelles (*)	19,2	15,7
Redevances fixes (*)	6,4	-
Garanties solidaires des associés (*)	3,3	3,3
Autres engagements donnés (*)	4,4	4,6
<b>Total des engagements donnés</b>	<b>161,2</b>	<b>301,3</b>

(\*) Montants non actualisés

(\*\*) Montants actualisés

Pour autant que les actionnaires de Smovengo prennent les mêmes engagements, le Groupe s'est engagé auprès de sa filiale, détenue à 40,49% au 31 décembre 2019, à apporter la trésorerie nécessaire et à ne pas solliciter le remboursement en numéraire de ses avances afin que cette dernière puisse poursuivre normalement son activité et ce jusqu'au 31 mai 2020.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2019, les contrats de location sont retraités en accord avec IFRS 16.

#### 11.3.1.1 Obligations contractuelles d'investissement et de renouvellements attachés aux contrats de concession

Les engagements d'investissement sont constitués d'obligations contractuelles d'investissement et de renouvellement attachées aux contrats de concession et de PPP et s'analysent comme suit :

##### Modèle de l'actif incorporel

Dans le cadre des contrats de concessions qu'il a conclus, le Groupe s'est engagé à réaliser certains investissements d'infrastructure qu'il est destiné, en tant que concessionnaire, à exploiter.

Au 31 décembre 2019, les principales obligations d'investissements représentent un montant actualisé total de 72,0 millions d'euros.

Par ailleurs, les sociétés concessionnaires sont tenues de maintenir les Infrastructures en bon état de fonctionnement conformément aux dispositions contractuelles.

##### Modèle de la créance financière

Dans le cadre des contrats de concession qu'elles ont conclus, les filiales du Groupe se sont engagées à réaliser des investissements représentant un montant actualisé total de 3,9 millions d'euros.

En contrepartie de ces investissements, les filiales reçoivent une garantie de paiement du concédant.

#### 11.3.1.2 Sûretés personnelles

Au 31 décembre 2019, comme au 31 décembre 2018, le montant des avals, cautions et garanties données est constitué principalement de cautions bancaires données aux concédants en garantie de la bonne exécution des contrats de concession et de prestation de services.

### 11.3.1.3 Sûretés réelles

Au 31 décembre 2019, comme au 31 décembre 2018, le montant figurant au poste « Sûretés réelles » est constitué principalement d'hypothèques mises en place sur des parcs en pleine propriété en garanties d'emprunts, ainsi que de nantissement de créances garantissant des lignes de découvert.

### 11.3.1.4 Redevances fixes payées aux concédants dans le cadre de contrats de concession

Le Groupe capitalise les redevances fixes dans son bilan sous la forme d'un actif amortissable sur la durée du contrat au titre du droit d'utiliser le domaine public (parking) en contrepartie d'un passif au titre de l'engagement à payer ces redevances (norme IFRIC 12) ; ceci dès lors que l'actif est mis en service.

Entre la date de signature du contrat et la mise en service de l'actif, la valeur actualisée des redevances fixes est présentée en engagement hors bilan.

### 11.3.2 Engagements reçus

Les engagements reçus par le Groupe s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2019	31/12/2018
Sûretés personnelles	10,2	12,9
Sûretés réelles	1,7	1,9
Autres engagements reçus	-	-
<b>Total des engagements reçus</b>	<b>11,9</b>	<b>14,8</b>

Les sûretés réelles correspondent au nantissement des titres de la filiale LAZ Karp Associates reçu de l'associé LAZ KARP PARTNERS INC.

### 11.4 Effectifs

Les effectifs des sociétés consolidées par la méthode de l'intégration globale au 31 décembre 2019 se décomposent comme suit :

<i>(En nombre de salariés)</i>	31/12/2019			31/12/2018		
	France	International	Total	France	International	Total
Ingénieurs et cadres	284	154	438	267	133	400
Employés et ouvriers	1 692	6 367	8 059	1 719	6 227	7 946
<b>Total</b>	<b>1 976</b>	<b>6 521</b>	<b>8 497</b>	<b>1 986</b>	<b>6 360</b>	<b>8 346</b>

## 12. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Conformément à la recommandation de l'AMF, ce tableau n'intègre que les sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

	Deloitte			Proxima	Autres
	Commissaire aux comptes (Deloitte & Associés)	Réseau	Total Deloitte	Commissaire aux comptes (Proxima)	Commissaire aux comptes (Autres)
<i>(en milliers d'euros)</i>					
<b>Certification et examen limité semestriel des comptes individuels et consolidés</b>					
Émetteur	24,8	-	24,8	13,2	-
Filiales intégrées globalement	434,2	147,1	581,2	-	3,8
<b>Sous-total</b>	<b>459,0</b>	<b>147,1</b>	<b>606,0</b>	<b>13,2</b>	<b>3,8</b>
<b>Services autres que la certification des comptes (*)</b>					
Émetteur	-	-	-	-	-
Filiales intégrées globalement	48,0	2,0	50,0	-	14,7
<b>Sous-total</b>	<b>48,0</b>	<b>2,0</b>	<b>50,0</b>	<b>-</b>	<b>14,7</b>
<b>Total</b>	<b>507,0</b>	<b>149,1</b>	<b>656,0</b>	<b>13,2</b>	<b>18,5</b>

(\*) Les services autres que la certification des comptes incluent les services dont la fourniture est requise par la réglementation ainsi que les services fournis à la demande des entités contrôlées (audits contractuels, lettres de confort, attestations, procédures convenues, consultations et travaux liés aux changements de normes comptables, due diligence d'acquisition, audits de procédures et de systèmes d'information et services fiscaux n'affectant pas l'indépendance des commissaires aux comptes).

### **13. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE**

- **NOUVELLE IMPLANTATION – LA POLOGNE**

Le Groupe Indigo s'implante en Pologne avec la constitution le 28 février 2020 à Gdansk d'une filiale détenue à 100% dénommée Indigo Polska SA. L'ambition d'Indigo est de conquérir ce nouveau marché où de nombreux projets ont été identifiés.

- **CESSION DES PARTS DU GROUPE DANS S-PARK**

Fin février 2020, le Groupe a vendu toutes ses actions dans la société israélienne S-Park Parking Technologies Ltd qui a créé l'application mobile Polly. L'activité de S-Park n'a pas eu d'impact significatif sur l'activité du Groupe Indigo en 2019.

- **NOTATION EXTRA-FINANCIERE DE LA FILIALE INDIGO GROUP**

En mars 2020, Indigo Group s'est vu attribuer par l'agence de notation extra-financière VIGEO EIRIS la note de 66/100, positionnant ainsi le Groupe au 44ème rang mondial sur un panel de 4 903 groupes notés. Pour mémoire, le précédent score de mars 2018 était de 61/100. Cette notation et cette progression de 5 points illustrent l'engagement du Groupe en matière sociale, sociétale et environnementale

- **MODIFICATION DES ACCORDS AVEC NOS PARTENAIRES AU SEIN DE LA CO-ENTREPRISE LAZ PARKING AUX ETATS-UNIS, DETENUE A 50% PAR LE GROUPE**

Dans le cadre du projet de nos partenaires d'accueillir à leurs côtés un nouvel investisseur, le Groupe a négocié avec eux une modification des accords existants visant en particulier à permettre au Groupe de s'intéresser aux projets de parcs de stationnement sous forme de concessions ou à l'achat de parcs en pleine propriété sur le territoire américain, avec leur concours minoritaire et une exclusivité réciproque, la co-entreprise LAZ Parking ayant vocation à exploiter ces parcs en prestation de services. Ces accords sont entrés en vigueur le 11 mars 2020, du fait du closing intervenu le même jour avec le nouvel investisseur détenant désormais une partie du capital de l'entité des autres 50% de la co-entreprise LAZ Parking.

- **COVID-19**

Le Groupe Indigo, comme le reste du monde, est confronté à la crise du COVID-19. Il a relayé auprès de ses clients les consignes gouvernementales et se préoccupe de la santé de ses collaborateurs par la mise en œuvre de diverses mesures de protection.

Le principal risque du Groupe réside dans une chute des fréquentations horaires, voire les fermetures, des sites où Indigo assume un risque trafic (c'est-à-dire les contrats d'infrastructure) liées notamment à la mise en place de mesures de confinement de la population. L'activité des contrats de voirie risque également d'être fortement impactée compte tenu des gratuités et de l'arrêt des prestations de contrôle demandé par les villes. Dans le cas où les fermetures dureraient et concerneraient un nombre important de sites, le Groupe pourrait se prévaloir de l'existence d'un cas d'imprévision ou de force majeure auprès de ses donneurs d'ordres.

Le Groupe Indigo peut s'appuyer sur sa diversité géographique, la variété de son portefeuille et ses différentes typologies de clients et de contrats pour atténuer les effets de la crise. L'impact du COVID-19 porte principalement sur les recettes horaires en parcs de stationnement et sur le chiffre d'affaires du stationnement en voiries, les recettes abonnées devraient être affectées dans une moindre mesure. Ces impacts sur le chiffre d'affaires auront des conséquences mécaniques sur l'EBITDA, même si une partie des coûts est variable et que le Groupe Indigo pourrait notamment avoir recours à des mesures de chômage partiel et de renégociation des loyers et redevances fixes.

A fin février 2020, le chiffre d'affaires est cependant en ligne avec le budget.

Sur le plan opérationnel, le Groupe a basé sa stratégie de continuité des activités sur la télé-opération qui permet à Indigo d'opérer à distance avec un niveau de service suffisant à partir de centres nationaux et/ou locaux. Ces centres d'exploitation à distance sont en mesure d'effectuer la plupart des contrôles de sécurité et d'exploitation courante.

Afin de pallier le risque supporté d'une indisponibilité de l'ensemble du personnel de télé-opération et d'intervention d'une même zone sur une même période de temps (par maladie ou confinement), des dispositions spécifiques ont été prises par Indigo pour protéger ses collaborateurs et en particulier ceux de ses centres de télé-opération (telles que le renforcement des mesures sanitaires, la séparation des équipes ou l'identification de remplaçants).

Enfin, concernant ses besoins de liquidités, le Groupe n'a pas besoin d'accéder aux marchés des capitaux pour un quelconque refinancement à court et moyen terme, la première échéance de ses obligations (sans aucun covenant) intervenant en avril 2025 et sa ligne bancaire RCF de 300 millions d'euros n'étant pas tirée à ce jour et arrivant à échéance en octobre 2023.



# 14. LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES AU 31 décembre 2019

Sociétés	31/12/2019		31/12/2018	
	Mode de consolidation	% de détention	Mode de consolidation	% de détention
<b>Corporate</b>				
INDIGO GROUP	Intégration Globale (IG)	Mère	Intégration Globale (IG)	Mère
<b>FRANCE</b>				
INDIGO INFRA	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	99,77%
INDIGO PARK	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
EFFIPARC	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE GENERALE DE FINANCEMENT DE PARCS DE STATIONNEMENT - GEFIPARC	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
GEFI-OUEST	Non intégrée (NI)	0,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE MEDITERRANEENNE DE PARKINGS (SMP)	Non intégrée (NI)	0,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE DU PARKING DE LA PLACE VENDOME	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE DU PARC AUTO AMBROISE PARE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE DU PARC AUTO METEOR	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE DU PARKING DU BOULEVARD SAINT-GERMAIN	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
LA SOCIETE DES PARCS DU SUD-OUEST	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
METZ STATIONNEMENT	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO INFRA CGST	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO INFRA POISSY	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE AMIENOISE DE STATIONNEMENT	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
LES BUREAUX DE LA COLLINE DE SAINT CLOUD	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
PARC AUTO DE STRASBOURG	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE MEDITERRANEENNE DE STATIONNEMENT	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE D'EXPLOITATION DES PARCS DE LA DEFENSE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO INFRA CERGY PONTOISE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO INFRA HAUTEPIERRE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
LES PARCS DE TOURCOING	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE FINANCIERE MIDI-PYRENEES - SFMP	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
EFFIPARC ILE DE FRANCE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
MAVIPARC	Non intégrée (NI)	0,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE DU PARC SAINT MICHEL	Intégration Globale (IG)	90,00%	Intégration Globale (IG)	90,00%
EFFIPARC BRETAGNE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE DES GARAGES AMODIES	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
EFFIPARC CENTRE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
EFFIPARC SUD OUEST	Non intégrée (NI)	0,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
EFFIPARC SUD EST	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO INFRA France	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE TOULOUSAIN DE STATIONNEMENT - STS	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SNC DU PARKING DE LA PUCELLE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SNC DU PARC DES GRANDS HOMMES	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO INFRA GRENOBLE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
PARKING RENNES MONTPARNASSE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
LES PARCS DE NEUILLY	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
CAGNES SUR MER STATIONNEMENT	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOGEPARC NARBONNE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE DES PARKINGS SOUTERRAINS DU 8EME ARRONDIS	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE AUXILIAIRE DE PARCS	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE AUXILIAIRE DE LA REGION PARISIENNE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE AUXILIAIRE DE PARCS MEDITERRANEE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SAP BOURGOGNE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE AUXILIAIRE DE PARCS D'Auvergne	Non intégrée (NI)	0,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE AUXILIAIRE DE PARCS DU LIMOUSIN	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
UNIGARAGES	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
GIS PARCS	Non intégrée (NI)	0,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
GIS PARIS	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
GESTION DE TRAVAUX ET DE FINANCEMENT	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
LES PARCS DE STATIONNEMENT LYON BELLECOUR	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE DES PARKINGS DU NORD ET DE L'EST (SOPANE)	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOPARK	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE FINANCIERE DE PARC AUTOMOBILE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE DU PARKING MAILLOT	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE DES PARKINGS DE VERSAILLES (SAPV)	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE DU PARKING MATIGNON-MARIGNY (SPMM)	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%

Sociétés	31/12/2019		31/12/2018	
	Mode de consolidation	% de détention	Mode de consolidation	% de détention
IMMOBILIERE DU PARKING JOFFRE SAINT-THIEBAUT	Intégration Globale (IG)	99,28%	Intégration Globale (IG)	99,28%
SNC PARKINGS DE LOURDES	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SOCIETE DES PARCS PUBLICS DU MIDI (SPPM)	Non intégrée (NI)	0,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SA NEUILLY STATIONNEMENT	Non intégrée (NI)	0,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
PARC CHAMPS ELYSEES PIERRE CHARRON (CEPC)	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
PARIS PARKING BOURSE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SPS COMPIEGNE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SPS SAINT QUENTIN	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SPS TARBES	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO INFRA NEUILLY	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO INFRA NOISY-LE-GRAND	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO INFRA RUSSIE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
RUSSIA PARKINVEST (RPI)	Non intégrée (NI)	0,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,13%
SOCIETE DES PARKINGS DE NEUILLY - SPN	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
LES PARCS DE TOULOUSE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
STREETEO	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
NOGENT STATIONNEMENT	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
BEAUVAIS STATIONNEMENT	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
LES PARCS D'AGEN	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO CAGNES STATIONNEMENT	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
PERPIGNAN VOIRIE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
HYERES STATIONNEMENT	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
NEUILLY PARC LES SABLONS	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SAINT-MAUR STATIONNEMENT	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
CENTRAL PARCS	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO STATIONNEMENT SB	Intégration Globale (IG)	100,00%	Non intégrée (NI)	0,00%
INDIGO INFRA LOUVRE PATRIARCHES	Intégration Globale (IG)	100,00%	Non intégrée (NI)	0,00%
INDIGO INFRA TERNES	Intégration Globale (IG)	100,00%	Non intégrée (NI)	0,00%
INDIGO EXPLOITATION SERVICES	Non intégrée (NI)	0,00%	Non intégrée (NI)	0,00%
INDIGO INFRA LILLE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Non intégrée (NI)	0,00%
MARSEILLE ETIENNE D'ORVES STATIONNEMENT	Intégration Globale (IG)	100,00%	Non intégrée (NI)	0,00%
PARC OPERA	Intégration Globale (IG)	100,00%	Non intégrée (NI)	0,00%
<b>CANADA</b>				
INDIGO INFRA CANADA	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO PARK CANADA	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
NORTHERN VALET	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
WESTPARK Parking Services	Intégration Globale (IG)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
<b>GRANDE BRETAGNE</b>				
LES PARCS GTM UK LIMITED	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
<b>USA</b>				
INDIGO INFRA USA HOLDING	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
LAZ KARP ASSOCIATES LLC	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
LAZ FLORIDA PARKING LLC	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
LAZ PARKING CALIFORNIA LLC	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
LAZ PARKING CHICAGO LLC	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
LAZ PARKING CT LLC	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
LAZ PARKING GEORGIA/ATLANTA LLC	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
LAZ PARKING MA LLC	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
LAZ PARKING MID-ATLANTIC LLC	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
LAZ PARKING NY/NJ LLC	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
LAZ PARKING TEXAS LLC	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
SUNSET PARKING SERVICES LLC	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
ULTIMATE	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
LAZ PARKING NEVADA LLC	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
LAZ PARKING LOUISIANA LLC	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
LAZ PARKING HAWAII LLC	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
LAZ PARKING MIDWEST LLC	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
LAZ PARKING NORTHWEST LLC	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
LAZ PARKING SOUTHWEST LLC	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
INDIGO CLEVELAND	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
<b>BELGIQUE</b>				
INDIGO PARK BELGIUM	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO PARK WALLONIE	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO INFRA BELGIUM	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO PARK SECURITY BELGIUM	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
TURNHOUT PARKING NV	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
PARKING PARTNERS	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
PARKING SCAILQUIN	Mise en équivalence (MEE)	20,00%	Mise en équivalence (MEE)	20,00%
SOCIETE IMMOBILIERE DES PARKINGS ERASME	Intégration Globale (IG)	75,00%	Intégration Globale (IG)	75,00%

Sociétés	31/12/2019		31/12/2018	
	Mode de consolidation	% de détention	Mode de consolidation	% de détention
PARKEERBEHEER INDIGO N.V.	Non intégrée (NI)	0,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
URBEO BESIX PARK	Intégration Globale (IG)	97,00%	Intégration Globale (IG)	97,00%
PARKEERBEHEER LIER	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO SECURITY SERVICES N.V.	Non intégrée (NI)	0,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
ELECTRONIC SYSTEM ENGINEERING	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
IP-MOBILE	Intégration Globale (IG)	51,00%	Intégration Globale (IG)	51,00%
PARCBRUX	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Non intégrée (NI)	0,00%
<b>SUISSE</b>				
INTERTERRA PARKING SA	Intégration Globale (IG)	52,89%	Intégration Globale (IG)	52,89%
INDIGO SUISSE (ex. Parking du Centre)	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
PARKING GARE DE LAUSANNE SA	Intégration Globale (IG)	95,00%	Intégration Globale (IG)	95,00%
<b>REPUBLIQUE TCHEQUE</b>				
INDIGO INFRA CZ	Non intégrée (NI)	0,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
<b>ESPAGNE</b>				
INDIGO INFRA ESPANA	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
PARKING UNAMUNO DEL AYUNTAMIENTO DE BILBAO	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO PARK ESPANA	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
DINERCAR ATRES	Non intégrée (NI)	0,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
APARCAMIENTOS TRIANA SA (Atrisa)	Intégration Globale (IG)	99,06%	Non intégrée (NI)	0,00%
<b>Luxembourg</b>				
INDIGO PARK LUXEMBOURG	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
<b>RUSSIE</b>				
INDIGO PARK RUS.	Non intégrée (NI)	0,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
MOSPARKINGINVEST	Non intégrée (NI)	0,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,13%
<b>BRESIL</b>				
INDIGO INFRA BRASIL PARTICIPACOES Ltda	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
INDIGO ESTACIONAMENTO Ltda	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
ADMINISTRADORA GAUCHA DE ESTACIONAMENTOS SA (AGE)	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	70,00%
<b>COLOMBIE + PANAMA</b>				
INDIGO INFRA COLOMBIA SAS	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
URBANIA MANAGEMENT Inc.	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
CITY PARKING SAS	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
SIPPA SAS	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
CITY CANCHA SAS	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
MOVILIDAD URBANA INTELIGENTE SAS	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
ECO WASH Ltda	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
CONCESSION CALLE 77	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
CONCESSION CALLE 85	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
CONCESSION CALLE 90	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
CONCESSION CALLE 97	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
INDIGO INFRA PANAMA SA	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
CITY PARKING PANAMA SA	Mise en équivalence (MEE)	50,00%	Mise en équivalence (MEE)	50,00%
<b>DIGITAL ET NOUVELLES MOBILITES</b>				
MOBILITY AND DIGITAL SOLUTIONS GROUP	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
OPnGO	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SN WATTMOBILE	Intégration Globale (IG)	99,99%	Intégration Globale (IG)	100,00%
SMOVENGO	Mise en équivalence (MEE)	40,49%	Mise en équivalence (MEE)	36,38%
INDIGO WEEL	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
<b>DIGITAL NETHERLAND</b>				
MOBILITY DIGITAL SERVICES B.V.	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
OPnGO GROUP B.V.	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
<b>DIGITAL ESTONIE</b>				
NOW! INOVATIONS TECHNOLOGY OÜ	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%
<b>DIGITAL USA</b>				
MOBILE NOW! Llc	Intégration Globale (IG)	100,00%	Intégration Globale (IG)	100,00%